N°409 - février
2013 - 4,60€ - 7 FS

s!lence

écologie • alternatives • non-violence

Un autre cercle est possible

OGM

Un moratoire, vite !

Pinar Selek

Résister c'est être heureuse !

Europe, Prix Nobel de la Paix



Yvette Bailly,
du MAN.

L'Union Européenne a été lauréate du prix Nobel de la paix pour l'année 2012. Cette décision peut surprendre. Qui était Alfred Nobel ?

Alfred Bernhard Nobel (1833, Suède-1896, Italie), chimiste et industriel suédois, inventeur de la dynamite, possédait une importante entreprise d'explosifs. Il a bâti une immense fortune. Il a légué l'intégralité de sa fortune pour la création du prix Nobel, qui se décline en 5 domaines : la physique, la chimie, la médecine, la littérature et la paix.

Comment est conçu ce prix et quelle est selon vous sa fonction ?

Le prix Nobel de la Paix est une récompense internationale décerné chaque année depuis 1901 à des personnes ou des organismes partout dans le monde *"ayant apporté le plus grand bénéfice à l'humanité"*, par leur travail en faveur de la paix. Il a une double fonction : reconnaître, et faire connaître à un large public, un combat mené pour plus de justice et de paix, et apporter un soutien financier et ainsi une certaine indépendance, afin que le combat se poursuive en dehors de toutes sortes de pressions.

Si, au début, ce furent surtout des candidats hommes européens ou d'Amérique du Nord qui furent récompensés, petit à petit des personnes de différentes nationalités (coréenne, ghanéenne, iranienne, guatémaltèque, birmane…), dont des femmes, ont reçu le prix.

Lors de la remise du prix qui a toujours lieu le 10 décembre à Oslo, date anniversaire de la mort de Nobel, les médias mettent momentanément leur focus sur le combat mené, mais l'effet de ce prix reste limité. Comme pour toute initiative institutionnelle, il est de la responsabilité de la société civile d'en faire la promotion, de la relayer afin d'en développer la portée.

Comment réagissez-vous à l'obtention du prix Nobel de la paix 2012 par l'Union Européenne ?

Comme beaucoup d'organisations, le MAN est surpris de l'attribution du Prix Nobel de la Paix 2012 à l'Union Européenne à l'heure où celle-ci est secouée par une grave crise politique, économique et sociale, et où l'espace de paix européen et sa construction démocratique sont mis à rude épreuve par des crispations nationales. L'Union Européenne s'est vu attribuer ce prix pour son rôle dans l'unification progressive du Vieux Continent et pour avoir contribué pendant plus de six décennies

le mois de Lasserpe

EPR DE FLAMANVILLE : LA FACTURE DÉPASSERAIT LES 8,5 MILLIARDS D'EUROS

T'IMAGINES LE NOMBRE DE BOUGIES QU'ON AURAIT PU S'ACHETER AVEC TOUT CET ARGENT...



LASSERPE

DESTRUCTION DES CABANES À NOTRE-DAME-DES-LANDES



PALESTINE : UN STATUT D'ÉTAT OBSERVATEUR ?



quoi de neuf ?

Abonnés virtuels

En décembre 2012, le nombre des abonné-es (gratuits) à la S!berlettre mensuelle a dépassé le nombre d'abonnés (payants) à la version papier.

La S!berlettre informe surtout sur nos activités propres (sorties des numéros, stands, rendez-vous…) et se développe toute seule par le miracle de l'information virtuelle…

Grands projets inutiles et imposés

En lien avec la lutte à Notre-Dame-des-Landes et pour annoncer le grand rassemblement qui s'y tiendra cet été, nous avons décidé que le dossier de juin serait consacré aux grands projets inutiles et imposés.

Dans le cadre de ce dossier, nous aimerions réaliser une carte de France permettant de les localiser et d'indiquer le montant de chaque projet en indiquant ce qui relève du financement public et du financement privé.

Nous sommes donc preneurs d'infos sur les projets dans votre région, si possible en nous communiquant les sommes en jeu, les arguments contre le projet et les contacts des groupes qui s'opposent à ces projets.

Envoyez-nous cela soit par courrier, soit par le formulaire de contact de notre site internet.

Petits projets utiles

En liaison avec *Silence*, l'AlterTour qui partira le 18 juillet 2013 dans le Loiret pour arriver en Saône-et-Loire le 24 août en traversant les régions Centre, Auvergne et Bourgogne aura pour thème "Petits projets utiles". Ceux-ci, rencontrés sur le parcours seront présentés dans un supplément à *Silence* encarté dans le numéro de juin.

Informatique

S!lence utilise pour la gestion des abonnements et des dépôts une base de données qui lui est propre. Il s'agit d'une base de données en MySQL dont l'application repose sur du PHP et quelques touches d'Ajax. L'application est utilisée depuis Firefox.

Nous recherchons une personne pour donner un coup de main à Régis qui s'en occupe bénévolement selon ses disponibilités… en lien avec les deux utilisatrices Claire et Béatrice.

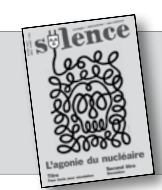
à promouvoir la paix et la réconciliation, la démocratie et les droits de l'homme en Europe. Il faut toutefois rappeler que l'Europe a failli, en terme de prévention des conflits dans ses frontières géographiques et n'a su enrayer le processus de destruction que connurent les Balkans. Espérons qu'elle sache aujourd'hui se doter d'outils nécessaires à la paix, notamment en développant des programmes de volontaires civils non-armés dans des zones de conflits formés aux principes et aux méthodes de l'Intervention Civile de paix. Rappelons que l'Europe par ses choix de développement insoutenables exploite les ressources de nombreux pays pauvres en maintenant des régimes autoritaires au pouvoir, qu'elle s'est dotée d'une constitution militariste, et que des pays comme la France ont joué un rôle dans le génocide du Rwanda. Si l'on y ajoute la politique aux frontières, meurtrière pour des milliers de réfugiés, il n'y a pas vraiment de quoi justifier un prix Nobel de la paix ! Nous considérons que cette attribution du prix Nobel n'est pas une fin en soi mais un rappel de certaines des exigences qui ont animé la création de l'Union Européenne. ■

> *Mouvement pour une Alternative Non-violente (MAN), 114, rue de Vaugirard, 75006 Paris, tél. : 01 45 44 48 25, www.nonviolence.fr.*









Prochain dossier :

L'agonie du nucléaire

Venez nous voir les 14 et 15 février !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 14 h 30 à 20 h 30 et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par *Silence*. Cela se poursuit le vendredi à partir de 9 h 30 et le repas de midi vous est offert. Le nouveau numéro vous est aussi offert. Prochaines expéditions : **14 et 15 mars, 11 et 12 avril, 16 et 17 mai...**

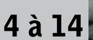
Pour passer une info...

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à **9 h 30** les samedis **23 février** (pour le n° d'avril), **23 mars** (pour le n° de mai), **20 avril** (pour le n° de juin)... Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h. Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h.
N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le **2 janvier 2013.**

sommaire

édito / dossier du mois

Un autre cercle est possible
sommaire détaillé page suivante **4 à 14**

Alternatives



Rencontre avec les écoprojets
Ans Rossy **29**

OGM



Après l'étude... le moratoire, vite !
Guillaume Gamblin **32**

Entretien avec Pinar Selek



Résister c'est être heureuse !
Propos recueillis par Guillaume Gamblin **36**

Carnet de voyage



Paysannes
Les Carnettistes Tribulants **48**

brèves

15 L'arme nucléaire au Moyen-Orient ? (Dominique Lalanne)
15 Paix
16 Climat
16 Energie
17 Gaz de schistes Vers un Comté au goût de pétrole ? (Marie-Pierre Najman)
18 Environnement
19 Notre-Dame-des-Landes
20 Décroissance
20 Le jeu des Boules Carrées (Michel Scrive)
20 Alternatives
22 OGM
22 Santé
23 Créer un groupe de parole entre hommes ? (Léo Sauvage)
23 Femmes, Hommes, etc.
24 Nord-Sud
24 Société
25 Politique
26 Habitat
26 Annonces
27 Fukushima : la catastrophe continue
27 Nucléaire
28 Agenda
39 Courrier
42 Livres



NILS-UDO
Le Nid
Terre .pierres, bouleaux,herbe
Allemagne 1978
Ilfochrome sur Dibond 124x124 cm
Courtesy Galerie Claire Gastaud







Roue à aubes



Roues de rollers

éditorial

Circulez, il y a tout à voir...

La forme circulaire possède une connotation écologiste manifeste et sympathique de prime abord. Nous avons voulu savoir de quoi il en retournait.

Nous nous sommes interrogés sur l'angle caché du cercle en nous penchant sur l'utilisation de cette forme dans l'habitat traditionnel mais aussi contemporain, dans certains jardins potagers, et dans le militantisme : se réunir et se présenter en cercle, revendiquer en cercle, encercler un site... Puis reprenant notre équilibre, nous nous sommes demandé en interrogeant quelques "spécialistes" si en écologie un cycle est un cercle. Enfin, nous avons pris du recul, considéré le cercle plus globalement et constaté qu'il donnait parfois envie de prendre la tangente. Pour mieux y revenir !

Béatrice Blondeau ■

dossier

Les habitats circulaires 5
Béatrice Blondeau

Le jardinage en cercle comme pratique écologique 7
Marie-Pierre Najman

Les cercles de silence 9
Jean-Paul Nunez

En écologie, un cycle est-il un cercle ? 13
Marie-Pierre Najman

Sens et usages du cercle 14
Béatrice Blondeau

Photo de couverture : © Nils-Udo

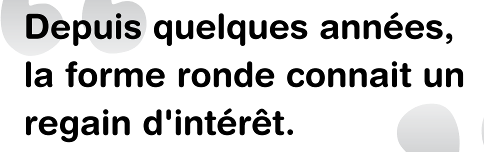
Les habitats circulaires

Des premières constructions aux lieux de vie des écologistes contemporains, le cercle serait-il la forme première ?


Cindy Cornett

Maison ronde, Géorgie (Etats-Unis)

Lorsqu'on fait des fouilles archéologiques, les premières traces d'habitations que l'on retrouve, murs en terre ou en pierre, adoptent généralement la forme d'un cercle sans pour autant exclure totalement le carré. Elle reste toutefois le signe manifeste de certains habitats nomades traditionnels (tentes, tipis indiens, yourtes mongoles) ou saisonniers (huttes, igloos), mais elle est également sédentaire, villageoise collective ou familiale : case, habitat en pierre, dôme... Il y a plusieurs dizaines d'années, l'homme avec une baguette aurait tracé au sol une figure géométrique en tournant sur lui-même.[1]



Depuis quelques années, la forme ronde connait un regain d'intérêt.

Progressivement, le cercle est abandonné au profit des formes rectangulaires et carrées. Cette évolution est sans doute due à l'urbanisation : les villages se forment, la place est recherchée. De surcroît, il est plus facile de se protéger quand les maisons sont serrées les unes contre les autres. Á l'intérieur, les pièces se multiplient et se spécialisent.

Depuis quelques années, la forme ronde connaît de nouveau un regain d'intérêt. Elle relève alors, entre autres, d'un habitat alternatif. Davantage en lien avec l'autoconstruction, celle-ci proposant de placer l'humain au centre de l'habitat, à la fois dans les formes et dans les moyens de construction.[2]

A l'extérieur, la sphère est défensive et protectrice. Refermée totalement sur elle-même, elle ne laisse rien filtrer de l'extérieur, si ce n'est la lumière. Certain-e-s se réapproprient cette forme et réhabilitent les lieux de vie circulaires en mélangeant allégrement le retour à la nature (environnement) et celui du retour à la matrice (prédominance du féminin…).

"À l'intérieur, le rond se fait rassembleur, communautaire et égalitaire, toutes valeurs précisément symbolisées par la table ronde du roi Arthur. Ce sont probablement ces mêmes valeurs qu'on tente de mettre à l'œuvre dans certains immeubles contemporains, qui affirment leur rupture avec la division et le chacun pour soi associés à une architecture et un urbanisme outrageusement quadrillés. Il s'agirait alors de revendiquer avec force cette rupture envers le modèle économique, social et culturel symbolisé par les clapiers de nos usines à (mal) vivre."[3]

Le nid, le cocon évoquent tout autant le repli sur soi, la famille et le familier que la douceur. Une certaine notion de bien-être et confort. Si "l'absence d'angles et d'arrêtes permet à l'œil de circuler librement, créant ainsi plus d'espace pour l'esprit"[4], la plupart des habitants de maisons rondes optent, en dehors de la pièce principale, ou pièce à vivre, pour des pièces carrées ou rectangulaires, plus fonctionnelles et pratiques à meubler et à vivre[5].

Les maisons rondes seraient-elles plus écologiques ?

Offrant moins de prise au vent, elles résistent mieux a priori aux intempéries, notamment aux tempêtes et ouragans de plus en plus fréquents[6], et permettent une plus faible déperdition de la chaleur. La chaleur se répartit également mieux à l'intérieur dans cet espace qui contient moins d'angles et de recoins. La forme ronde offre la possibilité de distribuer plus efficacement les zones de vie de la maison en fonction de la course du soleil : à l'est : zone de nuit, au sud : salon, à l'ouest : cuisine, bureau, et au nord : entrée, salle de bain, cellier, etc.[7].

Intéressantes d'un point vue environnemental, astucieuses et séduisantes, certaines maisons rondes nous laissent la bouche grande ouverte et les yeux ronds.

Alors, on se laisse tenter ?

Béatrice Blondeau ■

(1) Jérôme Michel, http://aragon.lehoulme.free.fr

(2) *Construire en rond - Yourtes, dômes, zomes, ker-terre,* Evelyne Adam, Olivier Dauch, Jean Soum, Eyrolles, 2010

(3) www.le-carnet-de-jimidi.com/pages/Architecture_ronde_Cest_la_hutte_finale

(4) article "Tous en rond" d'Yvan Saint-Jours, in dossier Habiter le rond, *La Maison écologique,* n° 70, août-septembre 2012

(5) "Hip to be round", de Patrick Langston, The Ottawa Citizen, www.ottawacitizen.com

(6) "Round Homes Catching On, But Are They Green?" Lloyd Alter

(7) www.beedomus.com

Hundertwasser
(1928-2000)
artiste, peintre, penseur
et architecte autrichien

Son message, profondément écologiste, s'exprime très tôt par des performances remarquées, des manifestes environnementaux, artistiques et architecturaux.

"Je suis convaincu que la création s'est faite sous forme de spirale."

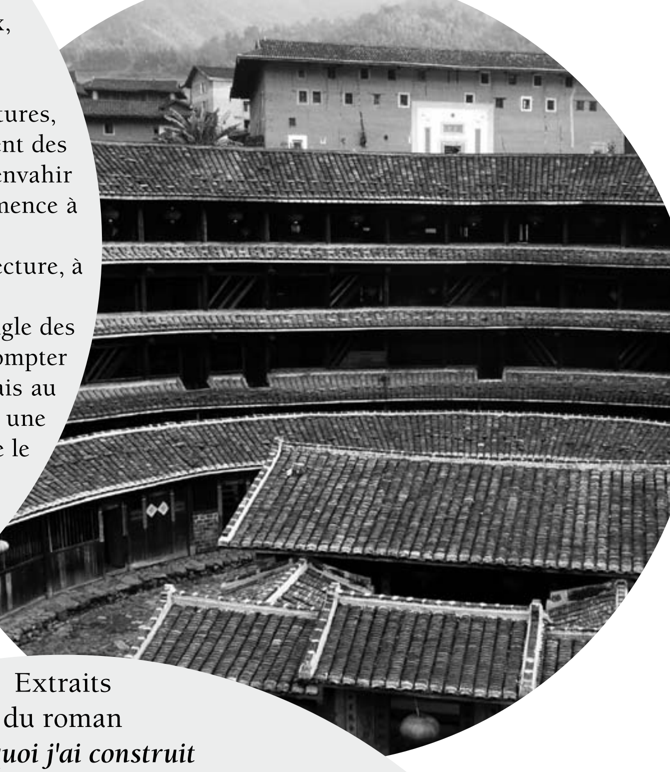
En 1953, la première spirale apparaît dans son œuvre. Dans ses peintures, les spirales sont d'abord contenues dans une grille montrant régulièrement des paysages vus du ciel. La spirale s'étend ensuite peu à peu, allant jusqu'à envahir la toile dans un tourbillon coloré, "là où la matière s'arrête d'être et commence à devenir quelque chose de vivant".

Par ailleurs, Hundertwasser se considère comme le médecin de l'architecture, à laquelle il rend sa santé par les courbes de ses bâtiments.

"Nous vivons aujourd'hui dans le chaos des lignes droites, dans la jungle des lignes droites. Que celui qui ne veut pas le croire se donne la peine de compter les lignes droites qui l'entourent et il comprendra, car il n'arrivera jamais au bout. (...) Cette jungle de lignes droites, qui nous enferment comme dans une prison, nous devons la supprimer." (Manifeste de la moisissure contre le rationalisme en architecture, 1958).

Il prône l'arrondi, l'asymétrie, la couleur et remet l'habitant au centre des préoccupations de l'architecture, tout en se souciant de son empreinte écologique.

Immeuble rond à Xiamen (Chine)



D. R.



D. R.

Maison ronde, Nevada (Etats-Unis)

Extraits
du roman
Pourquoi j'ai construit une maison carrée
de Jean Guilaine, paléontologue
spécialiste du néolithique
Actes Sud, Errance, 332 pp, 2006

"La première difficulté sérieuse à m'adapter ? Vivre à nouveau dans une pièce circulaire. Sur le continent, là-bas, au village, nous nous sommes parfaitement accoutumés aux maisons quadrangulaires. Nous avons pu en aménager d'autant plus facilement l'intérieur : un côté pour les parents, un côté pour les enfants, un autre pour le stockage, un autre pour les instruments. C'est très bien ainsi. Ceux qui trouvent qu'une pièce ne suffit pas en ajoutent d'autres. Les uns ont ainsi aménagé une sorte de cuisine où ils préparent leur alimentation. D'autres ont regroupé dans une autre cellule tout leur garde-manger : sacs de blé, de fruits, viande séchée. Lorsqu'on entre dans ces recoins, quatre ou cinq odeurs différentes vous emplissent immédiatement les narines. [...]

Sur l'île, voici qu'il me faut me réhabituer à ces maisons circulaires, sans ordre interne possible, et ce qui me gêne le plus, sans angle. Ces maisons circulaires me donnent le tournis. Je ne sais plus où me situer dans l'espace. J'ai souvent l'impression d'avoir le vertige. J'ai, un jour, la mauvaise idée de m'en ouvrir au vieux. Sa réplique fuse : [...]

Mais ces maisons sont épatantes ! Crois-tu les insulaires sots ? Eux aussi construisent plusieurs pièces pour des fonctions différentes, tantôt grandes, tantôt petites, selon leurs besoins. [...]

Mais ces pièces sont indépendantes. Il faut sortir pour aller de l'une à l'autre.

Justement ! Cela permet de ne pas mélanger les genres. Chaque pièce a sa fonction. On ne sent pas dans la chambre les mauvaises odeurs de la cuisine et les mouches ne viennent pas te manger le nez lorsque tu es plein sommeil. Arkakoum ! "

[...] Car j'en ai par-dessus la tête de ces pièces qui me donnent des migraines à force de tourner en rond ! [...] A Khiro, je n'ai jamais été fichu d'établir clairement une place pour les quelques objets que nous possédions. J'avais toujours l'impression que mes outils se déplaçaient à mon insu. Le rond, ça me casse le moral. Je ne sais jamais où j'en suis. Je finis par perdre la boule là-dedans."

Le jardinage en cercle comme pratique écologique

L'idée de jardiner en cercle pour des motifs écologiques date des années 70. Elle a fait son chemin surtout dans le monde anglo-saxon, accompagnée d'arguments et de récits mythiques, mais aussi de démarches d'observations, de mesures et d'expériences plus scientifiques.

Le premier livre intitulé "Jardiner en cercle" (Circle Gardening, jamais traduit en français) date de 1978. Son auteur, Derald G. Langham (1913-1991), était un généticien qui avait travaillé sur le sésame, en particulier au Venezuela. La légende raconte qu'il avait découvert que les plants poussaient beaucoup mieux quand ils étaient plantés dans un cercle plutôt qu'en lignes. Rentré aux Etats-Unis, il développa alors tout un business sous forme de livres et de conférences qui mêlaient vocabulaire "scientifique" et mythique. Il invitait entre autres à placer un cristal en forme de cuboctaèdre[1] au centre de chaque jardin circulaire, là où se fait l'arrosage. Il attribuait des propriétés énergétiques à ce solide que sa fondation décline encore à bon prix, sous forme de bijoux et de structures pour méditer.

Esprits de la nature et transition

A partir de 1962, dans l'écovillage de Findhorn, au nord de l'Ecosse, c'est cette fois à des contacts directs avec les esprits de la nature que fut attribuée la fécondité des jardins en cercle[2]. De nos jours, cette communauté a considérablement prospéré. Une de ses émanations, le Centre international de formation des acteurs locaux (CIFAL) travaille en tant qu'ONG, depuis sa reconnaissance par l'ONU pour aider à réaliser l'agenda international du développement durable, avec des collectivités un peu partout dans le monde, dont beaucoup de villes en transition[3].

Concernant la coopération jardinière avec le "monde subtil", une femme a pris la relève à Perelandra, dans l'Etat de Washington. Elle promeut un "jardinage co-créatif", fondé sur l'écoute en soi des "petites voix" des esprits, de la carotte, du poireau ou de tout être vivant. Son jardin comprend dix-huit cercles concentriques et un extérieur pour les tomates, et sa société, Perelandra Ltd., diffuse des livres et des élixirs floraux.

Permaculture et écologie scientifique

Plusieurs ouvrages de permaculture, ou "agriculture permanente", promeuvent des formes de jardinage circulaire, de la spirale d'herbes aromatiques à la butte de culture en trou de serrure. Il s'agit toujours de petites surfaces. On les valorise cette fois en tant qu'écosystèmes, avec des arguments plutôt scientifiques, sans doute parce que, depuis les années 70, beaucoup de connaissances d'écologie scientifique ont été vulgarisées, en même temps qu'étaient dévoilés les dégâts planétaires du productivisme. Aujourd'hui, l'attention portée aux êtres vivants et aux relations écologiques se passe plus souvent de mythes ou de credo spirituel.

Pour la permaculture, l'objectif des jardins en cercles est d'optimiser pour les plantes l'accès à l'énergie solaire, à l'eau et aux nutriments du sol dont la vie doit être favorisée au maximum. Comme toute l'agriculture bio, elle a beaucoup appris de la pédologie, c'est-à-dire de l'étude des sols et de leur humus. Ainsi, la permaculture a popularisé les parcelles rectangulaires surélevées, dites buttes ou "lasagnes", constituées de plusieurs couches de matériaux : au fond, on superpose d'abord des matières en compostage sèches et fraîches, et on recouvre la surface de compost mûr puis de paillage. Mais il y a un gros travail au démarrage et cette pratique entraîne un "risque" : une alimentation excessive pourrait fragiliser certaines plantes et perturber leur qualité nutritive[4].

D.R.

Entretien d'un jardin en trou de serrure

(1) Solide avec 6 faces carrées et 8 triangulaires

(2) *Les Jardins de Findhorn*, Peter Caddy, Eileen Caddy, Dorothy Maclean, R. Ogilvie Crombis, David Spangler et Alan Watson, 3e édition revue et augmentée, Le Souffle d'Or, 195 pp, 2008

(3) Le CIFAL, initialement situé à Findhorn, a ouvert un bureau à Edimbourg, et propose des formations "pour que les gens et les entreprises puissent prospérer dans le cadre des limites naturelles", pour une "croissance" et une "économie verte" dans un "futur à faible empreinte carbone". Il est fréquemment associé au réseau officiel de la Transition. Voir en anglais : www.cifalscotland.org

(4) *La Lettre des Refuges* n° 6 de la Ligue de protection des oiseaux de Haute-Normandie explique bien ce risque en bio, donne la liste des plantes qui signalent un excès de nitrates et explique comment diminuer celui-ci (http://haute-normandie.lpo.fr/).

D.R.

▲ *Un jardin en trou de serrure en construction*

Surtout de petits jardins en cercle

Une parcelle en cercle n'a pas cet inconvénient quand l'arrosage et le compostage sont effectués au milieu. Il faut prévoir un accès au centre par une fente non cultivée, d'où le nom de "jardin en trou de serrure". On plante près du compostage central les plantes les plus gourmandes, celles qu'on laissera pousser jusqu'aux fruits (tomate, aubergine etc.). Ce sont en général les plus grandes et, ainsi placées, elles sont à la fois bien éclairées, bien nourries et bien arrosées.

Il ne s'agit donc jamais de grande culture nourricière (céréales, tubercules etc.) mais de jardinets d'appoint, à l'échelle des bras humains, comme une ONG d'Afrique du Sud invite à en construire[5]. La butte en trou de serrure est constituée de terre mélangée à du compost, avec un peu de fumier mûr si on en a. Son diamètre est de 1 m à 1 m 50 pour que tout reste à portée de main. Elle est légèrement concave, en cas de pluie rare, et entourée de pierres ou d'une autre barrière, avec une ouverture angulaire pour accéder au centre. Là se trouve un cylindre tressé avec des bâtons verticaux et horizontaux, paillé sur le pourtour intérieur et drainé au fond avec des débris de poterie. On le couvre pour l'ombrager et on le remplit quotidiennement de matières à composter sèches ou fraîches (épluchures), et on y verse les eaux de cuisine et de lavage.

Que faire entre plusieurs cercles ? On peut laisser pousser pour favoriser la biodiversité, on peut tondre ou semer par exemple du trèfle, on peut pailler ou paver, ou bien sûr mêler toutes ces solutions. Le jardinage n'est pas de la mécanique, c'est un art : toute situation est singulière, seule une expérimentation attentive permet un bon partenariat avec la trajectoire de l'écosystème local. Et quand on se raconte ce qui a lieu, qu'on essaye de s'en souvenir, il pourra arriver qu'on mêle des dryades ou des korrigans, la lune ou les étoiles, avec l'azote, le carbone, les champignons et les bactéries. L'important n'est-ce pas que nos récits stimulent notre attention en la limitant le moins possible ? Qu'ils nous aident à conserver assez d'incertitude et d'ouverture d'esprit pour toujours observer, nous interroger et expérimenter avec soin ?

Marie-Pierre Najman ■

(5) L'ONG Send a Cow ("envoie une vache") a été fondée en 1988 par un évêque ougandais. Elle promeut aujourd'hui davantage le jardinage que l'élevage, surtout en Afrique australe et orientale. (www.sendacow.org.uk)



Les cercles de silence

Depuis octobre 2007, les cercles de silence s'élèvent contre les atteintes à l'humanité des sans-papiers et à celle des exécutants d'ordres incompatibles avec leur propre dignité.





Manifestation du 20 octobre 2012, place du Capitole à Toulouse avec 400 délégués venus de toute la France

Partis de Toulouse, à l'initiative des Franciscains, des cercles ont apparu au fil du temps dans de nombreuses autres villes. Aujourd'hui, on en compte 175 qui se réunissent régulièrement. Ce sont donc environ 10 000 personnes qui y participent… Et le mouvement essaime désormais en Espagne, en Suisse, en Italie. Le franciscain Alain Richard résume bien l'action : "il s'agit d'un appel à la conscience de chacun, et particulièrement à celle des décideurs. Nous disons que les sans-papiers sont nos frères et sœurs en humanité et que la violence qu'ils subissent dans les centres, comme toute violence, rompt cette humanité et nous fait perdre quelque chose de précieux".

Que vivent ces personnes à ma porte ?

Les participants aux cercles de silence ont compris qu'ils ne devaient pas chercher de résultats rapides et mesurables. L'idée que le silence n'est pas seulement une stratégie pour se faire entendre, mais bien un chemin pour une transformation a fait son chemin... Transformation car le silence permet d'abord à toute personne de se joindre au mouvement, en dehors des mots qui, habituellement, séparent. Transformation ensuite, car le silence permet à des citoyens jusque-là très éloignés de tout engagement et de toute revendication sociale de faire un premier pas sur la question : "que vivent ces personnes à ma porte ? Quelle est ma propre responsabilité ? Puis-je laisser faire cela ?". Enfin transformation car le silence sert également de préparation intérieure à des formes plus radicales d'engagement.

Donc patience pour obtenir un changement durable d'attitude à l'égard des étrangers..

Fermer les camps de rétention

Avec les cinq années de recul, il apparaît clairement que la force d'un cercle de silence réside dans la qualité du silence, dans sa vérité qui interroge les membres du cercle, ceux qui passent et ceux qui en entendent parler.

Le 20 octobre dernier, pour marquer cinq années de cercles de silence, 400 personnes venues de toute la France et de pays européens se sont réunies à Toulouse et ont lancé un appel demandant explicitement la fermeture des camps de rétention et de toutes les formes d'enfermement des migrants…

Les cercles de silence lancent, à travers cet appel, une invitation à tous pour exprimer, par des actes, l'impératif de leur conscience. La fin de l'appel résume bien ce qui sous-tend les cercles de silence : "Il revient à chaque personne de le rappeler à ceux qui détiennent une responsabilité dans la société : l'être humain n'est pas un objet. Où qu'il soit, il reste toujours une personne, un membre de la famille humaine. A l'opposé, tout auteur de violence détruit lui-même sa propre dignité".

Evidemment, nous retrouvons là toute la force de la non-violence qui requiert de tous ceux qui participent à ce mouvement des cercles de silence, d'écrire, de parler, de se comporter en respectant profondément ceux dont il faut combattre les choix, les décisions ou les actes, quelles que soient leurs orientations politiques. Là est la cohérence des cercles de silence qui permet, tranquillement, d'agrandir le nombre de ceux qui agissent pour faire cesser l'enfermement des étrangers sans papiers et les dérives qui vont avec.

Jean-Paul Nunez ■



L'intérêt du cercle qui permet à chacun-e de se voir et d'avoir la même place est manifeste. Aussi, un certain nombre de manifestations utilisent cette forme de rassemblement et d'action de protestation.



▲ Danse lors de la fête de résistance organisée par le Centre pour la création et l'apprentissage du village palestinien de Susya (mai 2011)

Christian Peacemaker Team

Les cercles de simplicité volontaires

La simplicité volontaire… c'est faire le choix d'un cheminement vers une vie plus simple !

Cette interprétation de la simplicité est bien entendu différente selon le vécu, la situation et les objectifs de chaque individu. Certain-e-s vont réduire leur temps de travail salarié pour retrouver du temps et ralentir, profiter de la vie ; d'autres vont s'engager à consommer moins, mais privilégier la qualité/responsabilité de leur alimentation et leurs achats ; ou encore s'investir dans des dynamiques locales solidaires.

Mais le point commun entre toutes les personnes qui choisissent une certaine simplicité, c'est la volonté d'atteindre un bonheur plus authentique et une cohérence entre son mode de vie et les valeurs portées.



D. R.

▲ Photo prise lors du week-end de rencontre sur la simplicité volontaire à Maredret, en aout 2012. Eric y animait un atelier sur le land art. Le cercle est une forme qui revient très régulièrement dans tous les constituants naturels. Il inclut le tout plutôt qu'il ne l'exclut… Le land art, tout comme les cercles humains, se fait et se défait au rythme du temps : c'est l'art de l'impermanence. Rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme.



D. R.

▲ Depuis 2005, les amis de la Terre ont initié plus de 50 groupes de simplicité volontaire en Belgique. Ces groupes, composés de 8 à 12 personnes d'une même localité, se réunissent régulièrement afin de partager leur cheminement vers une vie plus simple. Les rencontres se déroulent en cercle afin d'assurer une atmosphère (attitude) d'écoute, de respect et de non-jugement. L'usage du bâton de parole favorise également l'égalité entres les membres du groupe.



D. R.

▲ Le cercle comme solution d'un groupe au défi d'un jeu coopératif



D. R.

Au Canada, dans une université de femmes, un labyrinthe en cercle à parcourir pour renouer avec son âme d'enfant



D. R.

Madrid, 12 octobre 2012, fête nationale et jour de défilé militaire. Des activistes manifestent en cercle autour du jeu coopératif du parachute, lors d'un défilé des forces désarmées. Comment se faire passer la balle sans qu'elle tombe par terre ?

D. R.

Chaque année, Forum-Réfugiés organise des marches avec des parapluies sur lesquels on peut lire "Il faut protéger les réfugiés".

D. R.

La permaculture développant des jardins en rond, ses formateurs utilisent aussi le rond pour présenter ses différents aspects

Indibay

Pique-nique militant organisé par des activistes sud-coréens contre la construction d'une base militaire sur l'île de Jeju (sept. 2012)



En écologie, un cycle est-il un cercle ?

On parle de "cycles" en écologie : cycles du carbone, de l'azote, etc. Ils modélisent la circulation des éléments dans les écosystèmes, sachant que "rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme". Est-ce que l'image du cercle, qui va avec la notion d'"équilibre écologique", correspond bien à ces cycles ? Nous avons interrogé quelques personnes...

L'azote (79 % de l'air) est un élément crucial pour la croissance des plantes mais il faut qu'il soit transformé, surtout en nitrites puis en nitrates, par des bactéries du sol et des racines. Une agronome[(1)] nous explique : *"C'est bien l'image du cercle qui se boucle qu'évoque la notion de cycle dans un écosystème. Mais dans la pratique, le cercle a forcément des fuites. En agriculture, si on apporte de l'azote, c'est normalement pour compenser ce que les plantes qu'on va récolter prélèvent pour leur croissance. A l'idéal, on pourrait apporter strictement ce dont ces plantes ont besoin, minoré de ce que fournira le sol sur lequel elles poussent."* Mais *"certains devenirs de l'azote sont peu prévisibles ou très aléatoires, compte tenu du climat. En ce qui concerne l'azote que fournit l'humus, le lessivage par les pluies est modélisable, mais on ne peut pas y faire grand chose, sauf à couvrir le sol de plantes vivantes le plus longtemps possible pour qu'il y ait toujours des racines en mesure d'absorber ce qui est produit."* (Gare au désherbage intempestif !) *"Pour les apports en engrais chimique ou organique, il faut donc au minimum éviter les périodes pluvieuses. Attention, la dynamique de l'azote est plus difficile à prévoir dans le cas d'apports organiques (fumier, compost, etc.), car il doit d'abord être transformé par le sol avant d'être absorbé par les plantes. Il y a alors d'autres fuites possibles…"* Aujourd'hui, 80 % de l'azote impliqué dans les cycles écologiques serait d'origine humaine[(2)] !

Eloge du bricolage attentif

Il semble qu'au final on "bricole" toujours plus ou moins dans nos relations avec les écosystèmes. C'est plutôt un sol que des plantes qu'on cultive, en favorisant ses processus de fertilité tout en lui évitant lessivage et asphyxie. Telle est bien, en principe, la vision de l'agriculture biologique. Reste à encadrer notre bricolage par des observations attentives, y compris des mesures et des calculs sans confiance excessive : en doutant toujours, en observant toujours, car la nature aussi bricole. *"Bricoler (…) c'est chercher dans le stock d'outils et de matériaux dont on dispose celui que l'on peut détourner de son usage habituel. (...) [Ainsi], la diversité biologique maintient l'adaptabilité des différents niveaux d'organisation du vivant au travers d'innombrables variations de détail, de lents tâtonnements (…). La nature ainsi appréhendée n'est ni finalisée (il y a des changements qui se font en vain) ni mécanique (les mêmes enchaînements ne se reproduisent pas nécessairement, il y a du jeu) : elle bricole en quelque sorte."*[(3)] Aussi la notion de déchets a-t-elle très peu de sens en écologie…

(1) Dr Christine Aubry (INRA UMR SADAPT AgroParisTech)

(2) D'après *Principles of Terrestrial Ecosystem Ecology,* Chapin F. Stuart, Pamela A. Matson, Harold A. Mooney, New York, Springer (2002), pp. 197-215, citées dans l'article "ecosystem" de Wikipédia.

(3) *Les Philosophies de l'environnement,* Catherine Larrère (Paris I), PUF (1997) p. 124, puis interview dans la revue *Ethique et économique* n° 2, 2004.

▼ Des champs circulaires irrigués niant l'écosystème local près de la rivière Columbia (USA)





▲ A Hawaï, l'équipe d'une ferme communautaire se réunit en cercle pour célébrer un travail d'équipe. L'écologie est aussi humaine !

Limites du "recyclage"

A partir des prétendus déchets, *"les décomposeurs, entre autres dans les sols, remettent en circulation des éléments réutilisables par les plantes et les animaux"*[4]. Le "recyclage" n'est qu'une imitation de cette activité. *"C'est généralement un procédé industriel qui utilise de l'eau, de l'énergie pour fonctionner, et l'introduction de matériaux vierges dans le cercle est indispensable, aucun matériau ne peut être recyclé à 100 %. Le plastique, par exemple, ne peut l'être qu'une seule fois. Un vrai cercle ne serait possible qu'avec un système de consigne. Et le meilleur déchet reste celui qu'on ne produit pas !"* Le logo du recyclage, qui *"sous-entend un mouvement perpétuel, sans aucun résidu ni intervention extérieure, donne donc une vision faussée"*[5]. Dans tout cycle écologique, des apports externes sont nécessaires[6]. Il faut imaginer ces cycles comme des flux ayant chacun une trajectoire linéaire dans le temps, mais des relations entre eux et de nombreuses boucles de rétroaction.

De l'équilibre à la résilience

Un cycle n'est donc pas un cercle, même s'il comprend une part importante de répétition, et l'écologie d'aujourd'hui parle davantage de résilience que d'équilibre : *"Jusque dans les années 70, (...) l'objectif que proposaient les études scientifiques aux actions de protection de la nature était de rétablir ou de parvenir au 'climax', qui est l'équilibre dans lequel un écosystème est censé se stabiliser. Depuis la fin des années 70, de nouvelles conceptions écologiques se sont développées (écologie des perturbations, écologie des paysages) qui permettent d'avoir une vision beaucoup plus dynamique de la nature, dans laquelle on peut intégrer les effets (qui peuvent être positifs) des actions humaines. L'objectif alors n'est plus forcément la stabilité des écosystèmes, mais plutôt leur résilience (leur capacité à s'adapter à des perturbations)."*[3]

Il ne s'agit plus de *"contrôler le changement au sein de systèmes que l'on considère stables"*, mais de préserver voire d'augmenter (par le bricolage le plus rigoureux et le plus attentif possible ?) *"la capacité du socio-écosystème d'endosser, de s'adapter et de modeler le changement"*[7]. On parle alors d'"équilibre dynamique" ou plus clairement de "régime" de trajectoire plutôt que d'"état".

Dans l'Anthropocène, l'enjeu est d'*"associer respect de la biodiversité et soutien à la diversité culturelle"*[3]. Mais la notion de limite ne disparaît pas pour autant : aujourd'hui, *"le 'cercle' de notre planète déborde de gaz à effet de serre"*[5] avec le risque d'un effet de seuil, d'un brutal changement de régime : *"Un nouvel équilibre dynamique s'opérera au final, mais avec des ruptures (en phases de transition) et dans des conditions incertaines pour les éléments de la biosphère... dont nous sommes !"*[4].

Marie-Pierre Najman ■

(4) Aurélien Boutaud (Ecole des Mines de Saint-Etienne), auteur avec Natacha Gondran de *L'Empreinte écologique*, La Découverte, (rééd. en poche en 2009).

(5) Michèle Rivasi, député européenne EELV, qui recommande le centre national d'information indépendante sur les déchets (CNIID) : www.cniid.org, 21, rue Alexandre-Dumas, 75011 Paris

(6) Indispensables en raison de l'entropie qui est la dégradation naturelle de l'énergie, la progression fatale du désordre dans tout système "isolé" (notre corps par ex.).

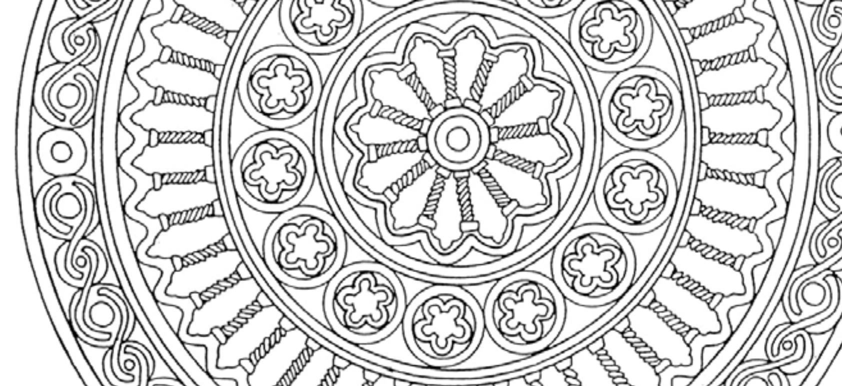
(7) Voir la page "écologie systémique" en ligne sur http://asso-former.univ-rennes1.fr



Sens et usages du cercle

Dans les diverses civilisations humaines, la forme circulaire est ominiprésente tant dans son utilisation pratique, de par ses propriétés, que dans les idées qu'elle permet de véhiculer. Pour le meilleur et pour le pire ?

Le cercle présente sur les autres formes l'avantage d'avoir un rayon et un diamètre constants. Ceci lui confère l'avantage de pouvoir tourner sans se coincer et donc de multiples utilités : couvercles, boutons, plaques d'égout etc. Comme le centre d'un cercle se trouve à égale distance de tous les points de son contour, il reste à toujours à la même distance du sol. D'où l'intérêt des roues de charrette, de bicyclette... Le rôle du cercle est également primordial en mécanique, avec les roues dentées permettant de démultiplier ou de réduire le mouvement. Ainsi, les cycles du temps ont leur reflet dans les rouages des pendules !



⮝ A chacun-e d'expérimenter l'effet d'un coloriage de mandala, qui de l'extérieur vers l'intérieur aurait la propriété d'apaiser et de recentrer sur soi, et pour l'inverse celle d'éveiller l'attention au monde et la réceptivité.

De la circulation des idées

Dès l'Antiquité, la forme circulaire a été utilisée pour représenter le monde et la façon dont il évolue.

Elle permet de représenter les choses, notamment le cosmos, mais aussi de signifier le mouvement qui les anime et les relie entre elles, comme en témoigne l'idée de cycles. Dans ce rôle, elle contribue à la construction de notre pensée, sans forcément refléter la réalité de notre environnement ni de ses fonctionnements(1).

Une idée se déplace-t-elle en rond quand elle tourne et retourne dans nos têtes ?

Le cercle, c'est l'idéal ? Pas si sûr !

Le cercle ne semble posséder ni début ni fin ; cette particularité lui confère un caractère d'infini et de permanence qui s'accorde avec l'idée d'un mouvement uniforme ou périodique. Il conjugue alors le fini et l'infini, l'unité et le multiple, le plein et la perfection. C'est le territoire de la stabilité, de l'immuabilité, de la non-dualité, de l'éternité. On peut aussi dire que le centre représente le point de départ des émanations et des influences, tandis que la circonférence constitue le lieu du changement, du mouvement, du bruit, de la transformation.

Il semble que l'idée que l'on se fait du cercle soit somme toute positive, voire uniquement positive. Or qui, parmi nous, n'a pas eu envie un jour de bousculer les limites que (im)pose la figure oppressante du cercle ? Comme le souligne Philippe Ragel(2), "lieu de passage et d'étranglement, seuil de tous les vertiges du Paradis et de la malédiction infernale dans l'imaginaire religieux, le cercle demeure par ailleurs une des figures de l'aliénation : le cercle asservit, le cercle emprisonne, le cercle clôture, c'est pourquoi l'on cherche à le briser. Mais briser le cercle, revient à s'exposer, à prendre des risques. Car le cercle protège de l'extérieur tout autant qu'il nous en exclut."

Le cercle, un concept et une réalité plus ambivalents qu'il n'y paraît !

Béatrice Blondeau ■

(1) "La sphère, symbole du mouvement", André Lavarde, formateur à l'IUFM de Picardie

(2) Article de Philippe Ragel, "Le Cercle de Jafar Panahi, ou la figure infernale".



Les ingénieurs nucléaires d'Israël démasqués

Depuis la création de l'arme nucléaire israélienne en 1960, l'Etat hébreu refuse de reconnaître l'existence de son programme nucléaire militaire. Les Israéliens qui révèlent cette information sont poursuivis au pénal. Un article publié en février 2012 par des experts de l'Institut national d'études stratégiques de Londres (IISS) estime pourtant que l'armée israélienne possède entre 100 et 300 ogives nucléaires, ce qui la place au même niveau que la France et la Grande-Bretagne. Ces ogives pourraient équiper des missiles balistiques d'une portée de 7000 km. (Source : *RiaNovosti*).
Le 25 novembre 2012, des pirates informatiques signant du nom de *Parastoo* (hirondelle en farsi) ont réussi à entrer dans les ordinateurs de l'AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique, et à y trouver une liste d'une centaine d'ingénieurs qui travaillent sur le site de Dimona, lieu de fabrication de la bombe atomique israélienne. Surprise : quatorze d'entre eux sont salariés de l'Université de Jussieu et du CNRS en France, d'autres du Département d'Etat de l'énergie à Washington.
Les pirates ont mis les noms en ligne en faisant remarquer que depuis dix ans l'AIEA enquête sur la possible arme nucléaire iranienne alors qu'elle ne fait rien contre l'arme israélienne.
Le 3 décembre 2012, l'Assemblée générale de l'ONU a voté une résolution (174 pour, 6 contre, 6 abstentions) exigeant qu'Israël laisse entrer des inspecteurs de l'AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique, dans ses installations nucléaires. Cette résolution demande aussi à Israël de rejoindre "sans plus tarder" le traité de non-prolifération nucléaire (TNP).

Comment l'armée recrute dans les collèges

En vertu d'un accord entre les ministères de l'éducation nationale et de la défense, ce dernier a déjà ouvert une quarantaine de classes "Défense et sécurité globale". Dans ces classes, les élèves de troisième apprennent "à avoir un nouveau regard sur l'armée". Pendant l'année, ils visiteront un navire militaire à Brest, iront sur les plages du débarquement en Normandie, visiteront l'Assemblée nationale et l'Elysée, rencontreront des militaires de retour d'Afghanistan. Comme par hasard, ces classes sont principalement situées dans les zones "défavorisées", celles où par exemple des jeunes de troisième pourraient rapidement arrêter leurs études pour chercher un métier rémunéré… à l'armée par exemple. Le ministère de la défense est enchanté de la méthode et annonce sa volonté d'augmenter le nombre de classes de dix par an.
Puisque nous sommes dans une démocratie et que tout le monde peut exprimer ses opinions, nous suggérerons au ministère de l'éducation nationale d'ouvrir en nombre au moins équivalent des classes "Formations à l'action non-violente" avec les Ifman, "histoire des réfractaires" avec l'Union pacifiste ou encore des spécialisations "Désobéissance civile" avec les Désobéissants. Quant aux jeunes ci-dessus avant de signer un engagement, on leur propose de faire un stage à Notre-Dame-des-Landes, mais du côté des occupants.



▲ *Classe-défense à Vannes : on "joue" à évacuer un blessé !*



L'arme nucléaire au Moyen-Orient ?

L'année 2012 devait être une étape importante, celle d'une conférence pour l'élimination des armes nucléaires du Moyen-Orient. La conférence n'a pas pu avoir lieu. Pourquoi ? Et peut-on l'espérer en 2013 ?

C'est une décision de la dernière conférence du Traité de non-prolifération (TNP) en 2010. Tous les États du Moyen-Orient devaient se retrouver en 2012 pour une conférence dans le but d'éliminer les armes nucléaires, et plus généralement toutes les armes de destruction massive, au Moyen-Orient. Helsinki avait été choisie comme ville d'accueil. C'est un projet qui mobilise la communauté internationale depuis fort longtemps.

En 1974, l'Assemblée générale de l'ONU vote pour la première fois une résolution proposée par l'Iran et l'Égypte pour une Zone exempte d'armes nucléaires (ZEAN) au Moyen-Orient, résolution pratiquement reprise tous les ans par l'Égypte. Mais sans effet sur les États concernés. En 1995, le TNP tient une conférence importante car il arrive au terme de ses 25 ans d'existence. L'Égypte accepte l'extension indéfinie du TNP à la condition expresse de l'établissement d'une Zone exempte d'armes de destruction massive (ZEADM) au Moyen-Orient. Encore une fois, sans conséquence pratique. Il faut attendre la conférence du TNP de 2000 pour une reprise de cet engagement avec la mention d'Israël, pour le "presser d'adhérer au TNP". Mais c'est seulement en 2010 que le TNP décide d'une date butoir pour une telle conférence : 2012.

Les difficultés sont nombreuses. Israël est le seul État de la zone à ne pas avoir signé le TNP. Israël nie posséder des armes nucléaires qui sont estimées au nombre de 80 par les agences internationales (SIPRI). La Syrie, l'Égypte et Israël n'ont pas signé la Convention d'élimination des armes chimiques ni celle sur les armes biologiques, et possèdent des stocks importants d'armes chimiques. Une ZEAN doit donc être, en fait, une ZEADM. L'Iran a signé et respecte le TNP mais développe un programme d'enrichissement d'uranium qui a les performances d'un programme militaire. Et la course aux missiles fait du Moyen-Orient la région la plus proliférante du monde.

Fin 2012, la situation est compliquée. Le Moyen-Orient a changé de visage en 2011 du fait des révolutions arabes qui ont balayé plusieurs dictateurs. L'Égypte et le Yémen ont changé de pouvoir. La Syrie est traversée par une guerre civile qui met en question sa représentation en tant qu'État. Le projet américain de bouclier antimissile en Turquie s'ajoute à la présence ancienne d'armes nucléaires américaines. En novembre 2012, les actions militaires d'Israël sur Gaza et les tirs de missiles du Hamas augmentent encore la tension.

La tenue de la conférence est donc annulée en 2012. Peut-on imaginer sa tenue en 2013 ?

Pour une telle conférence il est nécessaire que les États concernés veuillent en faire une avancée pour la sécurité de leur zone. Au Moyen-Orient, il n'est pas simple d'imaginer les changements.
La Suisse a proposé récemment d'orienter le débat vers les aspects humanitaires résultant de l'usage d'armes nucléaires. Certaines mesures pourraient enclencher un processus intéressant comme des déclarations de "non-utilisation en premier". Mais pour une telle décision, il faudrait que tous les États nucléaires en montrent l'exemple. Car le vrai problème est le dogme des pays nucléaires qui justifient ces armes pour leur sécurité. Comment alors convaincre les pays du Moyen-Orient du contraire ?

La solution au Moyen-Orient est plutôt à Washington, Moscou, Paris et Londres, dans ces pays qui refusent une Convention d'élimination des armes nucléaires.

Dominique Lalanne
do.lalanne@wanadoo.fr



climat



énergie

La catastrophe est en cours !

Pour ne pas dépasser 2°C d'augmentation de la température en 2100, il fallait qu'au cours du siècle, on baisse de 5 % nos émissions chaque année. Si l'Europe annonce une baisse… c'est uniquement du fait de la délocalisation de ses entreprises… car globalement au niveau du globe, on a une hausse de 20 % des émissions depuis 2000. Et ce n'est pas fini : 1200 centrales thermiques au charbon sont en construction dans le monde (dont près de la moitié en Chine), l'exploitation des gaz de schistes (déjà en cours aux Etats-Unis) va compenser un temps la baisse de production du pétrole et augmenter encore les émissions. Le recours croissant aux agrocarburants va aussi contribuer à augmenter les émissions. 2°C, c'est déjà sûr que c'est dépassé, 4°C c'est tout juste jouable, 6°C c'est maintenant probable. Et il n'y a pas que la température qui pose problème : rappelons que l'augmentation du CO_2 dans l'atmosphère contribue à nous rendre de plus en plus faibles et moins résistants aux maladies. Pour sortir de cela, il faudrait renoncer à la croissance de nombreux secteurs économiques, ce qu'aucun gouvernement n'envisage de faire pour le moment.

Conférence de Doha

Les caisses sont vides !



D.R.

L'Union européenne, les Etats-Unis et d'autres pays industrialisés ont refusé de s'engager sur une aide financière aux pays du Sud pour les aider à acquérir des technologies moins polluantes, sous prétexte que les caisses sont vides. Pourtant, ni l'Europe, ni les Etats-Unis n'ont jusqu'à maintenant renoncé à leurs mégas-projets, fort coûteux et souvent très émetteurs de gaz à effet de serre (nouvelles autoroutes, nouveaux aéroports, recherche spatiale…).
L'accord de Kyoto, seul texte contraignant pour les pays industrialisés, arrive à son terme et ne sera sans doute renouvelé, jusqu'en 2020, que pour quelques rares Etats dont l'Union européenne, l'Australie, l'Islande, la Norvège et la Suisse. Au total, le maintien de ces restrictions n'est accepté que par des Etats qui n'émettent que 15 % des gaz à effet de serre : Etats-Unis, Russie, Pologne, Chine, Inde refusent de signer un nouvel accord… de même que le Japon qui a dû remettre en route ses centrales thermiques après l'accident de Fukushima.
Conclusion : il reste une structure en état de marche, aucun financement et un horizon 2100 que certains craignent maintenant à plus de 6°C au-dessus des températures actuelles.

François Hollande s'engage… en théorie

Pour l'ouverture de la conférence environnementale, le 14 septembre 2012, François Hollande s'est déclaré prêt à aller plus loin que l'objectif fixé jusqu'alors en matière de réduction des gaz à effet de serre en fixant l'objectif à -40% en 2030, -60 % en 2040. Pour son quinquennat, il se fixe comme objectif la rénovation thermique d'un million de logements par an et la réduction de la consommation des voitures à deux litres aux 100 km.

Pluies au nord, sécheresse au sud

Si les tendances se prolongent, l'Agence européenne pour l'environnement, dans un rapport rendu public le 3 mai 2012, prévoit que la pluie augmentera de 15 % entre 2020-2050 par rapport à 1960-1990 dans les pays scandinaves et baissera d'autant dans les zones méditerranéennes. Elle prévoit aussi que c'est dans l'est de la Scandinavie (Finlande) que le réchauffement sera le plus important : +6°C d'ici 2070.

La transition énergétique face à la propagande nucléaire

En 2012, 88 % du déficit commercial de la France correspond à ses importations énergétiques (principalement le pétrole, le gaz et l'uranium). Le gouvernement annonce une indépendance énergétique de 51 %… en considérant que l'uranium nécessaire aux centrales nucléaires n'est pas une énergie. Ce qui est un tour de passe-passe du lobby nucléaire. Si on prend en compte cet uranium, notre indépendance tombe à 12 %, soit la production des énergies renouvelables et d'un peu de pétrole (en région parisienne). En effet, nous n'exploitons quasiment plus de pétrole (moins de 1 % de notre consommation), plus de charbon, plus d'uranium.
Pour justifier d'investissements importants (en particulier dans le nucléaire), RTE, Réseau de transport de l'électricité, a annoncé le 4 novembre 2012, s'appuyer sur une demande mondiale en hausse : +50 % de besoins électriques dans le monde d'ici 2022…
Arial, Association de réflexion et d'information et d'action locale[1], a alerté sur le projet de RTE de joindre deux postes d'interconnexion de Tours par une nouvelle ligne THT de 90 000 volts souterraine. RTE justifie cette nouvelle ligne car elle prévoit une augmentation de la demande électrique de 12 % sur l'agglomération d'ici 2020. Arial s'étonne qu'une telle décision relève du choix de RTE et non d'un débat citoyen… qui montrerait peut-être que le choix peut être de maîtriser la consommation en électricité à son niveau actuel.
EON, électricien allemand, a répondu à RTE le 13 novembre 2012 : l'augmentation de consommation électrique ne concerne pas l'Europe où, au contraire, du fait de la désindustrialisation et des politiques d'efficacité énergétique, on s'attend à une baisse des besoins. Toujours au niveau européen, la consommation d'énergie (donc plus largement que l'électricité) est stable depuis dix ans. Mais la production baisse progressivement : -15 % entre 1999 et 2009, pour ne plus couvrir que 47 % de nos besoins. Le pétrole est en chute de 42 %, le gaz de 25 % et le charbon de 44 %.
La transition énergétique devrait avoir pour but de renoncer aux énergies fossiles pour ne plus conserver que les énergies renouvelables. Pour faciliter cela, il faut mettre l'accent sur l'isolation des bâtiments, le développement d'appareils sobres… bref, baisser notre consommation. Et donc si l'on construit des éoliennes et des centrales solaires, c'est pour remplacer autre chose et non pour en produire plus !
Selon différentes études (Greenpeace, Negawatt, Global Chance), le tout renouvelable est possible d'ici 2050 à condition toutefois de diminuer notre consommation de l'ordre de 40 %. MB.

(1) Arial, 7, impasse Boisdenier, 37700 Saint-Pierre-des-Corps, tél. : 02 47 46 27 76, arial.sp@laposte.net.

Débat sur l'énergie

Le 13 décembre 2012, lors de la deuxième réunion de préparation du débat sur l'énergie, une liste d'une quarantaine d'experts a été mise en place pour accompagner ensuite les débats. Si on y trouve des personnes comme Thierry Salomon (Negawatt), Bernard Laponche (Global Chance), Christian Couturier (Solagro), Alain Canet (association française d'agroforesterie), on notera la présence d'un grand nombre d'institutionnels (ADEME, universités, CEA, EDF, RTE…), pas de représentants de l'industrie des renouvelables, seulement 5 femmes et un seul spécialiste pour les comparaisons internationales.

Energie partagée

Énergie partagée est un mouvement de soutien aux projets locaux et citoyens de production d'énergies renouvelables et d'économies d'énergies fondé par Hespul, le Cler, la Nef, Inddigo, l'Ale 08, Vent d'Houyet, Eoliennes en Pays de Vilaine, Enercoop, Confluences, Les Amis d'Enercoop, Enercoop Ardennes-Champagne, Solira.
Le premier appel de fonds pour Energie partagée a permis de collecter 2,6 millions auprès de 1800 personnes. Cela devrait permettre de financer 23 projets citoyens dans le domaine de l'énergie pour un montant dix fois supérieur selon les montages financiers habituels (subventions, prêts bancaires…).

Un nouvel appel à l'épargne a été lancé début décembre 2012 avec comme objectif de collecter trois millions supplémentaires d'ici fin octobre 2013. *Energie partagée, 9/11, avenue de Villars, 75007 Paris, tél : 01 80 18 92 21, www.energie-partagee.org.*

Petites éoliennes

Performances modestes

Le gouvernement a maintenu le crédit d'impôts pour ceux qui installent une petite éolienne (mât de moins de 12 m de haut, pale de moins de 3 m). Si ces éoliennes peuvent produire un peu d'électricité, les performances seront d'autant plus modestes qu'elles seront placées à faible hauteur et en milieu urbain. En milieu urbain, tout contribue à freiner le vent et le rendement des éoliennes chute considérablement. A faible hauteur, le vent ne souffle pas très fort. Donc méfiance sur les projets "clés en main" vendus avec des performances annoncées qui supposent en fait des conditions optimales. L'association française des professionnels du petit éolien met aussi en garde sur le mode de fixation de ces éoliennes : les murs d'un immeuble sont prévus pour résister à des poussées verticales, pas horizontales et des éoliennes ont déjà provoqué des effondrements de toits ou de murs. (source : *http://www.bastamag.net/article2642.html*)

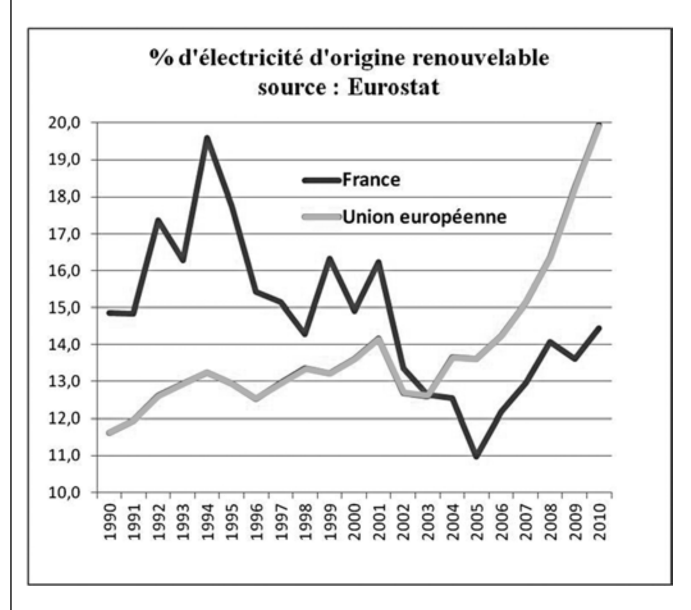
Gaz de schiste

■ **Etats-Unis : nouvelle réglementation.** Exploiter les gaz de schiste contribue fortement à augmenter les émissions de gaz à effet de serre. Pour essayer de limiter un peu les dégâts, une nouvelle réglementation vient d'être adoptée : les pétroliers ont jusqu'à 2015 pour mettre en place un système de récupération des gaz émis sur les sites d'exploitation (où sont libérés d'importants stocks de méthane). Les opposants approuvent cette mesure mais l'estiment bien insuffisante : des fuites ont lieu tout au long de l'exploitation (entre 3,6 et 7,9 % du gaz) et pas seulement au niveau de l'extraction, d'autre part, qui contrôlera l'efficacité des systèmes de récupération alors qu'il y a des dizaines de milliers de puits dans le pays. (*Le Monde*, 3 novembre 2012)

■ **Grande-Bretagne : autorisation d'exploration.** Le 13 décembre 2012, le gouvernement a donné son feu vert à la reprise de l'exploration du gaz de schistes. Un arrêt avait été décidé en 2011 suite à la détection de mini-séismes provoqués par la technique de fracturation hydraulique. En 2011, une seule firme, Cuadrilla Resources, avait commencé à explorer le sous-sol. Les associations écologistes y voient le renoncement à toute lutte contre la dérive climatique.

Renouvelables

Carrément la honte !



Le pourcentage de notre consommation électrique d'origine renouvelable était, en France, selon les statistiques Eurostat de 15 % en 1990, cela monte à 19,5 % en 1995… puis cela repart à la baisse pour descendre à 11 % en 2005 et revenir à 15 % aujourd'hui ! Autant dire qu'en 22 ans, les installations nouvelles dans le solaire, l'éolien, le bois… n'ont servi qu'à compenser la hausse de notre consommation électrique. Ce n'était pas inéluctable : pendant ce temps, dans l'Union européenne, nous sommes passés de 12 % en 1990 à 20 % aujourd'hui.

STOP AU GAZ DE SCHISTE

Gaz de schistes

Vers un Comté au goût de pétrole ?

Décidément, les vaches ont du souci à se faire ! Quand ce ne sont pas les avions, ce sont les derricks qui menacent les prairies, quand ce n'est pas Vinci, c'est la Celtique Petroleum Ltd, ou son frère, comme dit la fable : grand appétit pour le profit, mépris des gens et de la vie en général. Ah mais non, se récrie la Celtique dans le *Progrès de l'Ain* du 23 avril 2012, "on peut forer en faisant de belles choses. Des choses propres." Un pétrolier promet même en mai 2011, à la *Télé Suisse Romande,* des forages bio "au sel et au sucre" !

Mais à Lantenay, Haut-Bugey (ses falaises, ses forêts, ses prairies, ses eaux et son air purs), Esso-Rep a déjà foré en 1989. Bilan : une source polluée, celle de la Moullaz qui alimentait deux villages en eau. Car si le Comté n'a pas de trous, le Haut-Bugey si. Tout plein, dans son sous-sol. Des fissures, des failles, des cavernes dans lesquelles l'eau joue à cache-cache en permanence. La source polluée se trouvait à 2 km *en amont* du forage... Finie la scandaleuse gratuité ! Esso consent — si c'est pas généreux ça — à payer une partie de l'adduction d'eau. Aux communes, le reste et la dépendance. Question pétrole, Esso jette l'éponge sale.

En 2006, le prix du baril ayant grimpé, la Celtique reprend la torchère. Dans sa demande de cession du permis, est noté un contexte "de roche-mères" mais, dans les documents suivants, l'expression disparaît. Pfft ! Du conventionnel, rien que du conventionnel. Borloo accorde la reprise en 2008. Le prix du baril grimpe toujours.

Début 2011, la Celtique contacte la mairie de Lantenay. Pour prévenir la population, programmer des débats démocratiques à des heures et dans des conditions optimales ? Que nenni. Car mesdames et messieurs, il faut vous dire que chez ces gens-là, on ne débat pas, tout au plus on "informe", et avant tout on achète. Parmi les parcelles convoitées, deux sont communales et les autres privées. C'est donc avec un grand naturel, qui ne scandalisera que quelques démocrates intégristes, que la Celtique demande par courriel au maire de Lantenay un extrait du cadastre "avec peut-être une annotation sur les parcelles dont les propriétaires seraient sensibles à nos arguments financiers". Sic. Et Sa Majesté Pétrolière de "juger très favorablement" "l'intérêt que la Commune de Lantenay porte à une véritable coopération" avec elle. Re-sic.

Mais il y avait apparemment suffisamment de démocrates intégristes à Lantenay pour que le scandale arrive. Aucune convention avec la Celtique n'est signée, l'ancien maire démissionne. Le nouvel élu ne veut pas des derricks. L'Etat va-t-il forcer des communes et des propriétaires à laisser forer sur les terres du Comté ? Certains se laisseront-ils acheter ? Comme ailleurs en France là où on s'oppose à la voracité d'une transnationale, où on combat un plus ou moins grand projet imposé, inutile et nuisible, un collectif est né, qui multiplie les débats et les actions de résistance… MPN

Nombreux documents et agenda sur *www.collectif-haut-bugey.com.*

Transports

■ **Et si la voiture venait à disparaître ?** C'est l'Observatoire des mobilités et des arbitrages automobiles qui donne l'alerte. Alors que jusqu'en 2000, les voyageurs faisaient sensiblement autant de kilomètres en voiture qu'en transport collectifs, depuis 2003, on a un décrochage de la voiture : la mobilité a toujours tendance à augmenter, mais l'usage de la voiture reste stable, voire en légère baisse. La tendance est encore plus sensible dans les grandes villes où de plus en plus de gens renoncent à la voiture. Alors que jusqu'en 2000, il n'y avait qu'à Paris que plus de la moitié de la population n'a pas de voitures, c'est maintenant aussi le cas à Marseille, Lyon et Strasbourg. Cette baisse de l'usage a encore accéléré avec la crise depuis 2008. Un recul de l'usage de la voiture observé pour la première fois depuis un siècle ! Ce n'est pas encore la disparition, mais c'est au moins le déclin.


D. R.

■ **Suisse : Les jeunes passent au train.** Selon l'office fédéral de la statistique suisse, si la voiture reste le premier moyen de transport dans le pays, l'évolution en faveur du train est nettement sensible en particulier chez les plus jeunes. En effet, alors qu'en 1994, 70,7 % des jeunes de 18 à 24 ans avaient le permis de conduire, ils ne sont plus que 58,7 % aujourd'hui. Parallèlement, alors que seulement 10,1 % avaient un abonnement général pour les transports en commun (train principalement, mais aussi bateaux, téléphériques…), ce pourcentage est aujourd'hui de 19,7 %. (source : *WWF Magazine,* automne 2012)

Quand l'hélium vient à manquer

Nous sommes surtout focalisés sur les pics de production des produits pétroliers. Pourtant, la planète est en train de toucher d'autres limites. Ainsi, depuis juin 2012, les quantités d'hélium extraites, exploités principalement aux Etats-Unis depuis un siècle, sont insuffisantes pour faire face à la demande mondiale. Si les premières victimes sont les marchands de ballons, ce qui n'est pas trop grave, la pénurie pourrait s'étendre à d'autres secteurs où le manque est plus critique.

Darwin Bell

La principale source de production d'hélium provient de la désintégration de matériaux radioactifs présents dans le sol. On le récupère en l'extrayant du gaz naturel qui peut en contenir jusqu'à 7 %. On ne connaît pas beaucoup de réserves non exploitées disponibles. L'hélium est abondant dans l'atmosphère mais on ne sait pas comment le récupérer à bas prix. Comme pour le pétrole, nous sommes sur la phase "en plateau", c'est-à-dire que les nouvelles sources de production (Algérie, Qatar…) ne font que compenser le déclin des sources plus anciennes… alors que la demande explose.

La demande en hélium a augmenté rapidement du fait de son utilisation dans la fibre optique (internet haut débit, télévision…), mais aussi dans le domaine de l'imagerie médicale. Les projets écolos de remplacer hélicoptères et avions par des dirigeables va nécessiter de penser à un autre gaz pour remplir les enveloppes de ces engins. Les plongeurs vont aussi avoir des problèmes : l'hélium est utilisé dans les bouteilles de plongée pour atténuer les effets néfastes de l'azote.

L'hélium est aussi présent comme gaz neutre dans le cœur de nombreux réacteurs nucléaires.

Il est aussi utilisé pour créer une zone neutre dans le processus de fabrication du silicium monocristallin destiné aux photopiles. Il est présent dans les lecteurs de code-barre, comme additif alimentaire (pour la conservation sous vide)…

MB.

Empreinte écologique en hausse

En 2011, l'empreinte écologique par habitant de la planète atteint 2,7 hectares alors que nous ne disposons par personne que de 1,8 hectare. Autrement dit, cela signifie que nous consommons chaque année, un an et demi de la production de ressources de la planète. Et cela s'accélère… Ceux qui ont le comportement le pire sont les Qataris qui vivent chacun sur 11,7 hectares. Les plus vertueux sont, par nécessité, les Palestiniens qui vivent chacun sur 0,46 hectare. Le Français en est à 4,9 hectares… donc trois fois trop !

Et ceci est sous-estimé puisque l'empreinte écologique ne peut prendre en compte tous les critères (comme le fait que toute la planète n'a pas à être destiné à la consommation des humains par exemple).

Eco-emballages

20 ans après

"Eco-emballages" est une des deux entreprises privées (avec Adelphe) qui est chargée par l'Etat de collecter une éco-participation sur tous les emballages. Cette somme doit permettre de financer la mise en place d'une politique visant à diminuer la production de déchets. Dès sa création en 1992, nous publions dans *S!lence* une série d'articles pour dénoncer cette méthode annonçant que cela ne réduirait en rien la quantité de déchets, mais que cela favoriserait seulement la mise en place d'entreprises vivant sur le dos de la pollution.

Vingt ans plus tard, ce sont environ 50 000 entreprises qui paient une redevance (568 millions d'euros en 2011). L'argent est reversé à 1162 collectivités locales représentant l'ensemble des communes pour y favoriser la collecte sélective. En mai 2012, Agir pour l'environnement, les Amis de la Terre et le Cniid, Centre national pour l'information indépendante sur les déchets, avaient obtenu la promesse de François Hollande d'une modification de la loi, obligeant les organismes certificateurs comme Eco-emballages à devoir rendre des comptes devant le Parlement. Ce n'est pas fait actuellement… et en attendant, les quantités de déchets augmentent, ne sont que partiellement recyclés (environ un tiers seulement des plastiques) et nous polluent gravement par le biais de leur incinération.

Dioxine à Gilly-sur-Isère

Pas de coupable !

Le 21 novembre 2012, la cour d'appel de Chambéry a donné son verdict dans l'affaire de la grave pollution par l'incinérateur de Gilly-sur-Isère (Savoie), dix ans plus tôt. Alors qu'en première instance, en novembre 2010, seul l'exploitant de l'incinérateur, Novergie, avait été condamné à 250 000 euros d'amende, en appel, il a été relaxé. Ainsi, on peut polluer une région à la dioxine sans que l'Etat (qui n'a pas fait respecter la législation), ni les élus (qui ont accordé la concession), ni l'entreprise (qui a géré l'incinérateur) ne soient responsables ! En 2001, la découverte de rejets en dioxine 750 fois supérieurs aux limites avait conduit à l'abattage de 7 000 vaches et la destruction de 24 000 litres de lait. Cette pollution à la dioxine est considérée comme la plus importante en Europe depuis Seveso en 1976. Les 200 riverains qui ont porté plainte pourront soigner leurs cancers tout seuls. Pour en savoir plus : *http://acalp.blogspot.fr.* ➤


D. R.

➤ *L'incinérateur de Gilly-sur-Isère en 2007*



Notre-Dame-des-Landes

L'occupation prend de l'ampleur

■ **26 novembre :** Cyril, 25 ans, est arrêté sur une barricade. Accusé d'avoir frappé un gendarme en civil lors de son interpellation; il est condamné à 10 mois de prison dont cinq fermes. C'est le premier Zadiste mis en prison.
■ **27 novembre :** selon *Le Canard enchaîné* du 5 décembre, des opposants dont José Bové ont été reçus par le ministre de l'agriculture Stéphane Le Foll.
■ **28 novembre,** lors de son concert à Nantes, Emily Loizeau a terminé son tour de chant en expliquant qu'elle était scandalisée par la violence des forces de l'ordre et elle a publiquement déchiré sa carte d'électrice.
■ **29 novembre,** des élus socialistes de Loire-Atlantique (Nantes) et d'Ille-et-Vilaine (Rennes) dénoncent l'acharnement du gouvernement : « *Fasse que les excès et les tromperies diffusées par certains de nos grands élus ne sapent pas ce qui reste de confiance des citoyens pour le "personnel politique"* ».
■ **29 novembre,** en concert le soir à Nantes, Tryo a fait un détour à Notre-Dame-des-Landes pour donner un concert gratuit dans le bocage.
■ **4 décembre,** le tribunal des référés de Saint-Nazaire examine le recours d'Ago-Vinci contre l'installation des cabanes chez un agriculteur qui conteste la procédure d'expropriation. 200 personnes assistent au procès. Le tribunal met l'affaire en délibéré jusqu'au 11 décembre. La gendarmerie suspend son opération d'évacuation prévue le lendemain.
■ **5 décembre,** *Le Télégramme* publie un entretien avec des responsables syndicaux des forces de l'ordre. On y apprend que les quatre compagnies de CRS (soit 320 hommes) présentes en permanence sur la région nantaise ont reçu le soutien depuis le 16 octobre de six brigades de gendarmes mobiles soit 730 militaires… Lors des opérations de grande envergure, des renforts ont été amenés pour atteindre 2200 hommes le 24 novembre. Tout ça pour lutter contre 18 paysans, 60 résidents de la ZAD et le soutien d'une bonne partie de la population. Selon cette source, la situation n'est pas tenable : *"on peut évacuer tout le monde, mais on ne peut pas les empêcher de revenir"*. Et de conclure sur le prix de tout cela : *"il y a trois ans, le député UMP Éric Ciotti estimait le coût de mobilisation d'une CRS (60 hommes) (salaires, primes et heures supplémentaires) à 13 200 € par jour"*. A ce prix-là, la seule journée du 24 novembre a coûté 500 000 € !
■ **7 décembre :** Opération péage gratuit à Ancenis (Loire-Atlantique) sur l'A11 à l'initiative de la Confédération paysanne. 400 personnes bloquent le port de Guilvinec (Finistère) à l'occasion de la venue du ministre des transports qui abrège son passage.
■ **8 décembre :** une délégation de trois personnes représentant les associations opposées à l'aéroport a été reçue à Angers par Valérie Trierweiler qui a accepté de transmettre une lettre à François Hollande. A Nantes, une manifestation réunit 5000 personnes. Quatre militants du comité de soutien de Nice se lancent dans une marche pour rejoindre Nantes d'ici le 4 février *(http://marche.nddl.nicenantes.overblog.com)*. A Carhaix, une collecte de carte d'électeurs s'est terminée par la destruction de 300 cartes.
■ **9 décembre :** dans *Le Journal du Dimanche,* Ayrault annonce que la commission de dialogue est libre de discuter de tout, y compris la non-réalisation de l'aéroport. A Nantes, le groupe Zebda passe en concert : en hommage à la lutte contre l'aéroport, ils font chanter "Motivés" à toute la salle.
■ **10 décembre :** après avoir reconduit deux arrêtés interdisant localement le transport de carburant, et de produits inflammables, explosifs et feu d'artifices, la préfecture publie un nouveau décret interdisant le transport de matériel de construction.
■ **11 décembre :** le juge des référés du tribunal de Saint-Nazaire autorise la destruction des cabanes construites à la Châtaigneraie depuis le 17 novembre 2012… Les avocats entament immédiatement une nouvelle procédure : les habitants de ces maisons, le plus souvent expulsés d'autres maisons depuis le 16 octobre, sont ici en résidence principale. Le préfet doit donc respecter la procédure pour une expulsion d'"habitation" et non plus de "construction". Une action des forces de l'ordre reste donc illégale. Reste qu'elles peuvent intervenir sur d'autres sites… Sur place, plusieurs agriculteurs en profitent pour commencer à construire des serres agricoles.
■ **11 décembre :** Jacques Auxiette, président PS de la région, lance un appel d'offre pour passer contrat avec une société de lobbying chargée de faire entendre les arguments en faveur de l'aéroport sur internet.
■ **12 décembre :** le site *BastaMag* révèle que l'actuel président de Vinci Airports, Nicolas Notebaert, était entre 1995 et 2002, conseiller technique du ministre communiste des transports de l'époque, Jean-Claude Gayssot… au moment où le projet de Notre-Dame-des-Landes ressortait des cartons.
■ **12 décembre.** Deux heures d'affrontements pour essayer de dégager les chicanes sur les routes. Une dizaine de blessés côté manifestants. Isabelle Loirat, conseillère municipale Modem à Nantes et cofondatrice du Cédepa (Collectif d'élus doutant de la pertinence de l'aéroport), déclare à la presse : *"Expulser maintenant alors que l'on nous parle de commission de dialogue, serait une vraie déclaration de guerre"*.
■ **14 décembre.** Yves Gonnord, ancien patron et actuel vice-président du Groupe Fleury-Michon, géant vendéen de l'agroalimentaire et Régis Lebrun, directeur général de Fleury-Michon, dénoncent le projet : *"C'est un projet d'un autre temps selon des modèles de pensée aujourd'hui dépassés"*.
■ **14 décembre :** après des mois de relance, Eaux et Rivières de Bretagne reçoit enfin une réponse suite à sa demande portant sur l'absence de l'avis de l'autorité environnementale lors de l'enquête publique qui s'est tenue sur la question de l'eau, pendant l'été 2012. La préfecture répond que la déclaration d'utilité publique de l'aéroport date de 2006 et qu'à l'époque cet avis n'était pas obligatoire. Les juristes d'Eaux et Rivières de Bretagne contestent cette réponse : à chaque enquête, la loi en vigueur s'applique et pas celle à une autre date. Le site *Reporterre* découvre que Delphine Batho vient de signer un décret supprimant cette obligation.
■ **14 décembre :** une habitante de la ZAD interpellée le 7 novembre est condamnée à de la prison avec sursis et à un an d'interdiction de présence dans les communes concernées par le projet d'aéroport.
■ **15 décembre.** A Nantes, 3000 personnes manifestent une nouvelle fois.
■ **17 décembre.** Alors que depuis deux mois, les militaires essaient de défaire les barricades des opposants, ce lundi soir, la situation s'inverse, environ 150 manifestants ont essayé de détruire un barrage où les gardes mobiles contrôlent les véhicules provoquant une riposte musclée. Un manifestant a eu un orteil arraché par une grenade assourdissante.


D. R.

Sur la zone occupée, une cabane flottante au milieu d'un lac est inaugurée mi-décembre. Après les gendarmes grimpeurs, il va falloir des gendarmes nageurs.



Uruguay

Un président qui consomme peu



Jose Cruz - CC BY 3.0 BR

José Mujica, président de l'Uruguay depuis 2010, reverse 90 % de son salaire de 9300 euros à une organisation d'aide au logement. Il affirme ne pas avoir besoin de plus d'argent et détester la société de consommation. "J'ai besoin de peu" et de rappeler qu'il a été prisonnier pendant 14 ans. "Le bonheur sur terre (...) ce sont quatre ou cinq choses, les mêmes depuis l'époque de Homère : l'amour, les enfants, une poignée d'amis...". "Les pauvres ne sont pas ceux qui ont peu mais ceux qui veulent beaucoup" (*Le Point*, 8 septembre 2012) et de poursuivre : "le problème, ce ne sont pas les 7 à 8 milliards d'habitants, mais le gaspillage et l'hyperconsommation" (*BBC*, 15 novembre 2012).

Transpiration

De quoi sera fait l'avenir dans un monde où l'énergie va devenir plus rare et plus coûteuse ? Probablement un monde où l'on transpire plus :

• d'une part, la climatisation risque d'être vite interdite (elle sort de la chaleur des bâtiments, chauffant la rue, renforçant l'effet de chaleur et incitant d'autres à recourir à la climatisation, un cercle vicieux combattu aujourd'hui dans des grandes villes comme New York ou Tokyo)

• d'autre part, de nombreux outils "facilitateurs" devraient progressivement disparaître et l'alternative sera de faire le travail soi-même : depuis ramasser les feuilles mortes sans souffleuses, couper son pain sans scie électrique… jusqu'à des travaux plus épuisants lorsqu'il faudra remplacer des outils agricoles ou de chantier.

Reste à savoir si l'on acceptera encore de sentir la transpiration où si l'on dépensera des sommes folles pour s'en protéger en multipliant les douches (gaspillage d'eau), en changeant souvent de vêtements (gaspillage de lessive) ou en se parfumant (avec des nanoparticules dont les effets biologiques sont pratiquement inconnus).

Le résultat sera positif sur la santé des gens : transpirer est un bon moyen d'éliminer les toxines, de lutter contre l'obésité…

Bientôt un *"Manuel de transpiration"* ?

Transition : prix européen

Le 3 décembre 2012, le mouvement international des villes en transition a reçu le prix "Société civile 2012" (15 000 €) décerné par le Comité économique et social européen pour sa démarche innovante en faveur d'une société à faible émission de carbone et pour l'action de lien qu'il favorise dans les communautés. Il y a maintenant plus de 1800 groupes dans le monde dont plus de 500 en Europe dont une centaine en France.

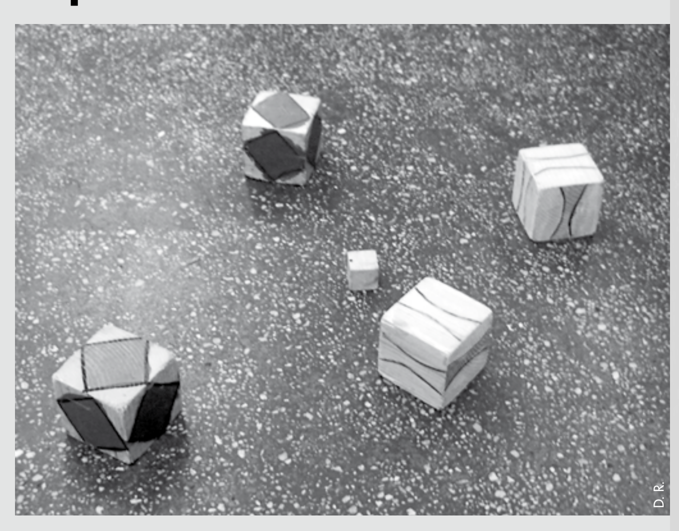
Sacré croissance !



Après avoir réalisé les films *Le Monde selon Monsanto, Notre poison quotidien* et *Les moissons du futur* en lien avec Arte, Marie-Monique Robin se lance dans la réalisation d'un nouveau film sur la croissance illimitée dans un monde fini. Pour assurer son indépendance, elle fonde sa propre société de production et lance un appel à souscription qui lui assure une part d'autofinancement (objectif : 5 000 souscripteurs). Pour souscrire à ce nouveau film, il faut envoyer la somme de 30 € à *M2R Films, 17, rue Ribot, 93380 Pierrefitte-sur-Seine* avec vos coordonnées.

Les jeux écolos

Le jeu des Boules Carrées



D. R.

Comment jouer et s'amuser, avec des éléments naturels, en déjouant l'esprit de compétition et de domination ? Le jeu est devenu un espace largement investi par l'industrie de la consommation. Et si nous occupions cet espace là ? Les enfants ont besoin de découvrir le monde par le jeu. Dans de nombreuses sociétés traditionnelles, les adultes jouent aussi pour des raisons culturelles, symboliques et sociales.

La première découverte que je vous propose s'appelle « les boules carrées », un jeu avec des cubes en bois dont le principe est le même que le jeu de la pétanque. Ce jeu est né sur les collines de Cagnes-sur-Mer, commune du sud de la France connue pour ses rues pentues. Le jeu s'est diffusé doucement dans d'autres régions, notamment en Belgique. Le jeu des boules carrées a de nombreux avantages. Il peut se jouer partout : sur le bitume, sur la terre, dans l'herbe, en pente ou sur un terrain plat… Le jeu de boule est léger à transporter. On peut y jouer à tout âge de 4 ans à 77 ans. Tous les joueurs partent sur un pied d'égalité. La technique ne fait pas tout. Il est possible de doser le lancer mais impossible de le maîtriser. Le hasard peut faire gagner tout le monde… C'est enfin un jeu original, qui surprendra vos ami(e)s.

Pour jouer

Le jeu se joue comme à la pétanque : en doublette avec trois boules par joueurs (deux joueurs par équipe), ou en triplette avec deux boules par joueur (trois joueurs par équipe). Chaque équipe a des boules personnalisées (à vous de peindre un motif sur les 6 boules de chaque équipe). La partie peut aller jusqu'à 9 points ou 13 points comme à la pétanque. Les points sont comptabilisés avec les boules qui sont les plus proches du cochonnet (par exemple, deux boules plus proches = deux points). Le terrain de jeu peut avoir des dimensions très variables. A titre de repère, en Belgique, le terrain fait 8 mètres de long et trois mètres cinquante de large. Il vous faut un repère pour lancer les boules au même endroit (craie, bout de bois...) et c'est parti. Le jeu est idéal au moment de l'apéro lors d'une après midi ensoleillée.

Pour le fabriquer

Vous prenez votre scie préférée et un chevron d'un bois souple et solide (par exemple du hêtre ou du pin). Les dimensions du jeu varient selon les régions : des cochonnets de 2,5 cm et des cubes de 6,5 cm d'arête dans le sud de la France, des cochonnet de 3,5 cm et des cubes de 10 cm de côté en Belgique.

Si vous souhaitez m'aider dans ma rubrique sur les jeux écolos que je tente de commencer pour Silence, n'hésitez pas à m'envoyer vos souvenirs, vos remarques :

Michel Scrive
42, rue Hoche, 93500 Pantin
mishelu@riseup.net

Prix Nobel alternatif

La fondation Right Livehood Award a remis cet année ses "prix Nobel alternatif" à quatre lauréats : Hayrettin Karaca (Turquie), Sima Samar (Afghanistan), Gene Sharp (USA) et à la CAAT, Campaign against arms trade (Grande-Bretagne).


D. R.

■ **Hayrettin Karaca,** 90 ans, est considéré comme l'un des initiateurs du mouvement pour l'environnement en Turquie. Après avoir été industriel dans le textile, il commence à s'intéresser à la question de l'érosion des sols dans les années 1970. Il s'intéresse ensuite à la surconsommation de l'eau, aux problèmes de pollution par les engrais et les pesticides, à la déforestation… L'appauvrissement de la biodiversité l'inquiète beaucoup et dans les années 1980, il met en place un arboretum à Yalova où l'on peut trouver aujourd'hui plus de 14 000 variétés d'arbres et 3800 variétés de plantes. Ce lieu, ouvert au public, protège ainsi toutes les 3000 plantes endémiques de Turquie. En 1992, il lance une fondation pour la lutte contre l'érosion et pour la reforestation, Tema, qui fait du lobbying sur le gouvernement et les industriels. La fondation soutient actuellement 150 projets dans 81 provinces du pays. Tema a déjà aidé à planter dix millions d'arbres. La fondation fait de la formation à l'environnement, publie des livres, développe l'écotourisme, organise des chantiers de volontaires… Tema a ouvert des antennes en Allemagne, Pays-Bas et Belgique. Karaca est aujourd'hui très connu dans son pays et passe fréquemment à la télévision.

■ **Sima Samar,** 55 ans, a eu soixante personnes de sa famille disparues pendant la guerre contre les Soviétiques. Elle a suivi une formation de médecin à Kaboul. En 1984, elle se réfugie au Pakistan et travaille à l'hôpital de Quetta où elle soigne des réfugiés afghans. A partir de 1989, elle lance the Shuhada Organization qui depuis a ouvert 12 cliniques et trois hôpitaux en Afghanistan. The Shuhada Organization a aussi ouvert 71 écoles en Afghanistan et 34 autres dans des camps de réfugiés. Beaucoup de ces écoles sont pour les filles. 3,3 millions


D. R.

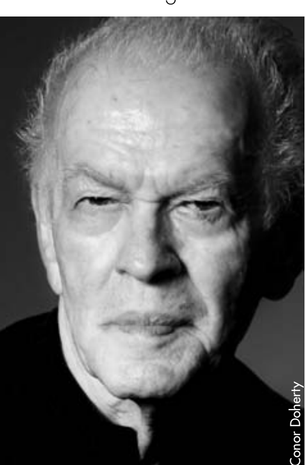
de personnes sont depuis passés dans les hôpitaux, 176 000 dans les écoles. Entre 2001 et 2003, elle est entrée au gouvernement provisoire, devenant la première femme ministre du pays. Elle a notamment fait passer des lois sur l'instruction obligatoire pour les filles, la reconnaissance des droits des femmes… Elle a ensuite rejoint la Commission afghane indépendante sur les droits humains qui multiplie les propositions et dénonce les abus dans le pays.

■ **La CAAT, Campaign contre le commerce des armes,** a commencé en 1974. Elle demande à la Grande-Bretagne de renoncer à ses ventes d'armes alors que le pays est le


D. R.

quatrième producteur mondial. La campagne qui est soutenue par de nombreux mouvements pacifistes est articulée en trois étapes : suppression des ventes d'armes sur les lieux de tensions politiques, suppression de tout soutien financier de la part du gouvernement aux exportations d'armes, puis fermeture progressive des usines d'armement et démilitarisation. CAAT est une organisation horizontale relayée dans toutes les universités du pays notamment par des mouvements chrétiens. Depuis le début de la campagne, plusieurs ventes d'armes ont été bloquées par la révélation des négociations en cours. Plusieurs affaires de corruption ont été mises au jour. Une campagne relayée par les Eglises a permis de bloquer des fonds d'investissement qui plaçaient de l'argent dans le secteur de l'armement. Des fonds éthiques ont vu le jour. Utilisant la loi sur la liberté de l'information, CAAT a rendu publics de nombreux documents officiels sur les contrats d'armements britanniques et essaie d'étendre cette pratique au niveau européen.

■ **Gene Sharp,** 84 ans, a été chercheur au Centre international des affaires de l'Université d'Harvard pendant une trentaine d'années. En 1953, il a fait neuf mois de prison pour avoir refusé de rejoindre l'armée alors qu'il devait partir en Corée. Il en profite pour écrire un premier livre sur Gandhi. Entre 1957 et 1960, il étudie les différentes formes de résistance en Europe pendant la seconde guerre mondiale. En 1983, il a fondé l'Institut Albert Einstein qui soutient les études sur les usages de la non-violence dans les conflits. En 1990, il fait une étude pour le ministère de la défense suédois pour étudier comment organiser une


Conor Doherty

résistance non-violente. Ses écrits qui comparent méthodes armées et non-violentes ont beaucoup inspiré différents mouvements luttant pour leur indépendance : Etats baltes en 1991, Birmanie en 1992 puis Kosovo et jusqu'au récent printemps arabe.

Médias

■ **Politis HS n°17 : Economie verte, la nature à vendre,** *www.politis.fr.* Comment la planète est devenue un objet à but lucratif, comment cela se passe du haut vers le bas et comment des réseaux peuvent exister contre cette dérive de l'écologie. Reportages et réflexions à découvrir.

■ **La Garance voyageuse,** *48370 Saint-Germain-de-Calberte, www.garancevoyageuse.org.* La revue du monde végétal fête son 100e numéro en présentant 100 plantes insolites. Un regard toujours original et pourtant rigoureusement scientifique.

Terre de Liens

Citoyen-nes engagez-vous !

La structure Terre de Liens permet de faciliter l'installation de jeunes agriculteurs par l'achat collectif des terres (voir dossier du n°396). C'est aussi un moyen de lutter contre l'artificialisation des terres ou leur utilisation à des fins non-alimentaires (agrocarburants). Aujourd'hui Terre de liens a déjà permis d'acheter plus de 150 fermes… et les offres sont nombreuses. Mais pour cela, il faut qu'il y ait un suivi du côté des finances et là, il faut que plus de personnes s'impliquent dans ce mouvement. Un appel est donc lancé pour que chacun-e puisse s'impliquer à son niveau. *Terre de liens, tél : 09 70 20 31 09, www.terredeliens.org.*

Radio-Zinzine en difficulté

Radio-Zinzine émet dans les Alpes du Sud… et aussi sur internet. Cette radio militante qui a plus d'une trentaine d'années d'existence avait réussi à développer la réalisation de reportages de grande qualité notamment par le financement qu'elle obtenait en revendant ces reportages à d'autres radios de la francophonie. Pour ce faire, elle proposait ses sujets par le biais de l'Epra, Echanges et productions radiophoniques, un organisme public. Or l'Epra a beaucoup souffert des années Sarkozy et aujourd'hui le changement de gouvernement ne se traduit pas par une relance de l'activité… d'où difficulté de diffuser des émissions par ce biais et perte de financements. Un appel à souscription a été lancé pour pouvoir renouveler le matériel à hauteur de 20 000 €. *Radio-Zinzine, 04300 Limans, www.zinzine.domainepublic.net.*



Tous Cobayes

■ **Plus c'est gros, mieux ça passe !** L'Efsa, Autorité européenne de sécurité des aliments, a rendu fin novembre 2012 son verdict : elle juge inutile de réexaminer l'autorisation du maïs NK603 mis en cause dans l'étude de l'équipe du professeur Séralini. Cette étude aurait si peu de valeur qu'elle ne vaudrait même pas la peine de se poser la question de la toxicité de cet OGM. On peut le consommer les yeux fermés ! Alors même que les études l'autorisant sont beaucoup moins complètes que celle de Séralini. Rien n'arriverait à entamer les certitudes des membres de l'agence. Sans doute rien à voir avec les nombreux conflits d'intérêts juteux dont beaucoup bénéficient de la part du lobby OGM.

■ **Le Roundup autorisé sur des évaluations tronquées ?** La journaliste scientifique anglaise Claire Robinson a participé à une étude publiée en juin 2012 sur les conditions d'évaluation par l'Union européenne du glyphosate, ce principe actif du Roundup mis gravement en cause par l'étude de Séralini. Cette étude montre que « les propres études des industriels datant des années 1980 et 1990, incluant celles de Monsanto, montraient déjà à l'époque que le glyphosate provoquait des malformations congénitales chez les animaux de laboratoire ». Les autorités allemandes auraient minimisé gravement les résultats relatifs à ces malformations dans leur rapport aux autorités européennes et aux Etats membres, utilisant des critères biaisés. L'Allemagne reste le membre rapporteur pour le renouvellement du glyphosate à l'échelle européenne en 2015. *"L'étude de Séralini montre que des niveaux des milliers de fois plus faibles que ceux considérés comme sûrs par l'UE sont en fait hautement toxiques"*, rappelle-t-elle, regrettant que les données des études des industriels soient indisponibles car protégées par le secret commercial, beaucoup mieux respecté que le principe de précaution. (*Source : http://earthopensource.org*).

Bretagne

Campagne contre le soja transgénique importé

Le 23 novembre 2012, une centaine de faucheurs volontaires ont rendue impropre à la consommation animale une cargaison de 3500 tonnes de tourteaux de soja OGM importé dans le port de Lorient, en y déversant des bidons d'huile de ricin et de macération d'if. Ils ont ensuite attendu la police pour décliner leur identité. En faisant cela, les faucheurs passent à la vitesse supérieure. Ils dénoncent l'importation massive de produits OGM destinées à la consommation animale en France, que l'on retrouve dans nos assiettes ensuite. Ils demandent la suspension des importations de soja OGM, essentiellement en provenance d'Amérique Latine, l'étiquetage obligatoire des produits transgéniques et la relocalisation de la production d'oléagineux en Europe.
C'était le coup de départ d'une campagne en Bretagne contre l'importation de trois millions de tonnes de soja transgénique par an dans les ports de la région, pour la nourriture animale. Parallèlement, des militants ont apposé plusieurs centaines de plagiats d'affichettes *Ouest-France* et *Le Télégramme* sur les panneaux-supports des ces journaux sur la voie publique devant les kiosques à journaux et les buralistes de l'ensemble de la Bretagne, en titrant "Santé : qui aura le premier cancer OGM ?", "Emplois : recherche cobayes humains pour tests OGM", "OGM : personne n'en veut, tout le monde en mange".



D. R.



D. R.





Ondes nocives

■ **Espagne : la crise au secours des cerveaux !** Avec la crise, les Espagnols suppriment en nombre leurs abonnements au téléphone portable. Selon l'autorité de régulation espagnole, pour le seul mois d'octobre 2012, Movistar a enregistré 284 000 fermetures de lignes, Vodafone, 278 000 et Orange 14 870, les petits opérateurs s'en sortent mieux, mais globalement, c'est le neuvième mois de baisse consécutif. Le nombre d'abonnements dans le pays a baissé de 3,8 % en un an.

■ **Antennes : les locataires en sont victimes.** L'association Santé environnement France, Asef, regroupe aujourd'hui 2500 médecins. Elle s'est créée en 2008 après de nombreux témoignages de locataires présentant des troubles de santé provoqués par la présence d'antennes relais sur leur immeuble : selon l'arrêté du 7 avril 2005, les locataires n'ont aujourd'hui pas de recours légal contre ces implantations alors qu'un seul propriétaire peut en empêcher l'installation dans un logement collectif. Depuis mai 2011, ces antennes sont classées par l'OMS comme "cancérigènes possibles". L'Asef demande aux députés et sénateurs de légiférer en garantissant le principe de transparence sur les expositions aux champs électromagnétiques. Elle demande de prévoir dans la loi que la norme doit évoluer à la baisse pour rejoindre des pays comme l'Autriche qui n'accepte qu'une exposition à 0,6 V/m contre 40 à 60 V/m en France. Elle demande que le maire d'une commune soit compétent pour gérer les implantations d'antennes (et non l'Etat). Elle demande que les antennes soient la propriété des collectivités publiques et concédées ensuite aux opérateurs. Enfin, elle demande la mise en place de zones sensibles : hôpitaux, crèches, écoles… *Asef, Europôle de l'Arbois, avenue Louis-Philibert, 13857 Aix-en-Provence cedex 3, www.asef-asso.fr.*

Diesel

Cancérigène certain

L'OMS, Organisation mondiale de la santé a classé dans la catégorie "cancérigène certain" les gaz d'échappement des moteurs diesel. En France, environ quatre voitures neuves sur cinq ont un moteur diesel. Elles représentent aujourd'hui près de 60 % de l'ensemble des 32 millions de voitures présentes sur nos routes. Personne n'ose parler de les interdire.

Suède

Un nouveau pronom neutre

En mai 2012, un nouveau pronom neutre a fait son apparition officielle dans la langue suédoise. "Hen", créé dans les années 60, est entré dans la version numérique de l'Encyclopédie nationale suédoise en tant que "suggestion de pronom neutre" remplaçant "il" et "elle", destiné non à s'y substituer mais à être employé lorsque l'on souhaite parler d'une personne sans préciser son sexe. Il sera notamment mieux adapté pour désigner les personnes intersexes ou transgenres qui ne se définissent dans aucune des deux catégories de genre habituelles. Un magazine gratuit a réalisé un numéro entièrement rédigé avec ce pronom, et les Verts ont rédigé leur programme présenté fin septembre 2012 en utilisant "Hen". Cette innovation fait polémique, elle serait selon ses détracteurs une offensive de "militants féministes qui cherchent à détruire notre langue" et pouvant troubler le développement psychique des enfants ! Pour le moment, seuls 4 % des Suédois utilisent "Hen". Mais la reconnaissance est là. (Source : *www.slate.fr* et *Direct Matin*).

le féminisme... au masculin

Créer un groupe de parole entre hommes ?

Le sexisme au masculin : et si on se rencontrait pour en parler ?

Cette chronique a surtout pointé les efforts individuels pour modifier ses pratiques quotidiennes dans un sens moins sexiste. Mais comme dans beaucoup d'autres domaines, le seul effort individuel et isolé, s'il est nécessaire, s'avère insuffisant pour faire évoluer les rapports de forces sociaux.

Depuis les années 70, la pratique des groupes de parole d'hommes existe. L'idée semble a priori séduisante : n'est-on pas plus intelligents, plus pertinents à plusieurs ? Pour des hommes partageant un engagement anti-sexiste, il s'agit d'échanger leurs expériences et leurs analyses dans un objectif de sortie du patriarcat. De la même manière que des femmes échangent entre elles dans un cadre privilégié de confiance, de compréhension, sans jugements extérieurs, leurs expériences de l'oppression patriarcale vécue, de la même manière des hommes pourront échanger entre eux sur leur vécu…

Mais le terrain est glissant, et par un singulier retournement, un certain nombre de groupes de parole d'hommes des années 70-80 ont donné naissance au "masculinisme", courant de pensée qui dénonce l'oppression des hommes par les femmes dans la société !

Ils ont échangé leurs vécus en tant qu' "opprimés eux aussi" par les normes du patriarcat (qui leur interdit de pleurer par exemple) tout en négligeant d'analyser leur vécu en tant qu'oppresseurs, en tant qu'acteurs de ce patriarcat, et en sont venus à se considérer essentiellement comme des victimes de ce système. Ils ont perdu de vue la domination masculine dont ils sont les bénéficiaires au quotidien.

Selon François Dupui-Déri[1], "une telle évolution (ou régression) n'est pas surprenante : placez quelques membres d'une classe dominante ensemble, il y a un risque réel qu'il se solidarisent et se confortent les uns les autres dans leurs complaintes au sujet de "leurs" femmes qui contesteraient leurs privilèges et leur domination".

J'ai rencontré un groupe antisexiste masculin[2] qui maintient une perspective anti-patriarcale. Selon moi, cela vient du fait que ce groupe participe à un collectif mixte plus large, qui alterne les réunions mixtes et non-mixtes. Le groupe s'est doté d'une charte rédigée par les femmes qui détermine des limites claires, du type "pas d'échanges sur les oppressions vécues par les hommes sans les replacer dans le cadre de l'oppression globale des hommes sur les femmes et de la responsabilité des hommes dans celle-ci". Par ailleurs les hommes rendent compte sommairement de leurs échanges lors des réunions mixtes et cela peut donner lieu à des recadrages. Un tel cadre permet d'éviter de se jeter trop rapidement dans les bras d'un doux aveuglement qui substitue la plainte et la victimisation des hommes à leur responsabilisation.

Léo Sauvage

(1) « Hommes anarchistes face au féminisme », *Réfractions* n°24.

(2) Contact : jcetsonvelo@gmail.com

Asile

Apprendre à accueillir les minorités sexuelles

On estime à 175 millions le nombre de personnes vivant dans le monde sous la menace de persécutions en raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre. Parmi ceux-ci, 90 % le cachent, et 175 000 vivent des persécutions effectives. Parmi ces derniers, un dixième est capable de fuir durablement leur pays, et 2500 accèdent à la protection légale (asile). *Oram* (USA) est la seule ONG dédiée à l'accueil spécifique aux personnes réfugiées LGBTI (Lesbiennes, gays, bi- et transsexuel-les, intersexes). Elle s'est demandée pourquoi si peu de ces personnes accèdent au statut de réfugiées. "Une partie du problème vient du fait que les ONG censées aider ces personnes sont souvent homophobes ou ne donnent pas l'aide nécessaire", estime-t-elle. Une étude auprès de 384 ONG d'accueil dans 100 pays a montré que leur personnel n'est presque jamais formé à cette problématique. Leurs dirigeants estiment soit qu'ils n'ont pas à traiter spécifiquement les personnes LGBTI, soit ils affirment n'avoir jamais été confrontés à cette situation… Ce qui en dit long sur le climat d'écoute que trouvent les réfugiés confrontés à ces problèmes. Oram préconise donc des formations auprès du personnel de ces ONG afin de pouvoir accueillir chaque personne en comprenant sa situation spécifique. (Source : *360°* n°121).

Philippe S. né K.

Philippe K s'est marié en septembre 2012. Au moment de remplir les papiers officiels, il annonce sa volonté de prendre le nom de sa femme, conformément à une loi parue fin 2011 sur l'égalité homme-femme. Plusieurs mairies refusent : logiciels non adaptés, méconnaissance de la loi… Finalement, c'est la marie de Villeurbanne (Rhône) qui accepte de faire les démarches et il est maintenant officiellement "Philippe S. né K.". Des médias ont contacté de grandes villes pour connaître la possibilité d'en faire autant : les réponses sont souvent négatives. La mairie de Villeurbanne a décidé d'envoyer un courrier aux autres mairies pour leur donner la marche à suivre.

Gouvernement

La parité n'est pas au rendez-vous

Bien sûr, il y a la parité entre les ministres. Mais qu'en est-il des collaborateurs dans les cabinets de chaque ministre et là, cela pêche un peu : si Pascal Canfin est entouré par 70 % de femmes et Cecile Duflot par 53 %, les deux ministres EELV sont les seuls à respecter la parité : 40 % pour Aurélie Filippetti à la culture, 35 % à la justice pour Christiane Taubira, 33 % pour Laurent Fabius aux affaires étrangères, pareil pour Marysol Touraine aux affaires sociales, 32 % pour Pierre Moscovici aux finances, 31 % pour Manuel Valls à l'intérieur, 27 % pour Vincent Peillon à l'éducation… et seulement 25 % pour Jean-Marc Ayrault. Pour 562 postes, la moyenne est de 33,6 %. Et encore, il faut distinguer les postes : une seule femme directrice de cabinet… alors qu'il n'y a que des femmes aux relations presse. Pascal Canfin explique qu'il a volontairement suscité des candidatures pour atteindre la parité… et que cela a permis de trouver de nouvelles compétences du côté des femmes. Exemple à suivre…



Cécile Dulfot et Pascal Canfin sortant d'un conseil des ministres



société



Cinq millions de chômeurs

Fin octobre 2012, après 18 mois de hausse consécutifs, Pôle Emploi annonçait 5 millions d'inscrits à Pôle Emploi. Si on ajoute ceux qui en ont été radiés ou qui n'ont plus d'intérêt à y rester inscrits (plus de trois ans au chômage), on peut estimer que cette barre des 5 millions de chômeurs est largement dépassée… Sur 28 millions d'actifs, cela fait un taux réel de chômage de l'ordre de 18 %.

Salaire maximum

A la suite des protestations sur la hausse des rémunérations des grands patrons, il a été question un moment de fixer un seuil limite de salaire. Les 40 patrons du Cac40 ont alors pris les devants en fixant eux-mêmes une limite et en demandant de leur faire confiance pour s'autoréguler. Rions un peu : le seuil fixé par les patrons est égal à 240 smic (soit 4,6 millions d'euros). Et pour rire jaune un peu plus, il faut savoir que 14 dirigeants sur 40 ont dépassé cette limite en 2011, le gagnant étant Maurice Levy, PDG de Publicis qui a gagné 19,6 millions d'euros soit seulement 1022 smic.

La Chine installe ses usines en Europe !

Le constructeur automobile chinois Great Wall a inauguré une usine en Bulgarie, dans la région de Lovezch, au nord de Sofia, le 21 février 2012. Les salaires dans l'est de l'Europe sont aujourd'hui si bas, que cela devient intéressant à une entreprise chinoise qui vend ses produits surtout en Europe de les produire sur place !
Toujours dans le domaine de l'automobile, des usines sont actuellement déplacées de l'Asie du sud-est au centre des Etats-Unis (Minnesota) parce que là aussi les salaires ont fortement baissé… alors qu'ils montent en Asie.
La solution au chômage réside-t-elle dans de nouvelles formes d'esclavage ?

Sans internet

L'ouragan Sandy a provoqué d'énormes dégâts dans les centres informatiques nombreux à New York. Ceci a entraîné pendant plusieurs jours la disparition du net de sites qui dépendaient de ces centres comme le *Huffington Post,* une revue en ligne disponible en français. Mais cela a surtout provoqué des pertes dans les stockages de données. De nombreuses sociétés qui stockent leurs données sur le "cloud" informatique ont tout perdu.

nord/sud

Madagascar

100 000 hectares pour les agrocarburants

Le groupe italien Tozzi Green, filiale de Tozzi Renewable Energy, cultive du jatropha, une plante destinée à produire des agrocarburants. Pour cela, l'entreprise négocie des mises à disposition massives de terres à Madagascar : elle annonce vouloir exploiter 100 000 hectares. Le 16 novembre 2012, des représentants d'une dizaine de communes sont venus dans la capitale Antananarivo, pour dénoncer dans une conférence de presse les méthodes utilisées. En effet, les terres communales sont le plus souvent propriété de l'Etat… qui les loue sous forme de bail emphytéotique sans en informer personne. Certains agriculteurs ont accepté de partir contre indemnisations, mais d'autres refusent et se voient menacés… par les autorités. La firme a démarré l'exploitation de l'huile sur 2 000 hectares (sur 8 000 loués) et emploie déjà 170 personnes. Un Collectif pour la défense des terres malgaches — Tany — a vu le jour : *http://terresmalgaches.info.*

Artisans du monde

Une filière en bout de souffle

ARTISANS DU MONDE
POUR UN COMMERCE ÉQUITABLE

Après les déboires de *Max Havelaar,* c'est au tour d'*Artisans du monde* de connaître de sérieuses difficultés. La plateforme d'importation *Solidar'monde* qui alimente les magasins d'*Artisans du monde* est en partie victime de la crise, mais aussi de prévisions de développement bien trop optimistes. Déficitaire entre 2005 et 2010, cette plateforme a commencé à licencier des salariés à partir de 2009, passant de 34 salariés à 25 aujourd'hui. En 2010, Solidar'monde a dû engager une procédure de sauvegarde pour éviter une liquidation judiciaire. En 2011, grâce au soutien des boutiques d'Artisans du monde et de la Nef, il a été possible de redresser la barre et d'afficher un exercice bénéficiaire, malgré une baisse du chiffre d'affaires de 4 %.
Le lancement de la vente sur internet a contribué à limiter les pertes. La situation reste extrêmement fragile malgré des efforts "marketting" multipliés. (source : *www.ekitinfo.org*)

Courir solidaire

L'association de solidarité internationale Oxfam organise du 25 au 26 mai 2013 sa quatrième édition de Trailwalker. Des équipes de quatre personnes parcourent ensemble 100 km en moins de 30 heures et doivent collecter au moins 1500 € pour soutenir les actions d'Oxfam. La course se déroule dans le parc naturel du Morvan et connaît un succès croissant : près d'une centaine d'équipes sont attendues cette année. Plus d'infos : *www.oxfamtrailwalker.fr.*

Pauvre Afrique

Difficile de savoir combien d'argent est détourné en Afrique au profit d'affairistes étrangers au continent. Selon la Banque africaine de développement, ce serait de l'ordre de 700 milliards de dollars entre 1970 et 2008. L'institut Global Financial integrity estime lui que c'est entre 854 et 1800 milliards.

> **Que les Européens réalisent que la crise leur offre une occasion formidable et qu'ils s'en emparent avec l'audace voulue, et ils auront toutes les raisons d'être optimistes.**
>
> **Joschka Fisher, ancien ministre Vert des affaires étrangères allemand.**

Sortir de la dette

Actuellement, le traité européen — rejeté par le peuple français, mais imposé par ses élus — interdit à la BCE de prêter directement aux Etats. Cette disposition est régulièrement mise en avant pour dire que l'on ne peut pas éviter de passer par les banques privées. Ainsi, ces dernières empruntent à la BCE à moins d'1% d'intérêt et reprêtent aux Etats à des taux qui varient en fonction de la notation de chaque pays : actuellement autour de 3 % pour la France, plus de 11 % pour la Grèce. L'économiste Pierre Larrouturou, du club Roosevelt est allé voir le traité d'un peu plus près : rien n'empêche la BCE de prêter à bas taux par exemple à la BEI, Banque européenne d'investissement, banque publique qui elle peut prêter aux Etats. La solution actuelle à la crise est donc simple : la BCE prête au taux le plus bas possible à la BEI qui prête ensuite au même taux aux pays endettés. Cette mesure permettrait de dégager des centaines de milliards d'euros dans chaque pays européen !


D. R.

Reste à savoir si ce sont le peuple (qui a voté non), les politiques ou les banques qui décident.

Grèce

Face à la crise, la décroissance ?

Selon Serge Latouche dans *Chroniques d'un objecteur de croissance,* "en résolvant la crise de l'Europe et de l'euro, sinon la crise de la civilisation consumériste, on résoudra la crise grecque, mais en maintenant la Grèce sous perfusion à coups de prêts conditionnés par des cures de plus en plus fortes d'austérité, on ne sauvera ni la Grèce, ni l'Europe". Que ferait un gouvernement décroissant qui arriverait au pouvoir en Grèce ? Sûrement pas la politique de "la relance et l'austérité", car ce slogan "signifie la relance pour le capital et l'austérité pour les populations". "Il s'agit d'abord de ne plus recourir à l'emprunt pour financer le déficit public". Le remboursement des emprunts "constitue un cadeau des contribuables aux rentiers et banquiers". Il faudrait probablement sortir de l'euro. Concrètement, il voit deux possibilités : "la répudiation pure et simple de la dette, c'est-à-dire la banqueroute de l'Etat", un "remède de cheval" qui risquerait de plonger le pays dans le chaos. Mais cela risquerait de "frapper non seulement les banques et les spéculateurs, mais aussi directement ou indirectement les petits épargnants". Une reconversion négociée (banqueroute partielle) en déterminant quelle est la part abusive de la dette comme l'a fait l'Equateur de Correa serait un remède plus doux. "On peut prévoir le maintien du titre pour les petits porteurs et une dépréciation de 40 à 60 % pour les autres", et accroître les recettes fiscales "par une ponction exceptionnelle sur les profits financiers, comme le fait la Hongrie". Remède à compléter par une relocalisation et une inflation contrôlée. Mais "il faudrait s'attendre à des mesures de rétorsion et à des tentatives de déstabilisation extérieures relayées par le sabotage des intérêts lésés de l'intérieur". Serge Latouche est-il traduit en grec ?

Fausse crise économique ?

■ **Le prix de l'évasion fiscale.** Le CNCD, un groupe de solidarité Nord-Sud belge a mené une enquête sur les possibilités d'ouvrir une société à l'étranger pour échapper au fisc. Aux Iles Vierges britanniques, ouvrir une telle société ne coûte que 560 dollars (moins de 500 euros) : on vous fournit une adresse, un conseil d'administration et vous pouvez y transférer votre argent pour déclarer ici un revenu nul… si vous n'êtes pas salarié. En 2010, ces Iles ont enregistré la création de 59 000 nouvelles sociétés et en ont désormais 457 000 en activité… soit 16 par habitant. Selon la Banque des règlements internationaux, deux universitaires ont pu calculer que ce sont 2,7 milliers de milliards de dollars qui échappent ainsi au fisc chaque année. Et tout peut se faire par un simple échange par internet.

■ **L'ineptie de la croissance.** Le mode de calcul de la "croissance" s'appuie sur la totalisation des échanges monétaires. Le taux de croissance serait un indicateur de notre bonheur selon le principe que plus on est heureux, plus on consomme. Ainsi, le Japon avait bien résisté jusqu'à maintenant à la crise mondiale… principalement, selon les économistes nippons, du fait de la reconstruction qui a suivi le séisme du 11 mars 2011. Avec ce genre de critères économiques, on peut donc affirmer que demain, le pays qui va connaître une forte croissance – et donc le bonheur – est… la Syrie !

■ **Chômage record.** Fin août 2012, le taux de chômage en Grèce a dépassé le cap des 25 %. Avec l'Espagne, c'est le deuxième pays européen à avoir plus du quart de sa population active sans emploi.

Des bons et mauvais usages des pétitions en ligne

Dans l'ancien temps, pour surveiller les groupes activistes, il fallait utiliser des procédures assez coûteuses : par exemple envoyer un agent dans le groupe activiste comme cela s'est révélé être le cas avec Mark Kennedy, agent britannique, qui a navigué dans les groupes altermondialistes radicaux pendant une dizaine d'années, et qui est notamment l'instigateur de l'affaire de Tarnac où il a vu un dangereux groupe de terroristes en puissance.
Il y a d'autres méthodes comme les écoutes téléphoniques (toujours très pratiquées sur les téléphones des médias) et depuis une dizaine d'années maintenant, évidemment, la lecture des courriels que s'échangent les militants (faut-il rappeler que pour les autorités, il n'y a aucune confidentialité sur internet ?).
Mais encore faut-il identifier les militants. Pour cela, différentes techniques sont utilisées, mais l'une qui est le plus en vogue semble être le lancement de sites qui diffusent des pétitions à tout va… sans même en informer les groupes militants concernés. Une fois qu'un militant a signé une pétition, rien de plus facile pour des ordinateurs de stocker les informations et d'ainsi tracer des "profils" de militants, et en cas de nécessité de lancer une "écoute" automatique de ses courriels. Selon *L'Union pacifiste* (novembre 2012), les Etats-Unis emploient 30 000 personnes pour gérer ces écoutes.
Et c'est là que nous retrouvons un site comme *Avaaz* dont nous avons déjà dénoncé le comportement (numéro d'octobre 2012) : ce site, dont les animateurs ne sont pas forcément conscients du rôle qu'on leur fait jouer, lance sans arrêt des pétitions les plus diverses… sans demander aux intéressés ce qu'ils en pensent (voir la réponse de Kokopelli sur le sujet : https://kokopelli-semences.fr/actualites/?page_id=169). Depuis, on nous a signalé d'autres sites de pétitions qui fonctionnent sensiblement de même (Change.org, petitionenligne…). Alors faut-il arrêter de signer des pétitions en ligne ? Sachez bien l'usage que l'on va faire de votre signature et limitez-vous aux seules pétitions mises en ligne par les associations elles-mêmes, sans passer par un site intermédiaire.
Le site www.hoaxbuster.com qui dénonce les canulars du web a mis en place un forum sur le sujet des pétitions en ligne : ils préconisent sept précautions avant de signer dont l'une que nous avions mise en avant : ne pas signer sur un site dont on ne connaît pas clairement les auteurs.



habitat

Vers des bâtiments à énergie positive

La réglementation technique 2012 (RT2012) impose depuis le début de l'année que tous les nouveaux bâtiments (à l'exception des tours de grande hauteur) soient basse consommation. La prochaine réglementation qui entrera en service au plus tard en 2020, RT2020, prévoit que les nouveaux bâtiments seront tous à énergie positive (ils consommeront moins que ce qu'ils produisent). Mais le bâti se renouvelle lentement (1 % par an) et pour atteindre les objectifs nationaux de réduction des émissions de gaz à effet de serre (-50 % d'ici 2020), il faut aussi baisser les consommations des bâtiments existants. La loi Grenelle 1 prévoit la rénovation de 400 000 logements par an à compter de 2013, dont 800 000 logements sociaux (les plus énergivores) d'ici 2020. L'Ademe, Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie a lancé ce printemps 2012, un appel à projets pour mener à bien des programmes expérimentaux, au niveau d'un bâtiment ou d'îlots urbains (ensemble d'immeubles encadré par des rues). Le nouveau gouvernement devrait logiquement favoriser une accélération de ce processus, souvent complexe du fait notamment des lois sur les copropriétés.
L'ADEME a mis en place une carte de France des premiers Bepos (bâtiment à énergie positive) (environ 200 début 2013 sur 2600 bâtiments basse consommation donc aux normes 2012) que l'on peut consulter sur internet : www.ewatchservices.com/accueil_bepos.html. A noter que quelques logements sociaux existent déjà comme à Bretigny-sur-Orge, au sud de Paris, à Vesoul (Haute-Saône) ou à Saint-Dié (Vosges).


Didier Bay de la Tour

⮝ *Bâtiment à énergie positive du Syndicat intercommunal des énergies de Seine-et-Marne*

Une loi pour l'habitat participatif

Cécile Duflot a annoncé le 27 novembre 2012 que son projet de loi-cadre 2013 sur le logement comprendrait une partie fixant un cadre légal pour les projets de coopératives d'habitants, d'habitat groupé ou encore d'autopromotion de l'habitat. Cette loi s'inspirera du cadre légal existant déjà dans d'autres pays européens plus en avance dans ce domaine.

Paris

Les élus socialistes mauvais élèves

En novembre 2010, le conseil municipal de Paris a voté, sans les voix des élus écologistes, une modification du Plu (Plan local d'urbanisme), qui permet de construire à nouveau des immeubles de grande hauteur. L'ancien Plu limitait les hauteurs à 37 mètres.
Un nouveau palais de justice doit être construit par l'architecte Renzo Piano dans le quartier des Batignolles (17e). Il culminera en 2017 à 160 mètres de haut.
Un deuxième concours a été remporté le 24 avril 2012 par Jean Nouvel pour la construction d'un double immeuble : une tour de 175 mètres (38 étages) et une autre de 115 mètres, essentiellement pour des bureaux et un hôtel, prévu dans le 13e arrondissement. Les élus EELV ont dénoncé des projets architecturaux totalement dépassés sur le plan énergétique. En effet lorsqu'un immeuble dépasse quatre étages et commence à nécessiter ascenseurs et pompes pour monter l'eau, le bilan énergétique devient vite extrêmement mauvais. La RT2012 (réglementation technique 2012) qui réglemente la construction des nouveaux bâtiments prévoit une consommation énergétique assez basse… mais, par dérogation adoptée pendant le Grenelle de l'environnement, ne s'applique pas aux immeubles de grande hauteur, lesquels sont bien incapables de la respecter.

Bas-Rhin

Héliodomes

Eric Wasser a mis en place un prototype de maison bioclimatique en béton, verre et bois permettant une réduction des dépenses d'énergie comprises entre 70% et 90%. La façade nord (toit incliné) suit la trajectoire du soleil au solstice d'hiver alors que la façade vitrée au sud suit la trajectoire du soleil au solstice d'été. Le coût de construction est égal à un bâtiment classique. *Heliodome eurl, 10, rue du Diebach, 67310 Cosswiller, Tel. : 03 88 87 09 66, www.heliodome.com.*



annonces

Gratuites : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces :** Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais :** Les dates de clôture sont indiquées en page "Quoi de neuf", page 3. Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication. **Domiciliées :** Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection :** Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

Vivre ensemble

■ **Ille-et-Vilaine.** Couple (27 et 31 ans) cherche des personnes intéressées par la création d'un projet d'habitat partagé dans le secteur des Pays des Vallons de Vilaine. *Contactez Fanny et Jérôme, tél. : 02 99 43 04 59, frocfanny@orange.fr.*

Agir ensemble

■ **Yvelines.** Le Mesnil-le-Roy/ Maisons-Laffitte. Projet : développer des alternatives locales pour plus de résilience et joie de vivre. Pourrais commencer par un fablab orienté bois. Je propose : plusieurs années de lectures formatrices, envie de mise en application concrète et possibilité d'accueillir des rencontres (dans mon appartement ou un jardin en face de l'école le Clos de La Salle lorsque le temps le permet). Recherche : personnes intéressées pour vivre collectivement l'aventure du changement. Expériences dans les métiers du bois si le projet fablab bois intéresse. *Contact : Vincent au 01 83 80 70 65 en journée la semaine ou 01 39 12 48 82 le soir et week-end (jusqu'à 22h).*

■ **Lyon.** Qui pourrait recevoir gratuitement, pour une semaine ou davantage, en avril-mai, une professeure vietnamienne de français, en master de FLE à Lyon, qui souhaite parfaire sa connaissance de la langue et de la culture françaises ? *Jean-Pierre, lepoub71@yahoo.fr, 03 85 79 92 17.*

■ **Alpes de Haute-Provence.** Propose repas débat citoyen, un samedi par mois pour échanger idées, savoir… Projet de débat sur l'autonomie alimentaire, le jardin bio, vivre et travailler ensemble. Repas partagé : chacun-e apporte un plat ou participation de 12 €. Musique des Balkans. Cela se passe à Le Chaffaut, Saint-Jerson. *Réservation : 09 60 52 71 80.*

■ **Forum social mondial.** Cette année le forum social mondial se tient à Tunis, fin mars. Pour y aller, nous envisageons de partir en vélo, d'embarquer à Marseille pour Alger le 4 mars et de rejoindre ensuite Tunis en vélo, retour en avril par la Sicile et l'Italie. *Si vous voulez vous joindre à nous : adrien.maurin.34@gmail.com, gaby_vienot@yahoo.fr.*

Emploi

■ JH, 26 ans, bac pro photo et bac pro production imprimerie, formation en alternance, BTS Communication et industries graphiques option étude et réalisation d'un produit graphique à l'école des Gobelins, cherche emploi en région Auvergne, Bourgogne et Centre. Permis B. *Contact : 06 40 20 51 55 ou 02 48 80 40 07.*

Vacances

■ **Savoie.** Louons à la semaine gîte de 42 m² à Doucy Combelouvière, refait à neuf, idéal famille de 4 personnes (raquette, ski de fond, randonnées, ski rando et piste) à 3 km des remontées mécaniques. Prix du 16 février au 18 mars : 380 € ; autres semaines : 250 € ; ou week-end si dispo : 90 €. *Tél. : 06 74 08 92 19 ou 04 79 22 05 65.*

Recherche

■ **Drôme-Ardèche.** Boulanger BIO cherche fournil, ou lieu pour en construire un. Toute proposition : communauté de communes, lieu de vie, moulin, céréalier ou autre activité intéressée à se développer, sera étudiée avec attention. *Thibaut, tél. : 06 71 31 60 48.*

Fukushima

La catastrophe continue



Le nouveau 1er ministre en visite à la centrale accidentée, le 29 décembre 2012 : le manque de protection sérieuse montre qu'il n'a pas cherché à aller voir de trop près les réacteurs accidentés

28 novembre, annonce de la création du Parti pour l'avenir du Japon, regroupement de petits partis, tous antinucléaires.
• Le gouverneur de Fukushima a donné son feu vert pour lancer des études sur le stockage des déchets radioactifs dans la zone des 20 km évacués. C'est ce que demandaient les antinucléaires afin d'éviter la dispersion des produits radioactifs.

29 novembre, Tepco a envoyé un robot pour mesurer la radioactivité au rez-de-chaussée du réacteur n°3. Les valeurs mesurées (4780 mSv/h) sont trois fois plus élevées que les mesures faites un an plus tôt le 14 novembre 2011.

1er décembre, le groupe d'experts mandaté par la NRA pour étudier les failles sous les réacteurs de la centrale d'Ohi indique avoir trouvé une déformation récente de la strate passant sous le réacteur n°2. 154 personnes ont saisi la justice pour demander l'arrêt de la centrale.
• Tepco a transmis un dossier sanitaire à l'OMS : 178 travailleurs ont reçu une contamination interne à la thyroïde supérieure à 100 mSv dont 163 dépassent 200 mSv, le pire étant de 11 800 mSv. Des fuites à l'OMS ont permis de connaître ces données que Tepco n'avait jamais rendues publiques au Japon.

3 décembre, Tepco, après enquête interne annonce que 47,9 % des intervenants sur le site de Fukushima n'ont pas un contrat en règle. Il s'agit de sous-traitants envoyés par les agences d'intérim.

5 décembre, la Crii-Rad, en lien avec des laboratoires indépendants japonais, publie un rapport sur les "populations vivant dans des territoires très contaminés". Elle rappelle que selon les mesures officielles du Mext, Ministère de l'énergie et des technologies, les contaminations des sols au seul césium 137 dépassent 30 000 bq/m^2 sur une grande partie des préfectures de Fukushima, Tochigi et Gunma et débordent sur les préfectures de Miyagi, Ibaraki et Chiba. Le critère pris en compte par le gouvernement est d'évacuer les personnes soumises à plus de 20 millisieverts par an… mais ce niveau correspond déjà à des risques de cancers 20 fois supérieurs au niveau jugé habituellement "acceptable". La Crii-Rad rappelle la démarche d'un groupe de juristes appelé Saflan qui, au nom des comités de citoyens, demande en justice le retour à une norme de 1 millisievert d'exposition par an et à l'évacuation des populations situées dans des zones plus exposées. Les trois principales préfectures touchées totalisent plus de 6 millions d'habitants…

7 décembre, selon les statistiques officielles, en 2011, les émissions de CO2 au Japon ont augmenté de 3,9 % du fait du plus grand usage des centrales thermiques.
• A 17h18, heure de Tokyo (9h18 à Paris), un tremblement de terre de magnitude 7,3 se produit au large du Japon, à hauteur de Fukushima, à 20 km de profondeur. Une réplique de 6,2 a lieu un quart d'heure plus tard, puis 10 autres répliques entre 4,6 et 5,5. Le lendemain, 16 répliques de plus de 4,7. Tepco assure que la centrale accidentée n'a pas souffert des secousses.

11 décembre, après vérification sous la centrale de Tsuruga et confirmation de l'existence d'une faille active, la NRA annonce l'arrêt définitif du réacteur n°2. Le n°1 est déjà arrêté.
• Une étude réalisée sur 11 000 personnes déplacées après le tsunami et l'accident nucléaire de Fukushima indique que 80 % présentent des problèmes de santé, 62 % se plaignent de l'éclatement des familles et des relations sociales, 34 % espèrent un jour pouvoir repartir dans leur maison d'origine alors que 17 % pensent que leur déménagement est définitif, les autres ne se prononçant pas.

13 décembre, TEPCO reconnaît que malgré les investigations menées par des robots, ils n'arrivent pas à trouver l'origine des fuites sur les réacteurs 2 et 3. Pour ce dernier, de l'eau contenant 11 600 bq/l coule en permanence depuis le bâtiment des turbines et pollue les sols et sans doute la mer.
• TEPCO annonce que "ses mauvaises habitudes" sont responsables de l'accident.

15 décembre, le gouvernement annonce que la décontamination des zones évacuées pourrait prendre au moins trente ans. Le coût de cette seule décontamination coûterait au moins 15 milliards de dollars. Des chiffres a minima puisque la centrale continue à polluer son environnement.

16 décembre, le Parti Libéral Démocrate (droite modérée) gagne les élections (40 % des votes, 294 sièges sur 480). Le PLD s'est engagé à remettre en état de fonctionner les réacteurs et les institutions du secteur dans un délai de trois ans et a redémarrer ou non ensuite les réacteurs, dossier par dossier. Le Parti démocrate (gauche modérée, gouvernement sortant, pour la sortie du nucléaire) est laminé (57 sièges). Le Parti pour le futur du japon (Mirai), regroupement des groupes pour l'abandon immédiat du nucléaire a 9 élus. L'extrême droite (Ishin) qui veut continuer le nucléaire pour avoir la bombe atomique a 54 sièges. Les antinucléaires sont aussi représentés par 8 élus communistes et 2 socialistes dissidents. La sortie du nucléaire, si elle a lieu, ne viendra donc pas des députés.

18 décembre, il y a un an, le gouvernement japonais annonçait que les réacteurs accidentés de Fukushima étaient "cold shutdown" [arrêt à froid] que l'on pourrait traduire comme "non susceptibles de réactions nucléaires incontrôlées". Aujourd'hui, les cœurs radioactifs sont toujours en fusion, la température est contrôlée grâce à d'importantes injections d'eau, mais de la radioactivité s'échappe toujours en quantité (10 millions de becquerels par heure selon TEPCO) et le risque d'un accident majeur reste possible du fait de la fragilisation des installations (séismes à répétition, rouille, irradiation…). L'effondrement de la piscine du réacteur n°4 reste possible… et les tentatives de décontamination des sols sont totalement inefficaces.

Mais au fait, est-ce que les centrales nucléaires produisent de l'énergie ?

Certes, les centrales nucléaires produisent de l'électricité, mais avant cela, il faut beaucoup d'énergie pour les construire.
En 1976, interpellé sur le sujet, EDF commanditait une étude en s'appuyant sur la construction des deux réacteurs de Fessenheim. Selon ce rapport, il fallait attendre 20 ans pour que le réacteur rembourse sa dette énergétique.
En 1980, Philippe Lebreton complétait ce calcul dans *La Gueule ouverte* : en tenant compte de la vitesse de construction des réacteurs (on parlait alors de 200 réacteurs à construire d'ici l'an 2000), il montrait que le programme nucléaire français serait consommateur d'énergie au moins jusqu'en 2000 ! Il annonçait alors que le programme nucléaire en mobilisant d'énormes volumes d'énergie (et donc de pétrole) n'allait pas nous aider à sortir de la crise économique provoquée par le premier choc pétrolier (hausse rapide du pétrole entre 1973 et 1975). En 1989, l'Inestene, un institut de recherche économique indépendant sur l'énergie, dirigé par Pierre Radanne et Antoine Bonduelle, vérifiait les calculs d'EDF en tenant compte des dix premières années de fonctionnement de Fessenheim. Résultat de leurs calculs : ce n'est pas 20 ans mais au mieux 28 ans !
Les réacteurs français ont en moyenne 26 ans. Ils sont prévus pour durer 30 ans. Avec les essais de démantèlement de Brennelis où les prix ont déjà été multipliés par 20, on découvre que dans ces calculs, le démantèlement a été sous-estimé en argent (et donc probablement en énergie). Il n'est donc pas sûr que le programme nucléaire ait fourni autre chose que l'énergie nécessaire pour le construire, tout en nous laissant en héritage des millions de tonnes de déchets nucléaires. MB.



agenda











santé — politique, société — fêtes, foires, salons — éducation — vélo — S!lence
dans la rue — habitat — nord / sud — Bio bio formation — décroissance
femmes — paix — énergies — environnement — films, spectacle, culture

Savoir-faire et découverte

• **Nord :** ***Fabriquer sa bière amateur*** le 2 février à Oost-Cappel (59)

• **Hautes-Alpes :** ***Osez la vannerie*** du 9 au 10 février à Eourres (05)

• **Isère :** ***Autoconstruire avec le bois : pour un chantier efficace !*** du 14 au 15 février à Clelles

• **Pas-de-Calais :** ***Fabriquer pains et brioches traditionnels*** du 16 au 17 février à Clarques

• **Lozère :** ***Construire une yourte*** du 18 au 22 février à Saint-Andéol-de-Clerguemort

• **Isère :** ***Bio-climatisme et santé, en construction et en rénovation*** du 21 au 22 février à Grenoble

• **Paris :** ***S'initier à la cosmétique "maison"*** du 23 au 24 février à Paris

• **Haute-Vienne :** ***La haie vive, technique du plessage*** du 23 au 24 février à Saint-Symphorien-sur-Couze

• **Isère :** ***Fabriquer sa lasure naturelle et savoir l'appliquer*** le 23 février à Mens.

Extrait des stages proposés par *Savoir-faire et découverte, tél. 02 33 66 74 67, contact@lesavoirfaire.fr, www.lesavoirfaire.fr.*

tous les jours

Genève : pour l'indépendance de l'OMS, tous les jours depuis le 26 avril 2007, vigile devant le siège de l'OMS pour demander l'abrogation de l'accord de 1959 qui l'oblige à soumettre ses informations à l'AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique. Pour participer : *Paul Roullaud, tél. : 02 40 87 60 47, www.independentwho.info.*

Notre-Dame-des-Landes : Occupation de terres contre l'aéroport, plusieurs maisons à occuper, camping sur place possible. Rejoignez les 200 personnes qui occupent les lieux en permanence. *Contact : reclaimthezad@riseup. Informations : www.reclaimthefields.org ou http://zad.nadir.org. Chèques de soutien à l'ordre des Amis de la Conf', en spécifiant Action Notre-Dame-des-Landes. Amis de la Conf', 104, rue Robespierre, 93170 Bagnolet.*

1 février

Vélorution : à **Chambéry**, à 18h, place du Palais-de-Justice. A **Marseille**, à 19h, place Jean-Jaurès.



Drôme : pour ne plus vivre sur la planète "Taire", 1er au 4 février, au centre des Amanins, week-end avec Jacques Salomé : "on court vers quelqu'un, on trouve soi !". *Les Amanins, Les Rouins 26400 La Roche-sur-Grane, tél : 04 75 43 75 05, www.lesamanins.com.*

Clermont-Ferrand : Image de la folie

Au cinéma Le Rio, 178, rue Sous-les-Vignes, cycle films-conférences organisé par Brut de Béton, les Amis du Temps des Cerises, le collectif Parce qu'on est là, l'Université populaire et citoyenne, la Ligue des Droits de l'homme. Au programme :

• ***La route Paradis,*** 11 février, à 20h, film d'Alice Bethular

• ***Urgences,*** 11 mars, à 20h, film de Raymond Depardon

• ***Frantz Fanon, mémoire d'asile,*** 8 avril à 20h30, film d'Abdenour Zahzah et Bachir Ridouh

• ***Labyrinth man eraserhead,*** 13 mai à 20h30, film de David Linch

• ***Grido,*** 10 juin à 20h30, film de Pippo Del Bono.

Renseignements : *Le Rio, tél : 04 73 24 22 62, www.cinemalerio.com.*

2 février

Vélorution, à **Paris**, à 14h, place de la Bastille ; à **Angers**, à 15h, place du Pilori ; à **Avignon** à 14h30, place Pie ; à **Cherbourg**, à 14h, place Napoléon ; à **Nantes**, à 14h, place Royale ; à **Nice**, à 14h, place Garibaldi ; à **Poitiers**, à 10h10, porte de Paris ; à **Rennes**, à 15h, place Hoch ; à **Tours**, à 14h15, place Jean-Jaurès. N'hésitez pas à décorer votre vélo et à venir avec de sympathiques banderoles ! *Plus d'infos et des rendez-vous plus irréguliers dans d'autres villes : http://velorution.org.*

Lyon : les Indigènes de la République, à 15h, à la librairie Terre des livres, rencontre-débat avec Houria Bouteldja et Sadri Khiari autour de l'ouvrage collectif Nous sommes les indigènes de la République. *Librairie Terre des livres, 86, rue de Marseille, 69007 Lyon, tél : 04 78 72 84 22, http://terre.des.livres.free.fr.*

8 février

Liège : Production d'énergie : le potentiel d'autonomie locale, conférence à Liège, dans le cadre du cycle de conférences "small is beautiful" organisé par le Groupe de Réflexion et d'Action Pour une Politique Ecologique. *Informations : www.grappebelgique.be*

9 février

Lyon : le pari du syndicalisme radical, à 15h, avec Irène Pereira, à la librairie *La Gryffe, 5, rue Sébastien-Gryphe, tél : 04 78 61 02 25, www.lagryffe.net. (m° Saxe-Gambetta).*

Puy-de-Dôme : Utopiades 2013, 9 février de 19h30 à 22h30 à la Gare de l'Utopie, à Vertolaye, débat sur "les nouvelles technologies, nouveaux usages, nouvelles tyrannies" avec Cédric Biagini, animateur des éditions l'Echappée, rédacteur dans La Décroissance et Offensive. *Gare de l'Utopie, 63480 Vertolaye, tél : 06 38 40 48 44 (Gérard Lecoq).*

11 février

Nantes : Nantes en transition, 11 février à 18h, à l'Adda, 5, bis rue de la Carterie. *www.nantesentransition.net.*

Paris 2e : L'écologie en 200 dates, du 11 février au 1er mars, exposition à la mairie du 2e, 8, rue de la Banque (M° Bourse).

12 février

Jura : Silence, on cause, de 19h à 20h30, collation-débat à l'Agence Quoi de neuf ? 24-25 quai Thurel à Lons-le-Saunier, débat autour du thème de la revue Silence du mois, chacun-e est invité-e à apporter quelque chose à partager, si possible "fait maison, bio et local". *Contact : delatour.dominique@wanadoo.fr, tél : 06 82 16 08 87.*

Tarn : Albi en transition, à 18h45, au foyer des étudiants, bâtiment Pascal(e)-Ambic, Université JF.Champollion. *Stéphane, 09 50 79 86 31 sthiers0@free.fr ou François, 06 32 17 64 16, francois.veynandt@gmail.com.*

Carcassonne : Le grand retournement, à 21h au cinéma Le Colisée, 10, boulevard Omer-Sarraut, rencontre débat avec le réalisateur et romancier Gérard Mordillat. *Amis du Monde diplomatique Aude, Bernard Dauphiné, tél. : 04 68 47 69 22, amd11@free.fr.*



14 février

Lyon : expédition de S!lence, 14 et 15 février. Jeudi à partir de 15h, repas bio et végétarien offert à 20h30. Vendredi à partir de 9h30, repas de midi offert.

Partout : danser contre les violences : 14 février, des manifestations seront organisées invitant des femmes et des hommes à « se lever et à danser » en signe de protestation contre les violences contre les femmes, qui touchent un tiers d'entre elles au moins une fois dans leur vie. Une initiative lancée notamment par Eve Ensler, auteure des Monologues du vagin. Elles espèrent « un milliard d'indignées » ce jour-là. *Pour connaître des initiatives dans votre région ou en initier, le site en anglais : http://onebillionrising.org.*

Rhône : Les amoureux au ban public, 14 février 2013. Bal revendicatif et festif pour les droits des couples mixtes (franco-étrangers). Au CCO, 39, rue Georges-Courteline, 69100 Villeurbanne, de 18h30 à 00h. *Contact : Les amoureux au ban public, C/O Cimade, 33, rue Imbert-Colomès, 69001 Lyon, www.amoureuxauban.net.*

Calvados : Caen en transition, 14 février à 20h au Niouzz, 15, boulevard Leroy, à Caen, *http://fr.wiser.org/group/caenentransition.*

15 février

Isère : colloque vivre ensemble, du 15 au 17 février, crise, dette, chômage, spéculation, paradis fiscaux, quelle économie pour aujourd'hui ? quelles alternatives pour demain ? Pour trouver des solutions, notre premier devoir est de comprendre : le colloque se déroulera en trois temps : analyse de la situation économique actuelle ; tables rondes, échanges, débats et ateliers ; créativité et mise en commun d'alternatives. Soutien au projet FEVE (Formation et Expérimentation au Vivre Ensemble). *Inscriptions et programme sur www.feve-nv.com ou Arche de Saint-Antoine, 38160 Saint-Antoine-l'Abbaye, tél. : 04 76 36 45 97, arche-de-st-antoine.com.*

16 février

Bure : assemblée générale, 16 février à la Maison de la Résistance, l'occasion de fêter le 8e anniversaire de l'installation dans les murs actuels. L'occasion de découvrir les lieux si vous n'y êtes pas encore venu. L'association cherche des volontaires longue durée (1, 3, 6 mois) pour vivre sur place et coordonner actions, informations et chantiers. *Bure Zone libre, 2, rue de l'Eglise, 55290 Bure, tél : 03 29 45 41 77, burezoneblog.overblog.com.*

Paris : semaine anticoloniale, 16 et 17 février : salon anticolonial à La Bellevilloise, 19, 21, rue Boyer (20e). 18 février à 19h : le colonialisme environnemental, à la salle des Mariages, mairie du 2e (M°Bourse). 19 février à 19h : la dette, mécanismes et enjeux avec Attac, salle Jean-Dame, 17, rue Léopold-Bellan (2e). 20 février à 19h : D'Abdelkrim et la guerre du Rif au mouvement du 20 février au Maroc, salle Jean-Dame. 21 février à 19h, mémoire, langue et identité basque, salle des Mariages, mairie du 2e ; à 19h, pratiques d'émancipation sociale dans le cadre de la lutte anticoloniale à la CNT, 33, rue des Vignoles (11e). 22 février à 19h, mémoire de la colonisation et rôle de la France en Palestine, salle Jean-Dame ; à 19h : assemblée des peuples sans Etat, à l'Académie des arts et culture du Kurdistan, 16, rue d'Enghien (10e). 23 février à 19h : femmes en résistance : Sahara, Tunisie, RDC, à Ici, 10, rue Léon (18e). 24 février, 19h, assemblée des peuples encore colonisés par la France, salle Jean-Dame. 25 février à 19h : projection débat *El Problema* sur la question du Sahara occidental, salle des Mariages, mairie du 2e. 26 février à 19h : soirée Tamoule, salle Jean-Dame. 27 février à 19h : projection débat de *Douce France, la saga du mouvement beur* au Lieu-dit, 6, rue Sorbier (20e). 1er mars, 10h à 19h, discriminations, extrême-droite et islamophobie au Shakirail, 72, rue Riquet (19e) ; 19h : Palestine, 1 ou 2 Etats, Maison des Métallos, 94, rue J.P.Timbaud, (11e). 2 mars : marche anticoloniale et antiraciste, départ de Barbès à 14h… *www.anticolonial.net.*

Alsace : Ecotidienne

• **Savonnerie à froid,** 2 février

• **Fabriquer ses produits de toilette,** 15 février

• **Vannerie traditionnelle,** 16 et 17 février

• **Finitions murales naturelles,** 22 février à Haguenau

• **Fabriquer ses produits d'entretien ménager,** 23 février

Programme détaillé : *Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.*

20 février

Bouches-du-Rhône : éducation à l'énergie, 20 au 27 février, à l'écogite du Loubatas, à Peyrolles-en-Provence. *Ecopolénergie, Villa Pesquier, quartier le Pesquier RD 58, 13120 Gardanne, www.ecopolenergie.com.*

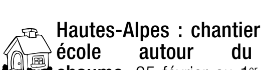
21 février

Bordeaux : Silence, on cause ! A 19h, un rendez-vous ouvert à tous pour discuter du thème du dossier du mois de la revue "S!lence". L'entrée est gratuite et on propose de la soupe et des tisanes à prix libres. *Le Samovar, 18, rue Camille-Sauvageau, quartier Saint-Michel, à Bordeaux, lesamovar@no-log.org, www.lesamovar.ouvaton.org.*

Lyon : les roses noires, 21 février à la MJC du Vieux Lyon à 20h. Projection-débat autour de ce film d'Hélène Milano qui donne la parole à de jeunes filles entre 13 et 18 ans vivant en banlieue parisienne ou dans les quartiers Nord de Marseille. Elles interrogent leur rapport au langage, au genre, leurs blessures, leurs stratégies pour traverser les mutations de l'adolescence à travers les discriminations. *MJC du Vieux Lyon, 5, place Saint-Jean, 69005 Lyon, tél : 04 78 42 48 71, www.mjcduvieuxlyon.com.*

22 février

Belgique : Planète SEL, 22 février à 20h, centre culturel de Walcourt, 5650 Walcourt, projection-débat autour du film d'Alain Laurent. *Les Amis de la Terre - Belgique, Rue Nanon, 98, 5000 Namur, tél : 081/39 06 39.*



25 février

Hautes-Alpes : chantier école autour du chaume, 25 février au 1er mars à Eourres (limite 05, 26 et 04). *Association LESA, Sens et autonomie, tél : 04 92 49 65 93, http://sensetautonomie.wordpress.com.*

Hautes-Alpes, Formation du Gabion

• **Initiation menuiserie,** 4 au 8 février. Stage de formation tout public.

• **La plomberie en autoconstruction,** 11 au 13 février. Stage de formation tout public.

• **Murs et planchers chauffants,** 14 et 15 février. Stage de formation public averti.

• **Chaux dans le bâti ancien et l'écoconstruction,** 18 au 22 février. Stage de formation tout public.

• **Chauffe eau, chauffage solaires,** 26 au 28 février. Stage de formation tout public.

Le Gabion, domaine du Pont-Neuf, route de Saint-André, 05200 Embrun, tél. : 04 92 43 89 66, www.legabion.org.

Rencontre avec les écoprojets



Ans Rossy, 51 ans, d'origine hollandaise, habitant à Bruxelles, a fait 2000 km à vélo en France, pour transmettre la richesse des écoprojets en dehors de nos frontières.

➤ *Pour moi, le vélo est le mode de voyage le plus humain, le plus écologique, le plus sain et aussi le plus spirituel. Rouler se fait en toute liberté, à une vitesse humaine et en contact direct avec les éléments. Comme le cycliste Français Julien Leblay l'a écrit : "Le vélo transporte avec lui le concept même de voyage" ! (Le tao du vélo, éd. Transboréal, 2010).*

A vélo, j'ai roulé quatre mois en France, de la Drôme à la Bretagne, pour réaliser mon projet *Cycloasis, relier à vélo la terre et l'humanisme*. Motivée par mon expérience enrichissante en 2011 chez *l'Oasis des 7 Cercles* (une des Oasis en Tous Lieux)(1), ma volonté de faire connaître la richesse de la pensée de Pierre Rabhi(2) en dehors de la France, ainsi que mon envie de faire quelque chose plus en cohérence avec mes propres motivations, m'ont menée vers ces rencontres d'une vingtaine d'écoprojets.

A chaque projet ses objectifs

Pour mieux capter les enjeux de certains lieux, j'y suis restée plusieurs jours en travaillant sur place et en participant à la vie quotidienne. Pour d'autres, j'ai uniquement fait des visites d'une demi-journée. Les gens ont partagé avec moi leurs défis, soucis, doutes, bonheurs, rêves, et il y avait un échange de connaissances et de savoir-faire. Des projets existent depuis longtemps, d'autres sont en phase d'installation. La richesse de toutes ces rencontres et ressentis peuvent en inspirer d'autres pour commencer de telles oasis(3).

Chaque projet développe ses objectifs.

Dans les fermes bio, le but principal est la production pour gagner sa vie. C'est le cas au *Moulin Brun* (Alpes-de-Haute-Provence), ou d'un groupement des "néo ruraux" comme *Vispens* (Aveyron), *La Grange des Prés* (Gard) ou encore, comme Stéphane Forissier, producteur de semences pour *Kokopelli* (Gard).

L'accent peut être mis sur la pédagogie et la transmission du savoir-faire, comme *Terre et Humanisme* (Ardèche), *La Maison Autonome* (Loire-Atlantique), *les Amanins* (Drôme) et *la Ferme des Enfants / le Hameau de Buis* (Ardèche). Ou encore sur la recherche, comme *Le Centre d'Eco Etho Recherche & Education* de l'anglaise Marthe Kiley-Worthington (Drôme)(4).

Des projets mettent l'accent sur le social, l'insertion, ou le développement personnel, comme *La Bourguette,* avec l'éducation et l'insertion professionnelle des autistes (Vaucluse), ou *l'Oasis des 7 Cercles* (Maine-et-Loire), avec l'accueil familial d'urgence et le développement personnel à travers la Biodanza(5). Et enfin, des projets plutôt artistiques, créatifs, spirituels, comme *Oasis de Lentiourel* (Aveyron) ou encore *Oasis Carapa* (Gard).

Ces différents objectifs amènent également aux différents aspects écologiques. Au *Hameau des Buis,* à *La Maison Autonome*, au *Moulin de Busseix* (Haute-Vienne) et aux *Amanins,* ces lieux ont été écoconstruits, avec recours aux énergies renouvelables et à un système économe de gestion de l'eau. A *Terre & Humanisme* et *Kokopelli* c'est l'aspect de l'agro-écologie, du jardinage responsable qui est fortement développé. Ou encore des connaissances et pratiques d'une alimentation saine (crudivores, plantes des forêts), comme chez *Oasis Carapa, Oasis de Lentiourel* et *La Maison Autonome.*

La richesse créée par la diversité

La diversité est la clé pour les écoprojets. Celle-ci est à la fois humaine, écologique et économique. Elle concerne la composition des âges, des professions, des capacités, des activités, des

(1) Les oasis en tous lieux sont définis par une charte qui s'inspire des idées de Pierre Rabhi.

(2) Pierre Rabhi, paysan et philosophe, promoteur de l'agro-écologie, est à l'origine de très nombreuses réalisations alternatives en France.

(3) Une description détaillée de tous les projets se trouve sur le site *www.cycloasis.org* avec une carte ('map') indiquant la localisation des projets et des liens vers leurs sites web (en français).

(4) Voir reportage dans *Silence* n°402.

(5) Méthode de développement personnel créée par le Chilien Rolando Toro.





⮝ *Marthe Kiley-Worthington du Centre d'Eco Etho Recherche & Education, a toute sa vie combiné les différentes méthodes d'agriculture sur ses fermes (elle a créé 5 fermes bio !) avec le travail académique et la recherche. Devant de jeunes stagiaires présents, elle recommande de varier différentes choses dans sa vie et de prendre son temps pour la réflexion. "Le plus important à ce point est de savoir prioriser les activités sur ta ferme !"*

➤ *Stand de l'Oasis de Lentiourel sur le marché de Saint-Affrique*

nationalités. Avec des objectifs différents, la diversité existe du fait que chaque personne apporte son histoire et sa connaissance.

Pour un des fondateurs du *Moulin de Busseix,* Alain Dorange, cette diversité augmente la possibilité de faire pérenniser le projet. La diversité d'âges est importante. Actuellement il y a toute une génération des retraités qui a (encore) les moyens pour investir dans les terrains, une maison écologique, etc. Mais souvent leur but n'est plus de devenir très actif, d'être impliqué dans les activités économiques ou les travaux physiques. Alain Dorange indique qu'un bon mélange d'âges et de professions, comme au *Moulin de Busseix,* permet de combiner des facteurs indispensables : sagesse et savoir-faire, énergie physique, moyens financiers, créativité et capacité d'exécution. Un mélange que j'ai vu aussi chez le jeune projet *Vispens* et qui est en train de se mettre en place, à *La Maison Autonome.* Les différentes nationalités des habitants du *Hameau des Buis* permettent non seulement une ouverture vers d'autres coutumes, mais aussi l'éducation en différentes langues à *la Ferme des Enfants.*

La polyvalence au centre de la vie

Mettre en route un écoprojet demande de la *polyvalence.* Imaginez toutes les connaissances et savoir-faire nécessaires pour construire et rénover les bâtiments, gérer l'eau, les énergies renouvelables, travailler la terre, élever des animaux, etc., ainsi que les aspects humains, financiers, économiques ou encore administratifs. Ces derniers, trop lourds, sont fortement critiqués par les gens. Ça ne facilite, ni ne stimule une dynamique d'esprit d'entrepreneur, indispensable pour monter ce genre de projets innovateurs et courageux !

Les acteurs quittent souvent une autre vie professionnelle et doivent faire face à une dévalorisation, dans notre société, du travail manuel. Ils doivent également suppléer à la perte du savoir-faire des anciens métiers au profit de la technologie moderne. Pour Matthew Crawford, philosophe américain et mécanicien d'anciens motocycles[6], le travail (manuel) dans l'agriculture bio ou traditionnelle demande, selon lui, une disposition cognitive et morale, et avec cela une attitude attentive et soucieuse. C'est comme une *conversation* avec la matière et son histoire — la terre est considérée comme ayant une identité propre. Contrairement à l'agriculture "moderne" dont le seul critère retenu est le niveau de production.

J'ai eu plein de témoignages sur l'importance de la polyvalence. Le jeune couple belge, Tine et Dries Laget, de *La Grange des Prés,* adore construire tout de zéro : maison temporaire, accès à l'eau, douche solaire, emplacements pour les cochons, etc., parce que ça demande de la créativité et donne de la liberté. Patrick Baronnet de *La Maison Autonome* souligne l'autonomie dans cette polyvalence : "Je veux comprendre les choses techniques, enfin de pouvoir les installer et les réparer moi-même, et ensuite être capable de transmettre mes connaissances".

Les sagesses collectives

Pour réaliser un écoprojet, Kosha Anja Joubert, présidente du 'Global Eco-village Network'[7], parle de l'importance de la *connectivité et des sagesses collectives.* Elle souligne d'autres facteurs de succès pour la vie en collectivité : les objectifs partagés, l'autonomie individuelle, la diversité, la solidarité, la pratique en commun (faire ensemble) et la réflexion. Toute cela implique aussi d'assumer ses responsabilités[8]. Notre système d'éducation ne nous prépare guère à ça. Ce qui renforce encore

(6) Dans son livre *The case for working with your hands* (2009) [Eloge du carburateur, essai sur le sens et la valeur du travail, éd. La Découverte, 2010, 249 p.]

(7) GEN, voir gen.ecovillage.org.

(8) Dans son livre *Die Kraft der kollektiven Weisheit* (2010) [La force de la sagesse collective],

plus ce besoin de sagesse collective, d'échange et d'entraide.

L'autonomie et la liberté

Un aspect clé pour le succès et le bien-être des habitants des écoprojets est la notion d'autonomie et de véritable liberté ; une notion souvent perdue ou noyée dans notre société avec son 'modus operandi' de productivité, de performance, d'adaptation à la norme et de passivité face à la consommation.

J'ai rencontré deux "avocats" plaidant passionnément pour leur idéal : Pierre Rabhi et Patrick Baronnet, deux personnalités connues en France. Pierre Rabhi m'a parlé d'une sémantique déguisée de la soi-disant liberté dans notre société : "On vit, travaille et meurt dans des boîtes. Il y a une nécessité de retrouver notre lien avec la terre nourricière". La modération, la sobriété est libératrice – la sobriété heureuse ! Patrick Baronnet indique qu'on est véritablement libre et autonome quand on peut choisir ses dépendances. Ainsi, le couple Baronnet ne dépend plus d'EDF, parce qu'il produit sa propre énergie renouvelable.

Vers une vraie transition

Il y a deux phénomènes dans ces dynamiques visitées qui m'ont frappée et qui sont peut-être liés au contexte socio-culturel et historique de la France, et qui pourraient compromettre la réussite d'une mise en œuvre plus large et une transition nécessaire.

Premièrement, l'aspect économique n'est pas toujours assez développé, ou même un peu ignoré, avec le risque d'effondrement de tout l'écoprojet. J'ai remarqué une certaine résistance aux mots "économie" ou "argent". Je pense qu'on peut parfaitement créer des projets respectueux et économiquement viables où les revenus restent normaux pour gagner sa vie et servent aussi pour faire de l'investissement local et écologique. Cette résistance et/ou peur paraît moins présente dans les pays anglo-saxons, nordiques ou germanophones, ou on utilise davantage le terme 'social *entrepreneur*' pour ce genre d'initiatives.

Deuxièmement, il y a des projets plutôt renfermés sur eux-mêmes, sans beaucoup d'ouverture vers les alentours – un peu comme "une oasis dans le désert". A chacun son choix, mais si on vise à créer une vraie transition dans la société, il y a un intérêt à l'ouverture, à la connexion avec d'autres réseaux et à impliquer plus de monde au niveau local ; comme dans les dynamiques des 'Transition Towns'. J'étais étonnée d'entendre de plusieurs écoprojets, que les habitants locaux des villages autour pensaient que tel projet était une secte ou des militant.es avec qui on ne peut rien faire. L'ouverture doit être le fait de tous et toutes.

Les écoprojets et oasis que j'ai visités sont une vraie inspiration et un bon départ pour changer les choses. Il faut du courage pour faire ça ! En route, à vélo, on me faisait souvent la remarque : « Vous êtes courageuse ». Pour moi, les vrais courageux sont les personnes qui initient un lieu de vie écologique, une oasis ! Et comme dans la nature, ça se développe organiquement, par essais et erreurs, toujours avec un bon esprit !


Cycloasis

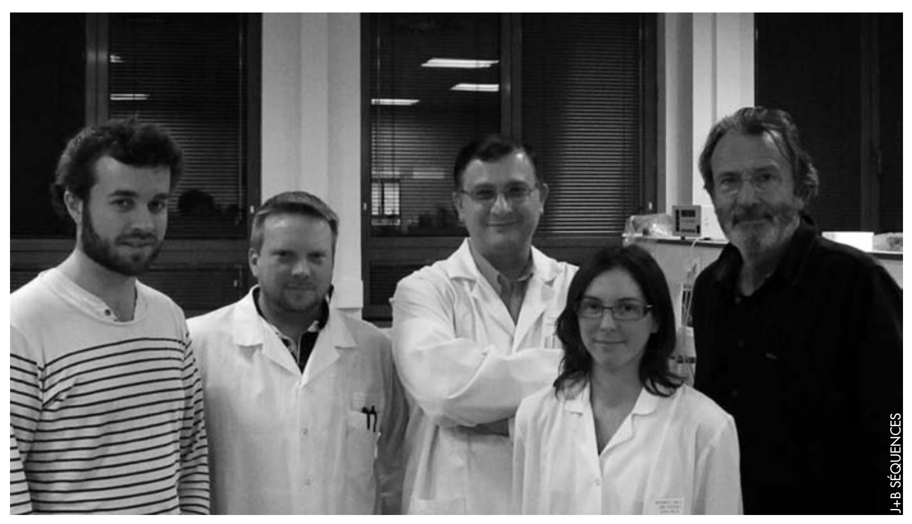
▲ La Ferme des enfants *(Ardèche) et le* centre des Amanins *(Drôme) ont développé un système d'éducation alternatif.*


Cycloasis

▲ *Oasis Carapa* (Cévennes) fait partie d'une association où 75 petits paysans pratiquent l'entraide, l'échange de connaissances et d'outils. Chaque lundi, ceux qui sont disponibles se réunissent sur une ferme (selon un système de rotation) et aident aux travaux qui demandent de la main-d'œuvre ou des savoir-faire indisponibles sur cette ferme. Le repas est préparé et consommé ensemble à la ferme !

Ans Rossy
www.cycloasis.org ■

Après l'étude… le moratoire, vite !



L'équipe de Gilles-Eric Séralini (Photographie issue du film *Tous cobayes ?*)

L'étude indépendante de l'équipe du professeur Séralini montre la toxicité des OGM et du pesticide Roundup… et révèle les compromissions des agences sanitaires françaises et européennes. A quand un moratoire sur les OGM dans notre alimentation ? Entretien avec Jean-Paul Jaud et Corinne Lepage(1).

TOUS COBAYES, C'EST LE NOM D'UN LIVRE PUBLIÉ PAR GILLES-ERIC SÉRALINI[2] ET D'UN FILM réalisé par Jean-Paul Jaud[3]. Dans le livre, le professeur de biologie moléculaire à l'université de Caen nous fait suivre les détails de son expérience : l'étude la plus complète jamais réalisée sur une plante génétiquement modifiée (OGM), le maïs NK 603 de Monsanto. Elle relève des conséquences sanitaires extrêmement graves sur les rats étudiés. Jean-Paul Jaud nous fait suivre en images cette première scientifique tout en faisant le parallèle entre la question des OGM et des pesticides et celle du nucléaire, avec Fukushima. Le film sautille d'un sujet à l'autre et joue beaucoup sur les affects, mais c'est une œuvre frappante. Corinne Lepage publie au même moment *La vérité sur les OGM, c'est notre affaire*[4], ouvrage qui explique la genèse de cette étude par le Criigen, *Comité de recherche et d'information indépendantes sur le génie génétique,* et quelles sont les leçons à tirer de cette expérience.

Le lobby des OGM contre-attaque immédiatement par l'intermédiaire d'une salve de « scientifiques ». L'un des arguments avancés par les détracteurs de cette étude est la surmédiatisation qui l'entourerait. *« Certains ont intérêt à bâillonner le discours autour de ces résultats,* dénonce Corinne Lepage. *Le tort qu'on a est d'ouvrir le débat, de l'avoir mis sur la place publique ». « Ne pensez-vous pas que ces problèmes : OGM, pesticides, nucléaire, méritent un film et deux livres ? »*, renchérit Jean-Paul Jaud.

Pourquoi une telle étude ?

Jusqu'ici, les seules études sur lesquelles se basent les commissions sanitaires pour évaluer les OGM et les autoriser à la consommation, sont réalisées par les fabricants comme Monsanto ! Ces OGM sont déjà consommés en abondance. Nous sommes « tous cobayes » ! *« Le simple bon sens indique qu'il n'est pas sain de laisser aux fabricants le soin d'organiser eux-mêmes les tests sur lesquels se fonde ensuite l'évaluation des produits »,* explique le professeur Séralini (p. 215). De plus, Monsanto refuse de divulguer publiquement les résultats de ses expériences, réalisées sur trois mois sur des rats, sans protestation des agences sanitaires. Le Criigen est parvenu de haute lutte à obtenir ces résultats, et à partir de là, *« suite aux anomalies repérées sur des études de Monsanto, nous avons estimé qu'il y avait besoin d'études sur le long terme sur la toxicité des OGM mis en circulation dans notre alimentation »,* poursuit Corinne Lepage.

Etudier les OGM avec les pesticides

Plus de 99% des OGM produits dans le monde sont programmés pour résister à des pesticides ou en produire eux-mêmes. L'une des lacunes majeures des études existantes est que l'examen des effets des OGM est réalisé sans les pesticides qui leur sont associés. Par ailleurs, concernant les tests effectués sur les pesticides, *« seule leur molécule active fait l'objet de tests de toxicité chronique, et non le produit commercialisé, c'est à dire le mélange vendu »* (p.27), regrette Gilles-Eric Séralini. *« Cela signifie que les adjuvants qui sont destinés à décupler les effets du principe actif ne sont pas pris en compte »,* explique Corinne Lepage (p.26). Autres lacunes majeures : *« Pas de détection systématique*

(1) Entretien réalisé le 24 octobre 2012 à Lyon.

(2) *Tous cobayes ! OGM, pesticides, produits chimiques.* Flammarion, 2012, 256 p., 19 € 90.

(3) *Tous cobayes ?* J+B Séquences distribution, 2012,1h55.

(4) Ed. Charles Léopold Mayer, 2012, 128p., 8 €. Corinne Lepage, avocate, ancienne ministre de l'environnement, députée européenne, ex-présidente du Criigen.

des perturbations hormonales (par exemple les effets des produits sur les hormones sexuelles dans le sang). Pas de détection des perturbateurs de dégénérescence en observant la transmission nerveuse chez l'animal de laboratoire. Pas d'évaluation correcte des effets sur plusieurs générations », pas même sur la durée de vie de l'animal, explique le chercheur (p. 27).

Pour financer cette étude, le Criigen est allé voir diverses institutions publiques comme l'Institut National de Recherche Agronomique (INRA). *« Gérard Pascal a répondu que ça n'avait aucun intérêt, aucune utilité, pas question de financer cela »*[5], raconte la députée européenne. Ils sont finalement financés par la Fondation Charles Léopold Mayer, la fondation Ceres (de laquelle fait partie Auchan) et quelques autres. L'étude est réalisée dans le plus grand secret, les chercheurs communiquent en langage crypté.

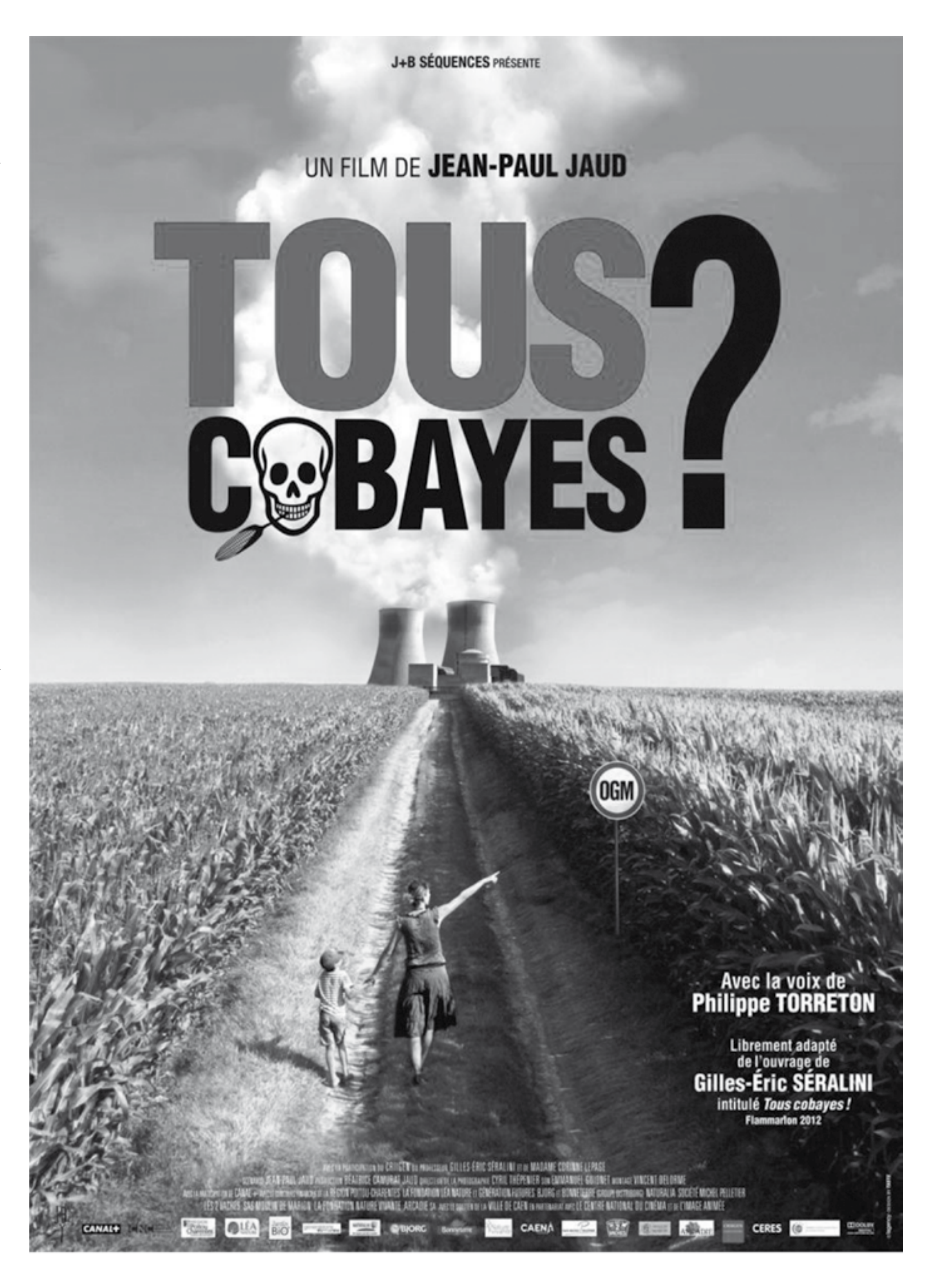
Des résultats alarmants

L'étude a donc lieu entre 2008 et 2011 *« dans les conditions scientifiques habituellement suivies par les producteurs d'OGM, explique Corinne Lepage, mais avec des premières scientifiques très significatives : une durée de deux ans et non de trois mois, des analyses beaucoup plus complètes (…) et surtout l'indépendance » (p.67).*

Ses résultats sont impressionnants : multiplication des tumeurs chez les rats nourris aux OGM et/ ou au Roundup ; *« les femelles qui boivent l'eau contaminée au roundup (quelle que soit sa dilution) sont les plus malades »*, précise le chercheur (p. 95-96). Il apparaît des disparités très fortes entre les sexes : chez les femelles, on trouve en moyenne 5 fois plus de tumeurs que chez les mâles, plus touchés par des pathologies hépatiques et rénales. *« A la fin de l'expérience,* écrit le professeur Séralini, *deux à trois fois plus de femelles traitées (tous dosages confondus) que de femelles témoins étaient mortes ! (…) Converti en termes de vies humaines, cela correspondrait à une explosion des tumeurs après quarante ans de ce régime »*. (p. 99) Sur les graphiques, les pathologies explosent… immédiatement après le seuil de 3 mois, précisément le temps que durent les expériences menées par Monsanto qui servent à évaluer les risques !

Agences sanitaires : des experts et des intérêts

A l'EFSA, autorité européenne de sécurité alimentaire, *« douze membres sur vingt-quatre ont des intérêts avec des industriels »*, affirme Corinne Lepage (p. 43). *« Sur un total de 125 dossiers d'OGM examinés depuis sa création, l'EFSA n'a donné aucun avis défavorable »*, s'étonne Gilles-Eric Séralini (p. 145). Alors qu'aucune étude sur la toxicité des OGM à long terme n'a été réalisée, *« au sein des instances européennes, qu'il s'agisse de l'EFSA (…), du Conseil des Ministres de l'environnement ou d'une majorité du parlement européen, personne ne semble se préoccuper de ce trou béant dans les connaissances*



Des animaux cobayes ?

Certains reprochent à cette étude le traitement des animaux de laboratoire… Gilles-Eric Séralini répond *« je préfère des tests sur des animaux que sur des enfants »*. *« Le choix est entre eux et nous,* explique Corinne Lepage. *Il n'y en a pas d'autre actuellement ». « Les hôpitaux sont pleins d'enfants qui meurent de cancers,* s'insurge Jean-Paul Jaud. *Ce sont des cobayes ! ».*

(5) Gérard Pascal, directeur honoraire de recherche à l'INRA, a été membre de diverses agences sanitaires françaises et européennes et a travaillé pour plusieurs associations de lobbying liées à l'industrie agro-alimentaire, pour Nestlé, Danone,...

Pour une recherche publique

« Depuis quelques décennies, le Ministère de la recherche incite les directeurs de laboratoire à collaborer avec les industriels de façon à financer leurs activités », explique Gilles-Eric Séralini. *« La science labellisée 'objective', officielle parce que rémunérée par le service public, est à l'heure actuelle dépendante des choix et des priorités du monde de l'industrie »* (p. 149). Que serait une recherche réellement publique et démocratique ? a-t-on demandé à Corinne Lepage. *« La recherche publique doit s'intéresser aux effets. Le travail sur le développement des OGM, le secteur privé s'en charge très bien. On se cache derrière un discours sur le bien public : lutter contre la faim dans le monde, soigner des maladies, pour pouvoir développer des OGM dans le domaine du public. J'en attends donc qu'elle s'attache à déterminer les effets sur la santé, et qu'elle ne développe pas de brevets ».*



Corinne Lepage visitant le laboratoire (Photographie issue du film Tous cobayes ?*)*

scientifiques » (p. 52), constate la députée européenne. Pire : pour les agences sanitaires, *« le fait que les très rares tests effectués par les producteurs d'OGM sur une période très courte montrent des anomalies ne fait pas problème. En revanche, le fait que ces études soient rendues publiques en était un de taille »* (p. 37).

Au lieu de s'alerter des résultats de cette nouvelle étude, les experts des agences d'évaluation et autres scientifiques liés à l'industrie biotechnologique et agroalimentaire, n'ont de cesse de la mettre en doute. Corinne Lepage refuse de se laisser faire : *« Tous les dossiers ayant servi de base aux autorisations d'OGM ont été faits sur 40 rats et n'ont pas été contestés. Ici on a 200 rats, et la puissance statistique de l'étude est dénigrée ! Le maïs OGM mir 162 a reçu il y a 4 jours un avis favorable de l'EFSA et du HCB*[6] *pour sa mise sur le marché… or il ne se base que sur 5 rats ! ».*

Des gènes et des euros

En octobre 2012, la Cour des comptes européenne a épinglé l'EFSA et d'autres agences d'évaluation pour leur mauvaise gestion des conflits d'intérêts. *« Depuis ce rapport,* explique Corinne Lepage, *l'EFSA a chargé deux scientifiques d'auditionner G-E. Seralini… et l'un des deux experts est Andrew Chesson, celui qui avait rédigé le brouillon d'avis du dossier d'autorisation du NK603 en 2003. Donc on retombe directement dans le conflit d'intérêt ! Il y a à l'EFSA trop de liens avec l'ILSI*[7]*. Les comités d'expertise chargés d'évaluer l'étude de Séralini sont ceux qui ont évalué les précédentes études et autorisé les OGM,* poursuit-elle. *Ils ne peuvent pas discréditer leur propre travail passé. En France ce n'est pas mieux : au sein du conseil scientifique du HCB*[6]*, 20 scientifiques sur 24 avaient des positions pro OGM avant d'y entrer, ou des intérêts directs ».* Et les lobbies ? *« Ce ne sont pas les lobbies qui m'angoissent : ce sont ceux qui les écoutent ! ».*

Les marchands de doute

Les producteurs d'OGM et de pesticides se comportent comme des « marchands de doute », à l'instar de ceux qui produisirent naguère des études sur l'innocuité du tabac afin de prolonger de quelques années sa vente libre, au mépris de la santé des populations. *« Je ne peux pas croire,* estime Corinne Lepage, *qu'ils ignorent les conséquences sanitaires des produits qu'ils ont commercialisés. Comme leurs illustres prédécesseurs, ils n'ont de cesse d'empêcher que des études indépendantes de leur lobby puissent être réalisées. L'interdiction faite aux agriculteurs et autres utilisateurs d'OGM de cultiver des OGM à des fins de recherche est le signe le plus patent de cette captation de connaissances »* (p. 79-80).

Qui bénéficie ? Qui risque ?

Qui bénéficie de la commercialisation à grande échelle des pesticides et des OGM ? Les multinationales qui les commercialisent. Et qui prend des risques en les utilisant et en s'en nourrissant ? Les populations mondiales. Il faut un rééquilibrage bénéfices/risques, estime le professeur Séralini : *« Une évaluation rigoureusement menée sur l'ensemble des produits chimiques et sur ceux issus de la biotechnologie aurait des conséquences économiques spectaculaires ».* Cela *« obligerait à prendre conscience du véritable prix des OGM et des produits chimiques pour la société et, a contrario, diminuerait celui des substances écologiques »* (p. 232-233). *« Dès lors que ces études seront effectivement exigées par les pouvoirs publics qui n'auront aucune raison de financer*

(6) CGB : Commission du Génie Biomoléculaire, chargé d'évaluer les OGM au niveau français, remplacée en 2009 par le HCB : Haut Conseil des Biotechnologies.

(7) ILSI (International Life Sciences Institut), organisation de lobbying composée de géants de l'agroalimentaire, la chimie, la pharmacie, etc.



Tumeur visible au bout du 15e mois de l'expérience (Photographie issue du film Tous cobayes ?*)*

eux-mêmes la totalité des études, l'intérêt économique du développement des OGM pour Monsanto et les autres fabricants d'OGM sera très clairement posé », poursuit Corine Lepage (p.120).

Qui est responsable ?

« Des gens se sont arrangés entre eux pour organiser leur irresponsabilité, estime la députée européenne. *L'expert est irresponsable : il ne donne qu'un avis, il ne décide pas. Le politique est irresponsable : « je n'y connais rien », « je ne fais que suivre ce que dit l'expert ».*

Afin d'organiser l'irresponsabilité pénale, il est nécessaire d'organiser l'ignorance. *« Si une conséquence négative liée à l'utilisation d'un produit se fait jour, le producteur de ce produit peut exonérer sa responsabilité s'il apporte la preuve que l'état des connaissances ne lui permettait pas de savoir que le risque existait. Dans ce contexte, il est aisé de comprendre que l'intérêt des producteurs d'OGM est que l'état des connaissances soit muet sur la question des risques sanitaires »,* explique-t-elle. (p. 33). Face à cela, le Criigen notifie tous les trois ans aux producteurs d'OGM l'état des dernières connaissances à ce sujet, pour limiter cette irresponsabilité. Mais il est désolant de voir que *« des organes de l'expertise depuis des années couvrent l'organisation de l'ignorance scientifique »* (p. 73).

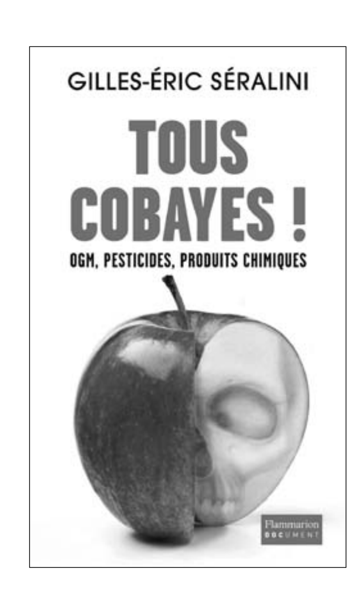
Au final, qui est responsable ? Pas les seules firmes agrosemencières, estime l'avocate. Aux termes mêmes de la directive 2001/18, article 4.3 du code de l'environnement, *« la responsabilité est partagée avec tous ceux qui étaient chargés du contrôle et de la surveillance, à commencer par l'EFSA et ses experts, la CGB et peut-être les décideurs politiques »,* explique-t-elle (p. 84).

Pour un moratoire immédiat !

Comment faire évoluer la situation ? Gilles-Eric Séralini plaide dans son livre pour que *« la réalisation des tests préalables à la mise sur le marché soit confiée à des laboratoires publics ou vraiment indépendants payés par l'Etat avec des fonds versés par les fabricants »* (p.215). Ainsi ce ne serait pas le contribuable qui paierait mais les fauteurs de risques, et ce ne seraient pas les industriels qui évalueraient leurs propres produits.

Pour le moment, les experts qui ont validé l'OGM NK 603 proposent de lancer des études pour vérifier celle de Séralini. *« Mais avec tous les délais (construire la méthodologie, faire pousser les semences, puis l'étude de longue durée), cela durera au moins quatre, voire cinq ans,* estime Corinne Lepage. *Si nous les laissons faire ainsi, ils vont gagner cinq ans… ». « Cinq ans pendant lesquels les marchands de pesticides vont continuer à s'enrichir,* renchérit Jean-Paul Jaud. *Le public peut réclamer un moratoire : 'arrêtez d'empoisonner nos enfants !' On peut agir ! ».* Et exiger un moratoire immédiat sur les importations et la commercialisation des OGM et du Roundup. Vite !

Guillaume Gamblin ■






D.R.

Résister c'est être heureuse !

Rencontrer Pinar Selek est une expérience marquante. Derrière sa présence chaleureuse et débordante de générosité bouillonne l'intelligence pétillante de la sociologue. Mais surtout d'une femme turque engagée auprès des minorités et qui paye cette solidarité par une invraisemblable persécution judiciaire.

■ Comité de soutien à Pinar Selek - France : www.pinarselek.fr

■ Ligue des Droits de l'Homme, 138, rue Marcadet, 75018 Paris, tél : 01 56 55 51 00, www.fidh.org.

C'est à Strasbourg que cette chercheuse francophone poursuit actuellement un doctorat de sociologie après avoir passé deux années en Allemagne. L'exil forcé, c'est le thème de son petit livre au ton poétique *Loin de chez moi… mais jusqu'où ?*.(1)

Ateliers avec les enfants des rues

Issue d'une famille engagée, Pinar suit des études de sociologie et oriente très vite ses recherches sur des sujets tabous en Turquie. Elle travaille sur et avec des communautés exclues : les gitans, les travestis et les transsexuels, les personnes prostituées, *« tout ce qui était trop sacré pour être questionné publiquement »*. Pinar devient petit à petit une sociologue de combat, engagée et pas seulement observatrice.

En 1996, elle fonde *L'atelier de la rue* à Istanbul avec des enfants des rues. Elle vit avec eux et s'engage à leurs côtés avec cet atelier de recyclage d'objets récupérés dans des poubelles pour les transformer en œuvres artistiques. Participent également des gitans, des personnes transsexuelles, des sans-domiciles, des personnes *« qui ne se ressemblent pas mais qui sont dans les rues »*. Ils lancent une activité de théâtre de rue qui rencontre un énorme succès, et pour se financer publient une revue, *L'invité,* diffusée à 3000 exemplaires.

Travail avec les Kurdes et arrestation

En 1998, Pinar débute une recherche sur le PKK, Parti des Travailleurs du Kurdistan. Elle s'attaque là à un sujet particulièrement brûlant et tabou. Elle travaille à partir d'une méthode d' « histoire orale » : recueillir la parole des gens d'une manière populaire et non-académique. Elle est arrêtée en août 1998. La police confisque ses recherches et lui demande de révéler les noms des Kurdes qu'elle a interviewés. Mais elle leur a garanti le secret et refuse. La police la torture durant des jours et des nuits, mais elle parvient à ne donner aucun nom. Pinar ne souhaite pas valoriser l'héroïsme de ceux qui ne parlent pas sous la torture. *« C'est la police qui est à critiquer, pas ceux qui parlent »*.

En prison, elle apprend en regardant la télévision qu'elle est accusée d'avoir posé une bombe qui serait responsable de l'explosion meurtrière du marché égyptien d'Istanbul du 9 juillet 1998. Elle est présentée comme une terroriste. Mais cette accusation est un prétexte pour légitimer une répression contre son travail qui dérange le pouvoir politique. Et *« un avertissement aux intellectuels et chercheurs »* qui voudraient poursuivre dans la même voie.

(1) Ed. La petite iXe, 2012, 58p., 5 €.

(2) En 1923 c'est la République d'Atatürk qui doit libérer les femmes. Les « infirmières de la République », cheveux et jupes courts, doivent apprendre aux femmes à être modernes, les libérer du voile, etc. Dans les années 30, elles acquièrent le droit de voter, d'être élues, d'enseigner… Mais elles ne peuvent pas avoir d'associations autonomes. Dans les années 80, se développent des groupes de parole sur le politique, le personnel, la sexualité…

Une invraisemblable persécution judiciaire

Pinar est gardée en détention durant les deux ans et demie de l'enquête sur l'explosion. Deux choses l'aident à survivre : la volonté d'être heureuse, et le fait de ne jamais se sentir seule. De nombreuses personnes viennent la soutenir, par des lettres, devant la prison, lors de ses procès, en prenant des risques : depuis les intellectuels les plus renommés jusqu'aux personnes marginalisées qui sont devenues ses amies. Elle résiste aussi grâce à l'écriture mais on lui retire ses écrits et son journal intime. La prison, par les échanges entre prisonniers, est aussi pour elle *« une vraie école »*.

Elle est ensuite libérée puis jugée et relaxée car l'enquête démontre que l'explosion du marché d'Istanbul est due à une fuite de gaz. C'est le début d'un acharnement judiciaire. Les pouvoirs publics contestent le jugement et imposent une nouvelle enquête. En 2006, la Haute Cour criminelle prononce l'acquittement, cassée un an plus tard par la Cour Suprême. En 2008, la Cour Criminelle l'acquitte pour la deuxième fois. La Cour Suprême annule de nouveau la décision et réclame la prison à perpétuité. En 2011, Pinar est acquittée pour la troisième fois, mais la Cour Suprême fait Appel.

Pinar Selek doit quitter la Turquie en 2008 pour échapper à cette persécution. Elle est menacée d'arrestation si elle retourne dans son pays. Elle s'exile deux ans en Allemagne, avant de venir à Strasbourg où elle réside actuellement. Elle témoigne que l'exil est difficile. *« J'ai perdu le sentiment de sécurité. Mais cela me rend aussi plus révolutionnaire, plus légère. Quand tu as la sécurité, tu es plus lente ». « Mes valises deviennent de plus en plus petites. Avec l'exil, j'apprends à donner ce que j'ai. »*.

Un engagement féministe

La Turquie a une histoire originale avec le féminisme(2). Dans les années 90, diverses organisations féministes se lient entre elles : mouvements de femmes kurdes, mouvements lesbiens-gays-bi-transsexuels (LGBT), etc., et une solidarité se forge entre eux.

C'est en partie dans le mouvement et la revue féministe théorique et politique Amargi que Pinar s'engage. Celle-ci est diffusée à 3000 exemplaires. Amargi analyse le lien entre patriarcat, capitalisme, nationalisme, militarisme, écologisme,… *« Je ne peux pas me définir comme simple féministe,* explique Pinar, *mais je n'ajoute aucun suffixe à mon féminisme ».* Il s'agit d'un *« féminisme acrobatique »* qui fait toujours le lien, par exemple, entre violences sexuelles domestiques et militarisme.

Que pense Pinar du voile ? Elle a fait une conférence de presse voilée pour soutenir leurs droits, mais elle lutte en même temps contre les oppressions religieuses sur les femmes. *« Le problème n'est pas l'Islam mais le néoconservatisme ».* Et la prostitution ? *« On ne peut pas lutter contre la prostitution sans les travailleuses du sexe, sinon on discute seulement entre femmes de classe moyenne ».*

Décloisonner les luttes

Pinar Selek agit dans un esprit de décloisonnement. Au sein de l'organisation Amargi, des discussions ont lieu entre femmes kurdes, lesbiennes, transsexuelles, arméniennes, de classes pauvres, etc., sur les hiérarchies existantes entre elles. Elles se demandent quel type de féminisme peut répondre à leurs situations respectives. Cela les mène à analyser les articulations entre les pouvoirs dans la société : patriarcat, nationalisme, capitalisme, hétérosexisme, militarisme… Il est impossible de les détacher les uns des autres car ils se nourrissent entre eux. L'académisme est un de ces pouvoirs : le refus de la représentation politique s'allie au refus de la représentation académique. *« Vivre est le plus grand travail académique ».* Il faut reprendre le pouvoir des mains des politiciens… et des universitaires. L'autonomisation est la base de la critique de tous les pouvoirs, y compris le patriarcat.




D.R.

Une plateforme d'écologie sociale à Istanbul

Les membres d'Amargi et d'autres associations LGBT et antimilitaristes souhaitent approfondir leur critique de l'anthropocentrisme. Parallèlement, Pinar a beaucoup lu Murray Bookchin(3) en prison. Avec l'association Amargi et d'autres associations LGBT, kurdes et un syndicat de travailleurs au noir, ils créent au début des années 2000 une plateforme d'écologie sociale à Istanbul. *« Nous vivons à Istanbul, quelle est notre relation à ce qui nous entoure : bâtiments, êtres vivants,… ? ».* Leur discours est axé sur le local. Ils discutent, entre autres, des dominations au sein de leurs mouvements, par des ateliers où les un-e-s sensibilisent les autres à la situation des gays et lesbiennes, et en retour à celui des travailleurs au noir, etc., et développent des solidarités entre leurs mouvements. En parallèle, ils développent une réflexion sur Istanbul, ville en phase de déconstruction et de destruction écologique pour être transformée en ville globale. La plateforme s'arrêtera au bout de deux ans faute de temps et d'énergies pour la faire vivre, mais laissera des traces durables dans les esprits.

(3) Penseur libertaire de l'écologie sociale, auteur notamment de *Qu'est-ce que l'écologie sociale ?* et de *Pour un municipalisme libertaire* (Atelier de Création Libertaire).

(4) Son livre sur les masculinités est en passe d'être publié en français aux éditions L'Harmattan.



Manifestation de soutien à Pinar Selek à Paris

Service militaire et masculinité

Pinar est engagée en parallèle dans les réseaux antimilitaristes et d'objecteurs de conscience. *« Etre une militante et chercheuse féministe m'a conduit à réfléchir sur les moyens de changer le système patriarcal. Pour cela il fallait comprendre les codes du système et entre autres la construction de la masculinité »*. Elle se rend compte qu'*« il ne sert à rien d'arrêter les assassins, mais il faut changer le système qui transforme les bébés en assassins »*. Elle décide donc de travailler sur le service militaire, qui permet de voir beaucoup de choses : comment l'Etat construit le genre et la masculinité ; comment l'armée constitue un terrain *« homosocial »* qui réduit à un seul genre les différents types de patriarcat qui imprègnent des hommes venant de toutes régions et tous milieux sociaux… Pinar Selek cherche à comprendre la construction des violences grâce à l'approche féministe. Avec deux amis masculins, elle parcourt la Turquie durant plus d'une année pour recueillir l'histoire orale des hommes confrontés au service militaire. *« Les hommes vivent toute leur vie une expérience de la frustration. Ils se font humilier et gardent un ressentiment face à ces sévices »,* constate-t-elle. Elle en tire en 2008 un livre intitulé Devenir un homme en rampant, qui crée un énorme débat en Turquie. Il sera réédité cinq fois. Suite à cela, elle commence à recevoir de nombreux appels téléphoniques d'insultes sexistes, menaces de mort, de viol, de sévices… Ce qui dérange dans son enquête, selon elle, c'est qu'elle écrit sur le fascisme ordinaire. Elle décrit les pratiques sexuelles à l'armée, etc, ce qui est plus dangereux que de parler seulement des épisodes de guerre.(4)

Pinar Selek touche à tous les thèmes qui ont à voir avec la liberté, la justice, le bonheur. Pour elle, il est important de « mettre la priorité partout, alors qu'avec la guerre au contraire, tout tend à devenir secondaire ».

Elle continue par ailleurs à faire l'objet depuis 14 ans déjà d'une persécution des autorités turques, qui persistent à réclamer la prison à vie contre elle durant les nouveaux procès du 22 novembre 2012 et du 24 janvier 2013.

Aujourd'hui, depuis son exil français, Pinar continue à suivre au mieux les luttes en Turquie et ses recherches engagées, et souhaite continuer à écrire également de la littérature (elle est déjà l'auteure d'un roman et de contes pour enfants). En effet, explique-t-elle, *« J'aime beaucoup danser entre les manières de comprendre, de dire les choses »*.

Propos recueillis par **Guillaume Gamblin** ■

Finansol cotée en bourse ?

Pendant une dizaine de jours, à la mi-novembre, toutes les rubriques boursières sur France-Inter (et peut-être d'autres radios) étaient accompagnées de la mention d'un sponsor inattendu : Finansol, l'organisme qui labellise les produits financiers éthiques et solidaires !
Ces flashes d'information, plusieurs fois par jour, indiquent les variations du CAC40, les valeurs qui connaissent une baisse de 0,4 % ou une hausse de deux points… Seule une infime fraction de la population a quelque raison de s'y intéresser, celle qui spécule. Les flashes météo ont nettement plus d'intérêt, pourtant n'occupent pas plus de place dans la grille de cette radio. Mais ces infos sur les cours de la bourse servent surtout à ancrer dans l'esprit du public que la santé de l'économie en général, et de l'emploi, dépend de la hausse constante des indices boursiers. A peine si les gens font le lien entre les annonces de licenciements dans les grandes entreprises et la hausse immédiate, quasi mécanique, de leur cours !
Que vient faire Finansol dans cette galère ?
Si l'on admet que la bourse est un moyen nécessaire de drainer l'épargne, de l'investir et ainsi créer de l'activité, en revanche les variations, heure par heure, des cours sous l'effet des spéculations, des annonces, des rumeurs, sont l'antithèse-même d'une économie saine. Les investissements éthiques et solidaires se font sur le moyen ou long terme, c'est le rythme de l'économie réelle.
Associer le nom et la réputation de Finansol au pire aspect de la bourse est incompréhensible. On me dit que l'association (à but non lucratif) Finansol n'a pas payé ces annonces (encore heureux !). Mais alors, qui a cherché ainsi à brouiller les cartes, et, au moins à un niveau subliminal, associer dans l'esprit du public les entreprises du CAC40 et la finance solidaire ?
A qui profite la confusion ?
Jean-Pierre Cattelain
Doubs

L'auteur du courrier avait publié un article sur Finansol dans notre numéro 387. Finansol est un label attribué à des produits financiers jugés solidaires, selon des critères contestables. Nous avons demandé à Finansol de réagir :
« Permettez-nous de préciser que notre parrainage ne concernait pas la bourse, qui n'en a aucunement besoin, mais une chronique destinée à des personnes qui s'y intéressent. La Semaine de la finance solidaire est une campagne de communication qui cherche à sensibiliser le plus grand nombre. Ne devons-nous donc pas faire découvrir la finance solidaire à ceux qui ont les moyens d'investir par l'intermédiaire d'une chronique financière qui leur est destinée ? Nous pensons que la finance solidaire peut les intéresser, encore faut-il que l'information leur parvienne ! D'ailleurs, la campagne de sensibilisation ne s'est pas limitée à la chronique bourse. Tout un dispositif média a été mis en place pour toucher un public le plus large possible. Vous avez ainsi pu voir des spots télé sur France télévisions ou encore découvrir un dossier spécial sur 20minutes.fr ».

Féminisme au masculin

Dans S!lence n°406 p.23, Léo Sauvage persiste dans sa rubrique « Quand les hommes se disent féministes », à accumuler avec ironie des petites phrases, sans jamais aller au fond de son sujet. L'erreur de Simone de Beauvoir a déjà été démontrée aussi bien par Françoise d'Eaubonne qu'Antoinette Fouque et bien d'autres. Si « On ne naît pas femme, on le devient » signifie en effet que la femme est conditionnée par la société, par la famille et la religion, elle doit donc lutter contre ces conditionnements afin d'être elle-même, et non imiter l'homme et ses nombreux travers. Ce n'est pas parce que l'homme et la femme sont égaux et doivent donc sans aucune contestation possible, bénéficier des mêmes droits, qu'ils ne sont pas différents. Et heureusement ; c'est ça la diversité.
Alors pourquoi se gausser lorsqu'un homme se disant féministe pense que « l'écoute, la sensibilité, la persévérance sont des qualités que naturellement les femmes ont de plus que les hommes… » ? La parité dans les instances politiques et économiques est d'autant plus urgente que les femmes ont une autre façon de voir le monde, et si elle est si difficile à mettre en œuvre, c'est bien parce qu'elle risque de mettre à mal l'organisation patriarcale de l'économie mondiale.
(…) La philosophie taoïste chinoise, depuis 2600 ans, voit dans la nature, deux principes complémentaires et différents, le yin, féminin et le yang, masculin. Lorsque l'un de ces deux principes prend le pas sur l'autre, il y a déséquilibre. Le pictogramme du Tao révèle qu'afin que la complémentarité des forces joue, la partie noire contient du blanc et la partie blanche contient du noir.
(…) L'homme, devenu un apprenti sorcier, est malheureusement de plus en plus capable de modifier les lois biologiques. (…) Si la théorie du « gender » signifie qu'en tout homme il y a une femme et vice versa, et qu'il s'agit pour chacun d'accepter cette bivalence, alors, c'est une évidence que les taoïstes avaient révélée bien avant eux. N'en déplaise aux idéologues à la mode, le « Principe féminin » est complémentaire du « Principe masculin », mais ils ne sont pas interchangeables. Dans la nature la femelle n'a pas le même rôle que le mâle, et il n'existe aucune hiérarchie entre eux.
(…) Avec courage Nancy Huston ose aller à contre-courant dans *Reflets dans un œil d'homme* (…) : « Si l'on ne croit pas à la différence des sexes, on pourrait utilement faire un tour dans les prisons : dans le monde entier, la population carcérale est masculine à 90 % ».
(…) « Vas-y ma chérie, balade-toi toute seule sur la 42e Rue à trois heures du matin, et, si jamais quelqu'un essaie de t'embêter, dis-lui que tu as choisi d'être un homme ». (…) Nancy Huston professerait-elle des idées anti-féministes ? (…)
Annaba
Auteur de *Bienheureux les enfants de la Mère.*
Var

La faux ou la chimie

Alors que les Ecossais en ont fait leur emblème national (au nom de légendaires services rendus contre les Anglais), chez nous la loi française exige que les chardons soient coupés au 14 juillet !
Pour venir à bout de « cette mauvaise herbe », deux solutions : la faux ou l'herbicide. (…)
Les difficultés surgissent, quand l'agriculteur « conventionnel » brûle par manque de précaution le champ de luzerne de son voisin, un agriculteur « bio ». Ce dernier perd alors sa précieuse alliée, les chardons repoussent, l'agriculteur conventionnel n'est pas content, l'affaire s'envenime. Chacun accuse l'autre de nuire à son travail. La parcelle de luzerne brûlée par les herbicides est déclassée par Ecocert [1] et quand on sait qu'il faut 3 ans pour obtenir la certification AB, le préjudice devient important.
Un pas en avant, trois pas en arrière : soucieux de redonner vie aux sols détruits par des décennies d'empoisonnement chimique, l'agriculteur bio ne voit plus le sens de son travail. L'Amap[2] qui s'est constituée autour de lui se sent pénalisée.
Bien sûr, des lois protègent la propriété privée, des sanctions existent à l'encontre des contrevenants qui nuisent aux champs du voisin. On convoque alors les experts. Mais les dés sont pipés : les compagnies d'assurances ont des enjeux financiers importants dans l'agriculture conventionnelle, il leur est difficile d'être à la fois juge et partie.
L'agriculteur bio souscrit une assurance auprès d'un organisme qui le considère comme un concurrent. En cas de litige tout sera mis en œuvre pour le discréditer. C'est le pot de terre contre le pot de fer.
(…) Ce texte a été rédigé par des Amapiens soucieux de soutenir leur maraîcher gêné dans la pratique de son métier et désireux de préserver la qualité de leur panier de légumes. C'est aussi l'expression d'une colère de citoyens qui ont décidé de consacrer une partie de leur budget à une économie responsable ; de citadins ayant la volonté de manifester leur solidarité avec des paysans qui redonnent vie à la planète en préservant les sols pour assurer la santé des générations futures. (…)
Si le pot de terre ne peut vaincre le pot de fer, n'a-t-il pas le droit de cheminer en parallèle ?
AMAP des Weppes, de la Lys, du Quercitain, de l'Ecaillon, du Marais, le Jardin des Places, Champ libre, Amap à Marcq, V'Ascq'AMAP, Val'en Sol, Les Jardins de l'Eclème, Romuald Botte, Cécile Fomasari, Camille Hermand, Florence Mouillet.

Courrier



Le numéro sans internet fait réagir !

Est-ce plus écologique ?

L'idée du numéro sans internet est une bonne idée. En revanche, les solutions préconisées en remplacement me font bien rire. Vous proposez d'envoyer par courrier des cd ou des clés USB. Voyons d'un peu plus près. Le cd a été fabriqué dans un pays lointain, avec un coût énergétique de fabrication. Il a voyagé pour venir au magasin où je me suis déplacé pour l'acheter. J'ai ensuite gravé ce cd sur mon ordinateur, utilisant donc de l'électricité. Je me déplacerai ensuite pour l'expédier et je paierai l'expédition, qui utilisera certainement une énergie fossile. A réception, vous utiliserez vous aussi un ordinateur pour le lire. Et puis, le cd sera éliminé et induira donc un coût de traitement. Ben franchement, je me demande si ce n'est pas plus vertueux écologiquement d'envoyer mon info par internet. Comme je fais aujourd'hui... Et si c'était un numéro sans ordinateur ? Chiche !

Jean Louis Beaumier
Alpes-de-Haute-Provence

Ecrire sans Internet

Je vois sur le site de *S!lence* qu'en décembre on devra essayer de se passer d'Internet pour envoyer nos idées à notre revue préférée écologiste et non-violente. En effet Internet "consomme" et rend souvent dépendant. Pour ce qui est de la dépendance, le débat est ancien : on faisait le même reproche aux romans au 19e siècle... Plus sérieusement, pour ce qui est de la consommation, n'oublions pas que le papier est une des industries les plus polluantes du monde : pour fabriquer un kilo de papier, on utilise 3 kg de bois, 27 litres d'eau et X kwh, sans parler des produits chimiques de blanchissement et de surfaçage, du transport et du temps passé à le traiter (refrappe, archivage...) qui sont à considérer aussi. Internet n'est pas neutre ni sans danger, certes ; mais aucune activité humaine ne l'est. Ce sont non les choses elles-mêmes mais l'usage ou l'abus qu'on en fait qui sont nocifs ou utiles. Et jamais 100% blancs ou noirs... C'est l'abus de la voiture qui est dangereux, pas la voiture en soi. Un cheval aussi "consomme" de l'espace agricole et provoque des accidents... C'est l'abus de la consommation d'énergie qui est nocif, pas l'énergie en soi. Cela étant, toutes les expériences "dérangeantes" sont fructueuses et utiles à la réflexion. Bravo à S!lence et bonne continuation !

Nicolas Cassagnau
Loire-Atlantique

Une fois suffira, merci !

Je trouve intéressante votre demande de ne pas vous envoyer cet article par courriel, pour montrer que l'on peut vivre sans, mais sachez que je trouve qu'une seule fois suffira. J'ai perdu un temps fou avec votre demande : aller à La Poste, y demander un envoi suivi. Y retourner ensuite pour le poster. Et pendant ce temps-là je n'étais pas dans le métro, bande de coquins ! (voir article sur les *Reposeurs* page 34, ndlr)

Françoise Bonde
Seine-Maritime

Technique

A quand le numéro sans informatique ? J'ai conservé mon composteur et pourrai "pomper" dans la casse. Titres en capitales et textes en "bas de casse"...

Raymond Vignal,
correcteur de Silence
Isère

Dictature d'internet

J'avais beaucoup apprécié votre numéro de *S!lence* où les brèves ne comportaient aucun numéro de téléphone mobile. Mais un autre phénomène envahit nos modes de communication : celui de la « dictature » internet. Quand nous refusons cette « dictature », comment, dans le n°406, répondre par exemple ou nous informer à : la cinquième fête de la biodiversité (p. 24), Dominique Lalanne (p.25), les Amis de la Terre (p.29)... ? Aux fans de ce mode de communication, je conseille une lecture ou relecture de *L'obsolescence de l'homme* de Günther Anders écrit en 1956, qui n'aborde pas le « problème » internet mais celui de la radio et de la télé.

Claude Victor Lorenzo
Côte-d'Or

S!lence : **Sur certains sujets, il nous est impossible de nous informer autrement que par internet ou de donner des coordonnées autres, et nous le regrettons. Nous privilégions autant que possible les coordonnées postales et téléphoniques fixes, moins discriminantes.**

Se passer d'internet ?

Peut-être que c'est possible de s'en passer en France ! Mais pour communiquer avec d'autres pays, par exemple en Afrique, ce n'est certainement pas avec un courrier postal que c'est possible ! D'autre part, si on consentait à utiliser le courriel pour sa seule qualité : instantanéité et gratuité du message et donc de sa réponse – courte si possible cela permettrait de ne pas crouler sous les messages et donc de limiter l'utilisation à cette seule fonction que je considère comme étant très utile et même indispensable ! Enfin, si les sites étaient bien conçus (peu le sont !), au lieu de se vouloir « jolis » comme des pages de papier imprimé, ils seraient plus utiles et on perdrait beaucoup moins de temps pour trouver les infos recherchées !
Concernant l'article « Planter des figuiers pour en vivre ? » (n°407 p.36), bravo pour cet article ! Mais le visuel : bou ! Je n'ai pas réussi à reconnaître des figues !

Chantal Balez
Var

Internet et le facteur

(...) Outre les innombrables effets dévastateurs d'internet, qu'il devient fastidieux de rappeler (pillage des ressources, exploitation inhumaine de la main-d'œuvre asiatique, pays-poubelles, pollution électromagnétique, cauchemar écologique et sanitaire, renforcement des solitudes, invisibilité des réseaux repliés sur eux-mêmes, uniformisation culturelle, appauvrissement des facultés de mémorisation — tout sur internet, plus rien dans la tête — flicage généralisé, asservissement à la technologie, omniprésence des écrans comme autant d'abrutissoirs...), il faudrait aussi répéter que le développement d'internet, dont la « dématérialisation » est un mythe grossier, « crée » des emplois déshumanisants, humiliants et destructeurs tout en accélérant la mort programmée du beau métier de facteur, un de ces métiers qui relient les hommes, non pas sur le principe lugubre de la « communication » mais sur celui d'un véritable lien social.
Ce métier est de plus en plus dévalué, de plus en plus difficile à exercer dans des conditions décentes, pour cause de politique de privatisation rampante, de réduction du personnel, de rentabilisation forcenée des services publics, mais aussi parce qu'il est rendu « obsolète » (dans ce monde, il en va des hommes comme des objets) par la substitution des vraies lettres (avec de vrais timbres, vous savez, ces petits morceaux de papier aux mille couleurs du monde, si puissamment évocateurs) par les courriels sur écran froid, à la syntaxe de plus en plus approximative, à l'orthographe en lambeaux...
Chers lecteurs et lectrices de *S!lence*, à chaque courriel que vous expédiez d'un clic désinvolte plutôt que de prendre le temps d'écrire (êtes-vous si pressés ? Moi qui pensais que la décroissance c'était mieux et moins vite éloge de la lenteur, etc.), c'est un facteur qui disparaît, et avec lui, parce que dans bien des campagnes reculées et pour bien des solitudes urbaines sa venue est encore une joie, un certain monde qui comportait davantage de « jours de fête ».

Michel Poulard
Côtes-d'Armor

Vous pouvez nous envoyer des textes pour le courrier des lecteurs soit par courrier postal, soit en passant par le formulaire de contact qui se trouve sur le site de Silence : www.revuesilence.net.

Courrier

Zéro pointé pour la pub

Vendredi 26 octobre 2012, à Poitiers, un groupe de citoyens soucieux de la bonne gestion des ressources, a répondu à l'invitation de zéro watt (voir http://www.zerowatt.web44.net/). Nous voulions, comme les autres fois, faire économiser l'équivalent de la consommation de plus d'une centaine de familles (à travers une action d'éteignage d'éclairages publics, ndlr), mais cette fois-ci, la police est intervenue aussitôt. Face à l'impossibilité de faire entendre dans l'espace public de notre ville, une autre volonté que celle de l'argent incarnée par la publicité, les *Amis de la Terre-Poitou* ont envoyé ce Communiqué de Presse :

"Pendant que vous dormez, braves gens, vos fonctionnaires de police veillent au respect du droit. Quel droit ? le droit de propriété, celui qui donne, à M. Decaux et à ses annonceurs, le droit dérivé de brûler en une nuit pour chaque panneau publicitaire autant d'électricité qu'une famille moyenne en 24 h. Que pensez-vous de ce "droit" ? Vous répondrez peut-être : "cette électricité, ils la paient", en fait, la somme est déboursée en fin de chaîne, à leur insu, par les clients des annonceurs et par les contribuables...

Mais il y a plus ! Le coût RÉEL, le gaspillage de matières premières, la contamination radioactive ainsi que toutes les nuisances qui accompagnent et suivent la production d'électricité, tout retombera sur nos descendants. Ils n'auront pour eux que la satisfaction de savoir que pendant le sommeil de leurs ancêtres, de magnifiques lumières chassaient l'obscurité, perturbaient les animaux nocturnes et masquaient les étoiles.

Jugeant disproportionné le prix à payer pour une si maigre satisfaction, quelques citoyens épris d'équité ont voulu, à l'appel de "Zérowatt" et sans dégradation aucune, éteindre ces symboles du gaspillage.

Aussitôt, des fonctionnaires de police ont débarqué de deux voitures, s'emparant d'un de nos outils pacifiques et nous ordonnant de laisser la publicité briller tranquillement de ses mille feux. Le champ doit rester libre à cette forme légale d'agression qui, à force de vouloir capter notre attention, nous habitue à être inattentifs et indifférents.

La pub est inique, polluante et anesthésiante, mais les "autorités" nous interdisent de la dénoncer ! La seule chose qui reste possible, c'est ce que nous faisons ici : essayer de réveiller les consciences assoupies, appeler à la résistance. Une poignée de citoyens de bonne volonté ne suffit pas : tout le monde doit s'y mettre ! Cessons d'être complices, braves gens ! Il est urgent d'imaginer une autre façon de vivre ensemble !

Françoise Chanial
Vienne



Gérome GAGNAN
3ème année HEC
13 rue du petit Prince
92200 Neuilly sur Seine
Port : 12 23 34 45 56
WWW.Gagnan.gnan
Facebook-Twitter.com

à devenir





"Après avoir lu pendant trois ans la revue Silence, Gerome est aujourd'hui installé à la ZAD qui lutte contre le projet d'aéroport à Nantes. La revue Silence relaie les actions de terrains innovantes, aidant des jeunes comme Gérome à se lancer dans des modes de vie alternatifs".



Antipub

S!lence aimerait publier des détournements publicitaires allant dans le sens d'une planète débarrassée de la société de consommation. Voici un premier détournement d'une publicité de la Fondation Total réalisée par **Véesse.** N'hésitez pas à nous en proposer d'autres.

La vraie pub...



Courrier

Notre-Dame-des-Landes

Vous, le bâton. Nous, les carottes

Vous, Super Ayrault, de votre légitimité de premier ministre, sous la houlette de Hollande, osez faire tonitruer le bruit des bottes à Notre Dame des Landes. (…)

Votre mépris nous afflige et nous inflige le bruit des bottes.
Vous et vos avions migrateurs de mauvais augure,
accapareurs de terre, ce bien commun dont vous n'avez cure,
vous ne voyagez qu'à coup d'imaginaires nourris à coup d'air pas pur, mais pire,
nourris à la vitesse, au dioxyde de carbone, aux hydrocarbures.
N'avez-vous pas imprimé que nous avions changé d'ère !
Votre entêtement trop obscène dénie notre/votre entrée dans l'anthropocène. (…)

Vous, le bâton et nous, les carottes.
Ou bien alors cette idée sotte ? Débattons !
Et nous verrons bien ce que pèsent, publiquement, vos argumensonges.
D'ici là, votre espoir qu'on se taise n'est qu'indécent songe.

Thierry Brulavoine
Loire-Atlantique



Notre-Dame-des-Landes : arrêter les conneries !

Devant la crise climatique, on se sent impuissant (…). Il y a tellement à faire, par quoi commencer ? Et si on commençait par la liste des trucs à ne pas faire ? Tout en haut, je mettrais l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, destiné à remplacer celui de Nantes, pourtant bien conçu et loin de la saturation. On attend officiellement un quasi-triplement du trafic, alors que le prix du pétrole n'est pas amené à baisser, que la SNCF met Nantes à 2h de Paris et 3h de Roissy, et qu'il faudra bien faire quelque chose pour réduire par quatre ces fameuses émissions.
Entre Bordeaux et Pau court une autoroute sous-utilisée, bientôt en faillite et bientôt rachetée avec nos sous. A Castellon, à 75 km de la troisième plus grande ville d'Espagne, les pistes du nouvel aéroport sont désespérément vides, comme celles de Ciudad Real et de tant de villes espagnoles où on a cru que les infrastructures de transports créaient la croissance, donc le développement économique, donc la satisfaction de nos besoins matériels, donc le bonheur…
S'il faut trouver des occupations pour donner du boulot à tout le monde et augmenter notre bien-être matériel, alors commander de méga chantiers à Vinci ou Eiffage est tellement plus dispendieux, inutile et nocif pour l'environnement que :
- faire isoler nos maisons par des artisans (aujourd'hui encore on loue - cher - des studios de merde avec du simple vitrage, et pas moyen quand on est locataire d'entrer dans les divers dispositifs pour proprios conscientisé-e-s) ;
- faire cultiver en bio les bonnes terres qui entourent encore nos villes (pas bête, on ne s'est pas installé en masse là où la terre ne donnait rien… plus bête, aujourd'hui on construit dessus des zones industrielles et… des aéroports).

Pour moi, aujourd'hui, en 2012, s'il y a quelque chose à faire pour arrêter les conneries et s'inscrire vraiment dans la lutte contre le changement climatique et la crise écologique, c'est d'abandonner le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Alors s'il vous plaît, parlez-en autour de vous (surtout auprès de vos ami-e-s membres, sympathisant-e-s ou électeurs/rices du PS !), faites-en avec moi qui regarde ça de loin et tant d'autres qui luttent LE symbole de politiques publiques qui retardent d'une génération. Il est temps d'arrêter les conneries.
Aude Vidal
Paris

livres

Nous avons également reçu… 1/2

■ **Sur les traces de la fourmi à miel. Peintres aborigènes d'Australie,** *Sylvie Crossman, Bronwyn Bancroft, éd. Indigènes, 2012, 32 p. 14 €. Dès six ans.* En Australie, pour les aborigènes, la peinture est un moyen de poursuivre la création du monde dans la tradition des ancêtres animaux. Le rôle de quatre de ces ancêtres dans la genèse du monde nous est conté ici, avec des magnifiques peintures inspirées d'artistes aborigènes. Une ouverture toute en couleurs et en beauté vers cette culture.

■ **La résistance des signes, peintres aborigènes d'Australie,** *sous la direction de Sylvie Crossman et Jean-Pierre Barou, éd. Indigène (Montpellier), 2012, 124 p. 25 €.* Un beau livre pour rappeler l'histoire de la peinture sacrée aborigène faite de reproduction des rêves avec une symbolique tirée de la nature ou comment l'art a permis de lutter contre les politiques d'assimilation de l'Australie. Réédition d'un catalogue d'expo à La Villette (1997).

■ **René,** *Disiz, éd. Denoël, 2012, 260 p. 17,50 €.* Ce roman se passe en 2025, Marine Le Pen est au pouvoir et tout le monde a l'obligation de porter un prénom français. René donc vit en banlieue, se lit d'amitié avec Edgar et est plutôt bon élève. Il correspond par SMS en langage codé… Quelques jolies originalités dans l'écriture pour une histoire de banlieue des plus banales par un auteur surtout connu comme musicien.

■ **404 not found,** *Hervé Decca, éd. Actes sud, 2012, 296 p. 20 €.* En 2005, une jeune fille disparaît en banlieue. Une équipe de police part à sa recherche. Beaucoup de ressemblance avec le roman précédent, avec les personnages stéréotypés habituels : le flic raciste, la jeune beur méritante… et les décors habituels : usine abandonnée, supermarché, lycée. Ça manque d'espoirs et de rêves.

■ **La survivance,** *Claudie Hunzinger, éd. Grasset, 2012, 280 p. 18 €.* Retour à la nature forcé après la fermeture de leur librairie. Restauration d'une maison à l'abandon dans une réserve naturelle, saisons qui passent et belles rencontres avec les animaux. L'écriture de ce roman est belle, mais l'histoire assez classique.

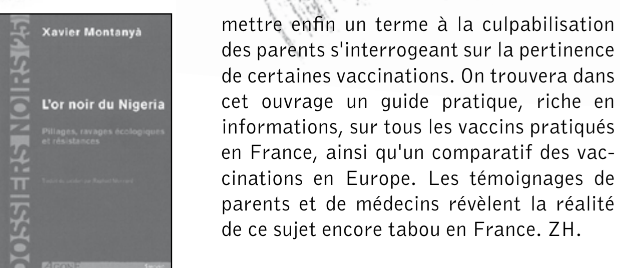
■ **Un sac de bille T2,** *Vincent Bailly et Kris, éd. Futuropolis, 2012, 64 p. 16,25 €.* Suite et fin de l'adaptation — réussie — en BD du célèbre livre de Joseph Joffo racontant comment, enfant juif, il a survécu pendant la guerre.

■ **L'écureuil du Vel'd'Hiv,** *Christian Lax, éd. Futuropolis, 2012, 80 p. 16,25 €.* Sam, coureur cycliste sur piste est l'un des meilleurs de sa génération, mais voilà, on est pendant la seconde guerre mondiale et il s'entraîne au Vel'd'Hiv qui va être réquisitionné pour les rafles de juifs. Le père de Sam est collabo. Une BD bien scénarisée avec pas mal de références historiques intéressantes comme celle d'Albert Richter, champion cycliste allemand, réfugié en France avec son entraîneur juif, arrêté par la gestapo et assassiné.

■ **Idées reçues et corrigées,** *Yannick Lejeune, Eric Dérian, Jean-Philippe Peyraud, éd. Delcourt, 2012, 48 p. 14 €.* Les chats ne retombent pas toujours sur leurs pattes, l'homme ne descend pas du singe, les épinards ne sont pas riches en fer, Molière n'est pas mort sur scène… Une BD avec 47 petites anecdotes pour expliquer l'origine d'erreurs courantes avec l'exploit d'avoir une chute drôle par page.

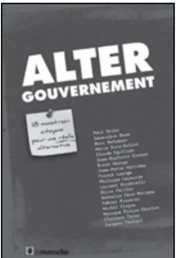
■ **Paysages en migrations,** *Les Carnets du paysage n°23, éd. Actes Sud et Ecole nationale supérieure du paysage, 2012, 240 p. 26 €.* Comment les migrants modifient le paysage soit en s'installant (bidonvilles, squats, rénovation de bâtiments, aménagement ruraux…) soit parce qu'on cherche à leur compliquer la tâche (talus anti-nomade !). Très belles photos historiques, actuelles et futuristes.

Si vous ne disposez pas d'une librairie indépendante près de chez vous, vous pouvez commander vos livres auprès de Quilombo. Une partie de la somme est reversée à S!lence. Il suffit de remplir sur papier libre, vos coordonnées, les ouvrages que vous souhaitez vous procurer, d'inscrire le montant des livres (notés sous les titres de chaque livre), de rajouter 10% du prix total pour les frais de port. Règlement par chèque (à l'ordre de Quilombo Projection). Renvoyez le tout à : **Quilombo/ Silence, 23, rue Voltaire, 75011 Paris.** Délai de livraison entre 10 et 15 jours.



AlterGouvernement

Collectif
Ed. Le Muscadier
2012 - 286 p. - 14 €



Finalement, aux élections présidentielles, rien ne s'est passé comme prévu et ce sont les altermondialistes qui ont été élus. Dix-huit personnalités de cette mouvance, presque à parité, prononcent ici ce que pourrait être leur premier discours comme ministre : Susan George aux affaires étrangères, Marc Dufumier à l'agriculture, Franck Lepage à la culture, Philippe Leymarie à la défense, Geneviève Azam à l'écologie, Jean-Marie Harribey à l'économie, au travail et aux finances, l'éducation à Marie Duru-Bellat, la recherche à Jacques Testart, le logement à Jean-Baptiste Eyraud…
Il y a quelques différences entre les ministres (Susan George supprime l'arme nucléaire, pas Philippe Leymarie), des faiblesses (Harribey veut limiter l'échelle des revenus de 1 à 10, ce qui ne limitera pas grand monde ; il n'aborde pas la nécessité de la décroissance de la consommation… ce que propose Ariès, la prison serait seulement plus humaine…) et des points fort (le mandat impératif des élus). L'exercice est original et se lit très facilement. MB.

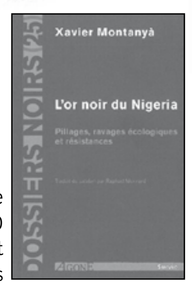
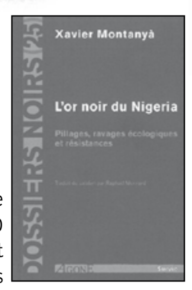
Aliénation et accélération,
vers une théorie critique de la modernité tardive



Hartmut Rosa
Traduction : Thomas Chaumont
La Découverte
2012 - 152 p. - 16 €

Dans une première partie, ce livre décrit ce qu'est l'accélération sociale actuelle, pourquoi et comment elle modifie notre "être au monde". Comment se fait-il que nous réalisions tant d'actes "que nous ne voulons pas vraiment faire" et accumulions tant de possibilités dont nous ne tirerons jamais parti ? Les exemples étudiés parleront à chacun/e de nous, avec une analyse toujours riche et subtile. Dans une deuxième partie, l'auteur revisite brièvement et de manière très accessible la "théorie critique" de la modernité que développèrent des auteurs comme Adorno ou Marcuse, et ses versions contemporaines. Il examine l'apport de ces dernières pour comprendre l'accélération comme "nouvelle forme de totalitarisme". Il esquisse ensuite ce que pourrait être une "théorie critique" de l'accélération proprement dite, du point de vue fonctionnel (est-ce durable ?), normatif (quelles obligations véritables ?) puis éthique (les "bonnes vies" rendues désirables sont-elles possibles ?). Il redéfinit alors ce qu'est l'"aliénation" et donne à réfléchir sur nos manières de résister. Remarquable ! MPN.

L'or noir du Nigeria

Xavier Montanyà
Traduction : Raphaël Monnard
Ed. Agone & Survie
2012 - 239 p. - 13 €

Au sud du Nigeria le peuple Ogoni survit depuis plus de 60 ans dans un environnement dévasté par les compagnies pétrolières, Shell en tête. Leur tort ? Abriter dans leur sous-sol un gisement de pétrole parmi les plus purs au monde. En contre-partie de cette ressource, rien. À part la pollution de l'air, des cours d'eau et des terres. Et, là où le peuple Ogoni vivait en autonomie, il ne reste que destruction. Et massacre de la population si elle ose s'insurger. Xavier Montanyà fait le bilan de ce carnage humain et écologiste et présente les différents mouvements populaires, pacifistes et armés, qui se sont levés contre cette spoliation organisée avec la complicité de l'État nigérian.Un document brut, fort et très renseigné qui vous secouera les tripes. JP.

Yucca Mountain

John d'Agata
Ed. Zones Sensibles
2012 - 160 p. - 16 €

Nous voici, début du vingt et unième siècle, à Las Vegas, la ville aux centaines de néons, aux dizaines de casinos et au taux de suicides effarant.
À côté de cette ville outrancière, une autre absurdité est en cours : un centre de stockage des déchets nucléaires à Yucca Mountain (projet depuis annulé sous la présidence d'Obama).
John d'Agata, nouvel arrivant à Las Vegas, décortique de manière sublime, avec style et intelligence, l'histoire du projet.
Tout en nous promenant sur ce qui pourrait sembler être des digressions sans importance, dans un environnement social, urbain et politique sans issue, c'est toute l'absurdité de ce projet et de la ville qui le côtoie que d'Agata met en exergue.
Une manière poétique, humoristique et cynique de dénoncer le nucléaire et l'absurdité de l'apparat de la ville aux machines à sous. Qui néanmoins investira pour l'abandon du projet à Yucca Mountain. JP.

Faut-il faire vacciner son enfant ?

Virginie Belle
Ed. Max Milo
2012 - 430 p. - 21,90 €

L'auteure ne nous donne pas la réponse et c'est tant mieux ! Ce livre destiné – en première intention – aux parents, pour leur permettre un consentement libre et éclairé concernant la vaccination de leurs enfants, serait d'une grande utilité dans les cabinets pédiatriques, pour mettre enfin un terme à la culpabilisation des parents s'interrogeant sur la pertinence de certaines vaccinations. On trouvera dans cet ouvrage un guide pratique, riche en informations, sur tous les vaccins pratiqués en France, ainsi qu'un comparatif des vaccinations en Europe. Les témoignages de parents et de médecins révèlent la réalité de ce sujet encore tabou en France. ZH.

Eternit, la fibre tueuse

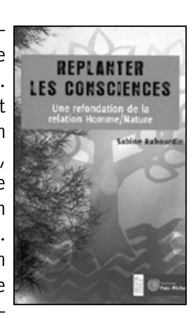
Giampiero Rossi
Ed. La Découverte
2012 - 168 p. - 14,50 €



Comment de simples villageois de la commune de Casale Monferrato (Italie) ont-il pu gagner en justice contre les dirigeants d'une multinationale de l'amiante, Eternit ?
C'est ce que ce témoignage présente sous la plume d'un journaliste inspiré et à la verve littéraire implacable. De l'installation de l'usine qui emballa la population de par les emplois créés, à la découverte de la contamination des ouvriers et habitants, c'est tout un pan de la lutte contre l'amiante qui est présenté à travers un combat qui se termina par un procès et un verdict historique.
Un document complété par un point sur l'évolution nécessaire de la justice française et un témoignage quant à la situation en France. JP.

Replanter les consciences
Une refondation de la relation Homme/Nature

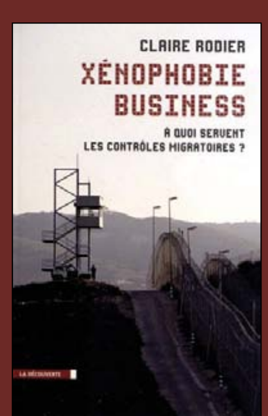
Sabine Rabourdin
Ed. Yves Michel
2012 – 247 p. - 19,90 €



Voici un livre qui remet du mouvement dans nos certitudes (de militants écolos et décroissants). « Il vient un temps où l'esprit aime mieux ce qui confirme son savoir que ce qui le contredit », c'est pourquoi, il est nécessaire de poursuivre la déconstruction de nos conditionnements. S. Rabourdin nous livre sa vision conciliatrice de l'écologie et de la spiritualité, selon elle « l'attitude écologique est liée à une capacité à l'autocritique car les défis écologiques et climatiques viennent [...] de plus en plus de l'intérieur des attitudes individuelles ».
Pour sortir de cet individualisme, elle propose d'aborder la vie selon une approche "récursive" et non linéaire des phénomènes, "dialogique" et non dualiste, de considérer le tout comme plus complexe que la somme des parties.
Parmi les solutions « pratiques » alliant sagesse et écologie, on trouve la frugalité (chère à Gandhi), la non résistance au changement, la fertilisation de la terre, etc. ZH.

Xénophobie business

Claire Rodier
La Découverte, 2012, 196 p., 16 €



Cette enquête propose de s'interroger sur les fonctions réelles des contrôles migratoires. Trois pistes sont développées : l'économie sécuritaire et le marché croissant que constituent les centres de rétention, le convoyage des expulsés, les technologies de repérage, aux frontières du civil et du militaire. Est abordée aussi leur fonction idéologique (en réponse à des enjeux populistes de politique intérieure) et leur dimension géopolitique (externalisation des contrôles en échange accords commerciaux…). Le lobbying politique des intérêts privés, la mercenarisation des contrôles, les différentes filières, le rôle de l'agence Frontex sont détaillés, force chiffres à l'appui. On voit bien que ces dispositifs sophistiqués ne font à chaque fois que reporter l'immigration sur une autre zone, au prix de nombreuses vies humaines. Pour mieux connaître les mécanismes et les réalités de notre barbarie si « civilisée ». GG.

Le Monde en pièces, pour une critique de la gestion, 1. "Quantifier"



Groupe Oblomoff
Ed. La Lenteur
2012 - 163 p. - 12 €

Ce livre, en trois articles et un entretien, nous pousse à réfléchir aux conséquences socio-politiques de l'inflation des données quantitatives. Le premier article analyse le "déferlement d'outils de mesure dans l'école et ses ravages" ; le second, ce qu'implique l'informatisation en général avec l'exemple de la "relation client" chez EDF ; le troisième montre comment le puçage des ours Grecs à des fins "écologiques" néglige l'intégration de l'animal dans la culture locale. L'entretien final avec un spécialiste de l'histoire des statistiques donne envie de poursuivre la réflexion. Le sens et la saveur de nos vies ne s'écrivent pas avec des chiffres, aussi doit-on renoncer à évaluer numériquement certaines choses ? Peut-on limiter ce "on" qui évalue ? Quel lien y a-t-il entre numérisation, massification industrielle et "capitalisme" ? La "dialectique du qualitatif et du quantitatif" est-elle un bon outil pour comprendre ce qui nous arrive ? On a là de quoi inspirer des débats sur un sujet crucial… MPN.

Les féministes blanches et l'empire

Félix Boggio Ewanjé-Epée, Stella Magliani-Belkacem
Ed. La Fabrique
2012 – 110 p. - 12 €

On parle de plus en plus de l'instrumentalisation raciste du féminisme. C'est par exemple Bush le féministe qui part en guerre contre les talibans pour sauver les femmes voilées, ou encore le quasi-consensus contre le port du voile. Selon les auteur-e-s, si le féminisme est si poreux à la récupération, c'est qu'il n'est pas clair sur la question du racisme. Dès lors, « il ne s'agit pas de comprendre une instrumentalisation mais un ralliement ». A l'instar de *Ni putes ni soumises* qui s'est focalisée sur les violences faites aux femmes au sein des communautés noire et arabe, et qui condamne « quasi exclusivement ce qui constituerait les traits saillants d'un sexisme indigène : voile, mariage forcé, excision, polygamie ». Ce livre resitue cette tendance dans une histoire, des suffragettes jusqu'aux cérémonies de dévoilement en Algérie orchestrées par Mme Massu, et dans une concurrence entre mouvement féministe et anti-impérialiste. Edifiant. GG.

Ecologie politique
Cosmos, communautés, milieux

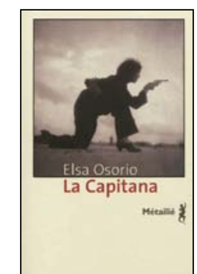
dir. Emilie Hache
Ed. Amsterdam
2012 - 405 p. - 20 €



Treize articles et un document sont regroupés autour de trois thèmes, introduits par la philosophe Emilie Hache : l'objet de l'écologie, la cohabitation, la menace actuelle. La vision est celle de liens indissolubles entre natures et cultures : l'écologie est forcément politique, et ses enjeux obligent à un pragmatisme actif qui conjoint les buts et les moyens. Des articles plutôt généralistes (Latour, Bookchin ou le pertinent "La nature comme communauté" de Giovanna di Chiro) côtoient l'analyse de situations variées : de la politique baleinière au désastre des bidonvilles, en passant par l'humanisation du Nouveau-Monde avant les génocides de la colonisation (passionnante contribution de William Denevan), l'étude de "moutons pas moutonniers", une mise au point sur "Gaïa", une critique tiers-mondiste de l'environnementalisme, etc. L'ensemble est instructif quoique "l'écologie profonde" y soit dévaluée un peu vite. De quoi nous encourager à mieux cerner dans notre vécu l'hybridation constante qu'est l'écologie, c'est-à-dire "la convergence d'une justice environnementale et sociale". MPN.

Romans

La Capitana



Elsa Osorio
Ed. Métailié
2012 - 335 p. - 20 €

C'est une vie étonnante que celle de Micaela Feldman de Etchebéhère, romancée par Elsa Osorio à partir de certains de ses écrits et d'une enquête auprès de ses proches. Jeune Argentine anarchiste puis communiste dissidente, elle s'embarque avec son mari, son grand amour, pour l'Europe, où elle vivra l'accession de Hitler au pouvoir à Berlin en 1933, l'effervescence du Paris des années 30 et la guerre civile espagnole. Elle s'y illustre par son courage au sein du Poum et y crée une école républicaine sur le front. On entre petit à petit dans les allées et venues entre différentes étapes de la vie de notre héroïne, puis on est vite happé par ce récit d'un engagement idéologique et humain fort et touchant. GG.

Jeunesse

Okimdam l'oiseau auquel il manquait une case

Géraldine Collet, Jessica Lisse
Ed. Thierry Magnier
2012 – 32 p. – 12,80 €

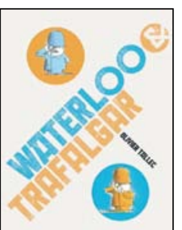
Dès quatre ans. Okimdam est un être particulier… il ne rentre dans aucune case ! Pourtant on essaie de le faire coïncider avec des classifications toutes faites, mais il y échappe à chaque fois. Pas facile d'être si différent… mais c'est aussi le gage d'une liberté formidable. Un livre très coloré et joyeux, les enfants auront plaisir à observer et à détailler les animaux de toutes sortes que l'on y rencontre, et ressortiront avec l'envie d'être originaux, eux aussi, et de ne pas rentrer dans des cases ! GG

Waterloo et Trafalgar

Olivier Tallec
Père Castor
2012 - 64 p. - 13 €

Dès six ans. Deux soldats se font face, de part et d'autre d'un champ, chacun protégé derrière son mur-frontière. L'un est orange,

Si vous ne disposez pas d'une librairie indépendante près de chez vous, vous pouvez commander vos livres auprès de Quilombo. Une partie de la somme est reversée à S!lence. Il suffit de remplir sur papier libre, vos coordonnées, les ouvrages que vous souhaitez vous procurer, d'inscrire le montant des livres (notés sous les titres de chaque livre), de rajouter 10% du prix total pour les frais de port. Règlement par chèque (à l'ordre de Quilombo Projection). Renvoyez le tout à : **Quilombo/ Silence, 23, rue Voltaire, 75011 Paris.** Délai de livraison entre 10 et 15 jours.



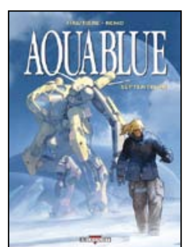
l'autre bleu. Allégorie de toutes les guerres où l'on s'affronte au nom d'une quelconque différence (de lieu de naissance, de couleur de peau, d'idéologie…). Aucune parole dans ce livre, mais des situations, évoquées avec humour, où nos deux combattants à l'air un peu désuet s'affrontent de manière parfois grotesque. La conclusion est un beau clin d'œil à l'absurdité des affrontements et nous rappelle inévitablement cette phrase d'Einstein : « Quelle connerie, la guerre ! ». Un bon outil pour en débattre avec les plus jeunes. GG

B.D.

Aquablue

T13 Septentrion

Régis Hautière et Reno
Ed. Delcourt
2012 - 48 p. - 13,95 €

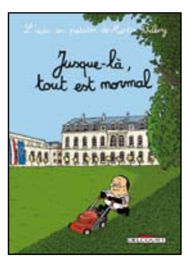


Aquablue est une planète qui vit de manière très harmonieuse avec la nature. Ses habitants ont dû repousser un envahisseur : des Terriens venus pour exploiter les richesses du sous-sol. Dans ce treizième tome, alors que seule une petite colonie de réfugiés terriens est tolérée, une entreprise a réussi à s'installer sur la calotte glaciaire (respectant la loi qui interdit l'installation sur le sol !). Les héros de cette aventure vont essayer de savoir ce qui se produit dans les hangars géants. Entre le noir de l'espace et la nuit perpétuelle au pôle, nous sommes plongés dans un dessin des plus obscurs qui, aussi beau soit-il, finit par lasser un peu. Le côté série qui nous laisse en plein suspense aussi. FV.

L'actu en patates

T2 Jusque là tout est normal

Martin Vidberg
Ed. Delcourt
2012 - 80 p. - 16,50 €

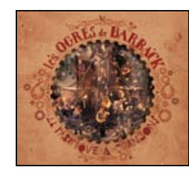


Célèbre blogueur avec ses personnages en forme de patates, Martin Vidberg est maintenant repris en livre. Ce deuxième tome couvre un an d'actualités politiques avec évidemment les élections, mais aussi la crise, les jeux Olympiques… et la fin du monde. Si le dessin, très simplifié, est parfois un peu déroutant, l'humour est au top. Une autre façon de voir le monde incontestablement. MB.

Musique

La fabrique à chansons

Les Ogres de Barback
Irfan (le label)
2012 - CD 15 - DVD film + 15 chansons - 14 €



Pour le bonheur de tous Les Ogres de Barback sont de retour sur scène et avec un nouvel album enregistré en public. Un CD et un DVD vous permettront d'accompagner un groupe dont les morceaux, depuis plus de vingt ans, restent un modèle de poésie et d'engagement social et musical.
Le film, pour ceux qui auraient raté la tournée 2011, est un témoignage de l'ambiance au sein de l'équipe et d'une alchimie magique avec son public. Vous pourrez suivre la création du spectacle et vivre un moment fort avec les musiciens et les techniciens. Les morceaux live vous donneront certainement envie de vous rendre à un de leurs concerts.
Le groupe est un modèle du genre en indépendance artistique, en soutien à la scène française et en créativité, sans cesse remises en question. JP.

Films

Mouton 2.0.

Antoine Costa et Florian Pourchi
Ed. Synaps Collectif Audiovisuel
2012 - 77 mn - Licence Creative Commons



Les puces RFID envahissent notre quotidien et sont d'ores et déjà obligatoires pour les ovins. Le marché économique impose ainsi à l'éleveur de devenir un informaticien plutôt qu'un paysan, au bons sens du terme. Celui qui va connaître ses animaux par leur prénom et être à leurs côtés jour après jour pour surveiller leur santé et leur alimentation.
Ses animaux doivent dorénavant être fichés, suivis à la trace et deviennent de simples usines à produire de la viande. Banni le lien affectif qui peut se développer, le lien avec le vivant.
C'est contre ces pratiques totalitaires, bientôt appliquées aux humains n'en doutons pas, que s'opposent les témoignages regroupés dans ce documentaire.
L'accélération du fichage ouvrant la porte à toutes sortes de dérives, au nom du progrès et de la traçabilité des aliments. JP.

Nous avons également reçu… 2/2

■ **Quartier prairie,** *Association de l'Aire (www.delaire.eu), 2012, 104 p.* A Crest (Drôme), le quartier Prairie regroupe plusieurs immeubles sociaux en marge de la petite ville. L'association de l'Aire raconte ici en texte et en images sa démarche de réappropriation de l'espace public, avec les habitants, pendant des interventions de 2008 à 2011. Beau travail graphique et belles idées de pratiques sociales.

■ **Volt ! La voiture électrique sauvera-t-elle le monde ?** *Serge Enderlin, éd. Seuil, 2012, 138 p. 15 €.* Cela se lit comme un roman. Mais beaucoup de digressions. Il faut attendre le tiers du livre pour arriver enfin face à une voiture électrique. Celle-ci n'est pas une solution très pertinente : il faut payer cher pour avoir des batteries, il faut pouvoir les recharger. Pour les fabriquer, il faut des produits rares qui risquent vite de manquer (lithium)… et tout cela ne répond pas à la question générale de l'encombrement actuel des villes par les voitures. L'auteur conclut que c'est le gaz de schiste qui risque plus sûrement de l'emporter.

■ **Demander l'impossible.com,** *Irène Cohen-Janca, Rouergue, 2012, 232 p., 13,20 €. Dès 13 ans.* Antonin, 16 ans, essaie de se débrouiller avec sa vie d'ado, entre une copine qui le largue, une sœur trop parfaite qui ne mange plus, le clochard en face de chez lui avec qui une communication s'installe… Chronique d'une tranche de vie ordinaire.

■ **OGM. Intérêts industriels et enjeux politiques,** *Yasmine Lrhziel, éd. La Vallée Heureuse, 2012, 132 p., 10 €.* L'auteure s'intéresse aux mécanismes politiques et aux rapports de force des firmes qui ont amené à autoriser les OGM en France et en Europe, et termine sur les résultats de l'étude de Séralini publiée en 2012. Une étude plus journalistique que scientifique, qui hésite entre un ton neutre et militant sans arriver à choisir.

■ **Les larmes d'Aral,** *Jérôme Delafosse, éd. Robert Laffont, 2012, 454 p. 21,50 €.* Thriller palpitant qui mêle la question irlandaise et les trafics de matière radioactive… avec une pointe de mysticisme.

■ **Tribulations plastiques,** *Gilles Stassart, éd. du Rouergue, 2012, 118 p. 12,50 €.* Un fait divers racontait en 2003 comment des canards en plastique issus du naufrage d'un cargo en provenance de la Chine ont été retrouvés sur une plage à des milliers de kilomètres de là. Le prétexte pour l'auteur à imaginer le parcours d'un de ces canards qui va connaître des aventures pleines de sang et de sexe. Truculent.

■ **La dernière femme,** *Charles Masson, éd. Casterman, 2012, 190 p. 15 €.* Charles Masson nous avait enchantés avec *Soupe froide* et *Bonne santé,* on est donc en droit d'être un peu déçu par cette histoire un peu potache d'un homme qui raconte ses amours à un auto-stoppeur. Pas mal de trouvailles narratives, mais une histoire un peu trop tirée par les cheveux.

■ **Une semaine sur deux,** *Pacco, éd. Fluide Glacial, 2012, 160 p. 14 €.* Maé, six ans, vit une semaine sur deux chez son papa dessinateur. Celui-ci chronique avec humour son quotidien, semaine en couleur avec sa fille, en noir et blanc l'autre semaine.

■ **Jours de destruction, jours de révolte,** *Chris Hedges, Joe Sacco, traduction Sidonie Van den Dries et Stéphane Dacheville, éd. Futuropolis, 2012, 320 p. 27 €.* Le capitalisme ne fait pas des dégâts que dans les pays du Sud. Chris Hedges, journaliste et Joe Sacco, dessinateur, présentent ici plusieurs reportages sur ce qui se passe dans les réserves indiennes, dans les quartiers pauvres, sur les sites d'exploitation du charbon… et rappelle quelques données économiques : les Etats-Unis ont le plus fort taux de pauvres des pays industrialisés. Le dernier chapitre fait un parallèle entre les mouvements non-violents qui ont fait tomber le mur de Berlin, le printemps arabe, les Indignés et le mouvement Occupy Wall Street, vu comme une possible amorce de révolte contre le système capitaliste. On regrettera le peu de place consacré aux reportages dessinés.

Devenez relais local

Vous êtes nombreux/ses à nous demander comment nous aider à distance. Vous pouvez devenir relais local de la revue. Votre contact sera alors inscrit / mentionné ci-dessous ainsi que sur notre site. Vous pourrez rencontrer ainsi d'autres personnes motivées et développer seul-e ou à plusieurs de multiples activités : présenter la revue dans différentes manifestations, festivals, fêtes, sous forme de stands ou de ventes à la criée ; organiser des débats autour des thèmes de la revue (éventuellement en invitant les auteur-e-s) ; trouver des points de vente, de nouveaux abonné-e-s ; développer des activités selon les envies de chacun-e…

Rejoignez un relais local

> Aube.
Labo univ'X (groupe Silence)
15b, rue Henri Lemasson, 10000 Troyes, rencontres3@gmail.com,
tél. : 06 66 56 01 60
http://rencontres3.free.fr

> Ariège et sud Haute-Garonne.
Jean-Claude, tél. : 05 61 04 92 67,
jeanclaude.geoffroy@orange.fr

> Besançon. Martine Lionnet
tél. : 03 81 83 35 95

> Bretagne.
Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont,
tél. : 02 99 07 87 83

> Drôme. Patricia et Michel Aubart,
obarm@laposte.net,
tél. : 06 84 51 26 30

> Est-Puy-de-Dôme.
Jean-Marc Pineau,
Marette, 63290 Paslières,
pineau.jeanmarc@wanadoo.fr

> Hérault. Valérie Cabanne
tél. : 04 99 64 32 44
cabvalerie@yahoo.fr

> Paris. Mireille Oria,
mireille.oria@wanadoo.fr

> Saône-et-Loire.
Michel à Saint-Boil
tél. : 03 85 44 06 40 ;
Annabelle à Chalon sur Saône
tél. : 03 85 93 57 54
silence71@orange.fr

> Val-de-Marne.
groupesilence94@voila.fr

Devenez Réd'acteur

S!lence aimerait se faire davantage l'écho des alternatives existantes. Nous n'avons cependant ni les moyens ni le temps pour courir les routes et les gares toute l'année. Le meilleur moyen de parler des alternatives autour de chez vous… c'est vous. Au minimum, vous pouvez nous envoyer des documents sur les initiatives de votre connaissance. Au maximum, vous devenez journaliste et vous nous proposez un article clé en main, avec quelques photos.

Pour devenir vous-même réd'acteur, une explication vous est donnée sur notre site internet *www.revuesilence.net* à la rubrique *Participer / Ecrire* dans la revue. Si votre reportage est retenu et publié, **vous bénéficiez d'un abonnement d'un an gratuit**.

Devenez Stand'acteur

Votre implication dans la visibilité et la diffusion de la revue est essentielle pour l'association. En effet, si *S!lence* parvient aujourd'hui à relayer ses opinions sur l'écologie, la non-violence et à se faire l'écho de nombreuses alternatives concrètes, c'est en grande partie grâce à la tenue de stands lors d'un certain nombre de manifestations (foires, salons, débats, festivals militants et engagés...)

Alors rejoignez l'équipe de lecteurs-trices bénévoles sympathisant-e-s !

Vous souhaitez tenir un stand lors d'une manifestation qui a lieu près de chez vous, contactez-nous.

Vous tenez un stand *S!lence** (durant 1 we) ou deux stands (1/2 ou 1 journée) dans l'année, **un abonnement de 6 mois pour vous ou une personne de votre choix vous est alors offert !**

**Bien entendu, ce ou ces stand(s) doivent faire l'objet d'un accord préalable avec* S!lence *!*

Devenez Don'acteur

Silence est une revue sans pub, sans subvention, ce qui lui donne sa liberté de ton. Pour conforter notre indépendance financière et éditoriale, vos soutiens sont les bienvenus !

Ils nous permettent d'accroître notre liberté d'agir et de multiplier les reportages pour explorer davantage d'alternatives.

Pour tout don à Silence à partir de 15 €, vous recevrez un reçu fiscal qui vous permettra, si vous êtes imposable, de bénéficier d'une **réduction d'impôt égale à 66 %** du montant de votre don.



















Silence

9, rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04 - Tél. : 04 78 39 55 33

www.revuesilence.net

Abonnements : Claire Grenet : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h
Dépositaires, stands et gestion : Béatrice Blondeau : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h
Rédaction : Guillaume Gamblin et Michel Bernard : lundi et mercredi : 10h-12h / 14h-17h

Virements bancaires :
IBAN : FR76 4255 9000 1121 0257 7250 350 - Code BIC : CCOPFRPPXXX

Pour la Belgique : contact et règlement à **Les Amis de la Terre** – Belgique,
98 rue Nanon – 5000 Namur - Belgique, Tél. : 0032 81 39 06 39
IBAN : BE24 5230 8042 8738 - Code BIC : TRIOBEBB

Editeur : Association S!lence - **N° de commission paritaire :** 0915 G 87026 - N° ISSN : 0756-2640 - **Date de parution :** 1e trimestre 2013 - **Tirage :** 5450 ex. - **Administrateurs :** Solène Bernard, Caroline Bojarski, Delphine Boutonnet, Frédéric Burnel, Myriam Cognard-Dechavanne, Jean-Marc Luquet, Pascal Martin, Marie-Pierre Najman, Rafaël Trapet - **Directrice de publication :** Marie-Pierre Najman - **Comité de rédaction :** Michel Bernard, Béatrice Blondeau, Guillaume Gamblin, Emilienne Grossemy, Marie-Pierre Najman, Gaëlle Ronsin - **Pilotes de rubriques :** Caroline Bojarski, Patrice Bouveret, Frédéric Burnel, Christian David, Anne Girard, Natacha Gondran, René Hamm, Jean-Pierre Lepri, Pascal Martin, Stephen Kerckhove, Annie Le Fur, Baptiste Mylondo, Fabrice Nicolino, Jocelyn Peyret, Xavier Sérédine, Francis Vergier - **Maquette :** Damien Bouveret www.free-pao.fr - **Dessins :** Jean-Baptiste Blondeau, Coco, Lasserpe - **Correcteurs :** Bernadette Bidaut, Emmanuelle Pingault, Sylvie Michel, Raymond Vignal, Françoise Weité - **Photographes :** Darwin Bell, Didier Boy de la Tour, Christian Peacemaker Team, Jose Cruz CC BY 3.0. BR, Cindy Cornett, Cycloasis, Conor Doherty, Indibay, Juliana, Jean-Paul Nunez, J+B Séquences - **Et pour ce n° :** Zahra Haddab, Dominique Lalanne, Jean-Paul Nunez, Ans Rosay, Léo Sauvage, Michel Scrive - **Couverture :** Nils-Udo - **Internet :** Damien Bouveret, Jean-Marc Danjau (scan anciens numéros), Xavier Sérédine - **Archives :** Mimmo Pucciarelli.



Les finances de Silence sont gérés par des comptes de la société financière La Nef. www.lanef.com



L'électricité des locaux de Silence provient d'Enercoop qui nous garantit une production à partir des énergies renouvelables. www.enercoop.fr



La revue Silence est imprimée sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par : Impressions modernes - Z.A. Les Savines, 22, rue M. Seguin - 07502 Guilherand-Granges Tél. 04 75 44 54 96 - www.impressions-modernes.fr

Commandes







Numéros disponibles

- ☐ 360 Autoproduire pour se reconstruire
- ☐ 368 A la recherche de l'écologie radicale
- ☐ 371 Valse des paniers autour des AMAP
- ☐ 374 Le corps, champ de bataille
- ☐ 376 Les murs, médias alternatifs
- ☐ 377 Élues et Genre
- ☐ 378 Apprendre sans école
- ☐ 380 Les frontières de la non-violence
- ☐ 383 Vivre en colocation
- ☐ 388 Ça marche !
- ☐ 390 Internet, l'envers de la toile
- ☐ 391 Après la vélorution
- ☐ 393 Contraception et autonomie
- ☐ 394 Le retour des monnaies locales
- ☐ 395 A la découverte de la presse alternative
- ☐ 396 Terres collectives
- ☐ 398 Expériences de transition
- ☐ 399 A votre santé ?
- ☐ 400 L'Écologie en 600 dates (100 pages)
- ☐ 401 Se former à la non-violence
- ☐ 402 Ces croyances qui nous dominent
- ☐ 404 Se réapproprier l'espace public
- ☐ 405 Avec les sans terres
- ☐ 406 Gaz de schistes, non à la fuite en avant !
- ☐ 407 Vivre sans internet
- ☐ 409 Un autre cercle est possible

Numéros régionaux

- ☐ 359 Seine Saint-Denis
- ☐ 381 Essonne et Val-de-Marne
- ☐ 392 Auvergne
- ☐ 397 Lorraine
- ☐ 403 Yvelines et Hauts-de-Seine
- ☐ 408 Tarn, Tarn-et-Garonne, Lot, Aveyron

Cochez le(s) numéro(s) désiré(s). Faites le total (4,60 € l'exemplaire - sauf n° 400 : 9 €). Ajoutez les frais de port (2 € pour un ex., 3 € pour 2 ex., 4 € pour 3 ex. et plus).

Indiquez le total de votre règlement (ancien(s) numéro(s) + abonnement(s) :

Livres

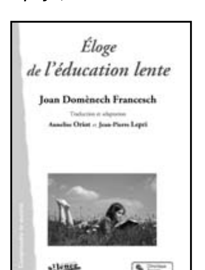


☐ **Les 600 dates de l'écologie**
84 p. - 12 €

Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : 4 €
Autres pays, nous consulter.

☐ **Manuel de transition**
212 p. - 20 €

Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : 4,5 €
Autres pays, nous consulter.



☐ **Éloge de l'éducation lente**
128 p. - 13,50 €

Frais de port :
- métropole : 3 €
- étranger : 4,5 €

Commandes groupées, nous consulter.

Votre abonnement gratuit ?

Si vous trouvez cinq personnes qui s'abonnent à l'essai pour 6 mois (à 20 €) ou en leur offrant cet abonnement, en nous renvoyant leurs adresses et un chèque de 100 €, vous bénéficiez d'un abonnement gratuit d'un an.

Je m'abonne à s!lence

France métropolitaine

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	20 €
☐ Particulier	1 an	46 €
☐ Institution	1 an	60 €
☐ Soutien	1 an	60 € et +
☐ Petit futé	2 ans	74 €
☐ Groupés par 3 ex*	1 an	115 €
☐ Groupés par 5 ex*	1 an	173 €
☐ Petit budget	1 an	32 €

* à la même adresse

Autres pays et Dom-tom

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	27 €
☐ Particulier	1 an	55 €
☐ Institution	1 an	68 €
☐ Soutien	1 an	60 € et +
☐ Petit futé	2 ans	85 €
☐ Petit budget	1 an	39 €

Vous pouvez également vous abonner sur notre site en réglant par l'intermédaire de PayPal.

Total de votre règlement :

Vos coordonnées : MERCI D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

Si vous désirez recevoir notre s!berlettre mensuelle, indiquez-nous votre courriel (lisiblement) :

AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à prélever sur ce dernier, si sa situation le permet, un montant de :

- ☐ 8 € par trimestre (abonnement petit budget)
- ☐ 11 € par trimestre (abonnement normal)
- ☐…… € par trimestre (abonnement de soutien)

Après un an, je peux suspendre mon prélèvement sans aucun frais par simple lettre à la revue Silence.

Établissement teneur de mon compte à débiter

Nom de mon agence bancaire ou CCP :

Adresse :

Code Postal : Ville :

Titulaire du compte

Nom et prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

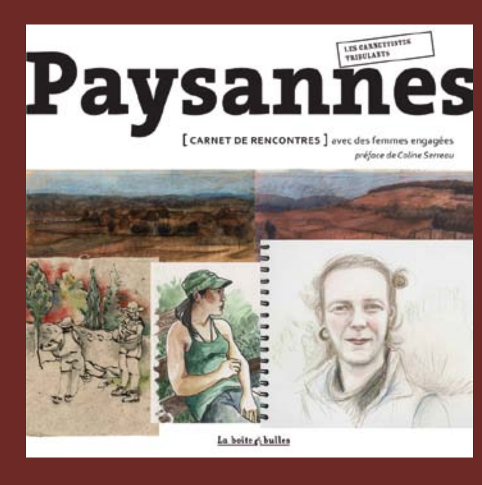
Compte à débiter

Établissement	Code guichet	N° de compte	Clé

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR :	NOM ET ADRESSE DU CRÉANCIER :	Date et signature obligatoires :
545517	**Silence** 9, rue Dumenge 69317 LYON Cedex 04	

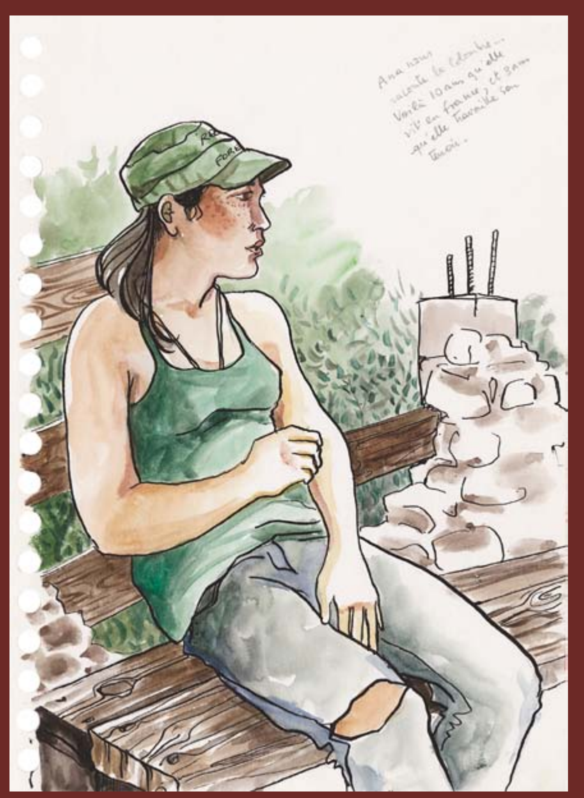
Important : joindre obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal (RIP).

Paysannes



Paysannes est un projet réalisé par un collectif d'illustrateurs/trices amoureux du carnet de voyage, *les Carnettistes Tribulants.* Sollicités par le CIVAM, *Centre d'initiative pour valoriser l'agriculture et le milieu rural,* ils sont allés à la rencontre de dix-neuf femmes qui ont fait le choix d'être agricultrices. Un voyage au cœur d'un monde rural en mutation. Des récits de rencontres aux styles graphiques très divers, accompagnés d'analyses des défis du monde paysan. **Sortie en mars.**

■ ***Paysannes. Carnet de rencontres avec des femmes engagées.*** Les Carnettistes Tribulants. Préface de Coline Serreau. Ed. La Boîte à bulles, 2013, 320 pages, 30 €.

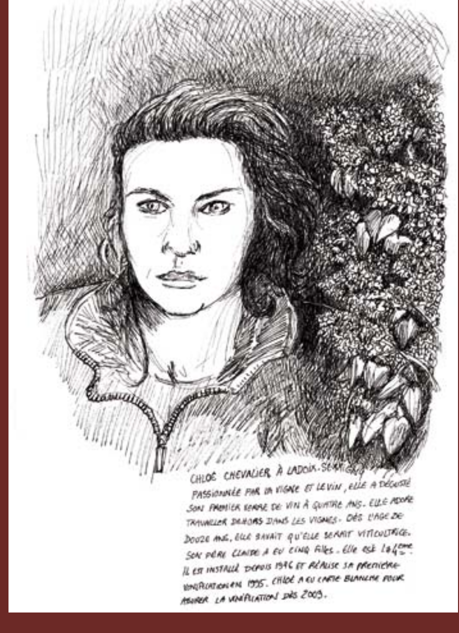


⮝ Ana Maria, ferme autogérée de la Roya, Alpes-Maritimes, fromages de brebis biologiques, par Claire Dupoizat. *« Je dessine une communauté jeune, en rébellion vis-à-vis de la société. Des garçons et des filles qui se sont engagés peu après la fac dans une aventure radicale et courageuse. D'origine colombienne, Ana travaille la terre depuis trois ans ».*

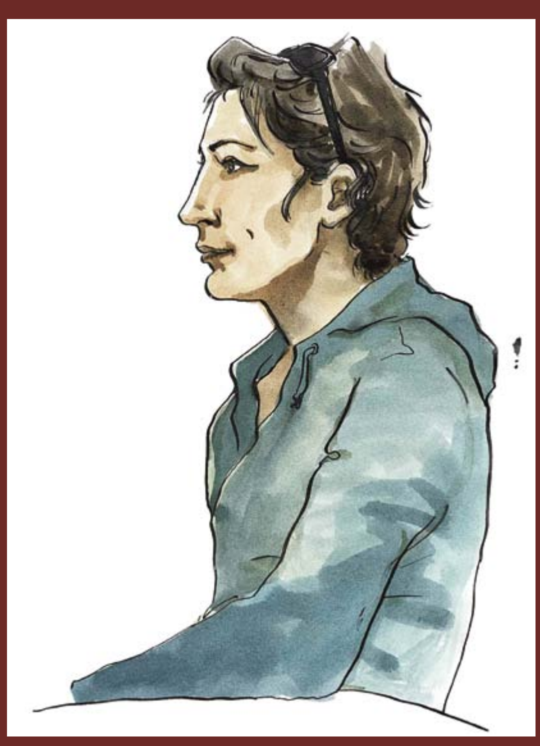


⮝ Aurélie, Var, fromage de chèvre, par Marie-Sophie André, Fabrice Bloch et Gilles Rebechi. *« Le coup de foudre d'Aurélie, fille d'un boulanger, pour les chèvres, date de ses 15 ans. Il a éclairé son chemin de vie : de l'école des bergers à Digne, au travail pendant dix ans dans diverses fermes jusqu'à la chèvrerie des parents de Matthieu, son futur mari ».*

➤ Chloé, Côte d'Or, vin de Bourgogne, par Tia-Calli Borlase et Gaétan Nocq. *« C'est à 12 ans qu'elle posa la question fatidique à sa mère : maman, y a-t-il des femmes viticultrices ? Pas facile d'affirmer son statut de viticultrice en Bourgogne. Chloé a pris le relais de son père, qui lui-même l'avait pris de son propre père ».*



➤ Charlotte, Maine-et-Loire, agroforesterie, par Claire Dupoizat. *« Autour de la ferme, la terre est morte d'épuisement à force de pesticides et d'engrais. Révoltée par ce constat, Charlotte a décidé de redonner sa place à la vie dans le sol par le non-labour, les engrais verts et le bois raméal fragmenté, et compte sur la puissance des arbres pour apporter un écosystème à la terre qui pourra enfin retrouver son rôle nourricier ».*



➤ Manon, Bouches-du-Rhône, brebis en transhumance herbacière, par Patrick Colcomb. *« Trouver des patûrages, des sources, des abreuvoirs. Négocier avec les propriétaires d'herbage pour les empêcher de girobroyer leur herbe, y mettre mes brebis qui vont nettoyer le sol et les surveiller, tel est mon métier ».*

